

Dossier spécial BCE
42 pages

BCE Sur un goût d'inachevé

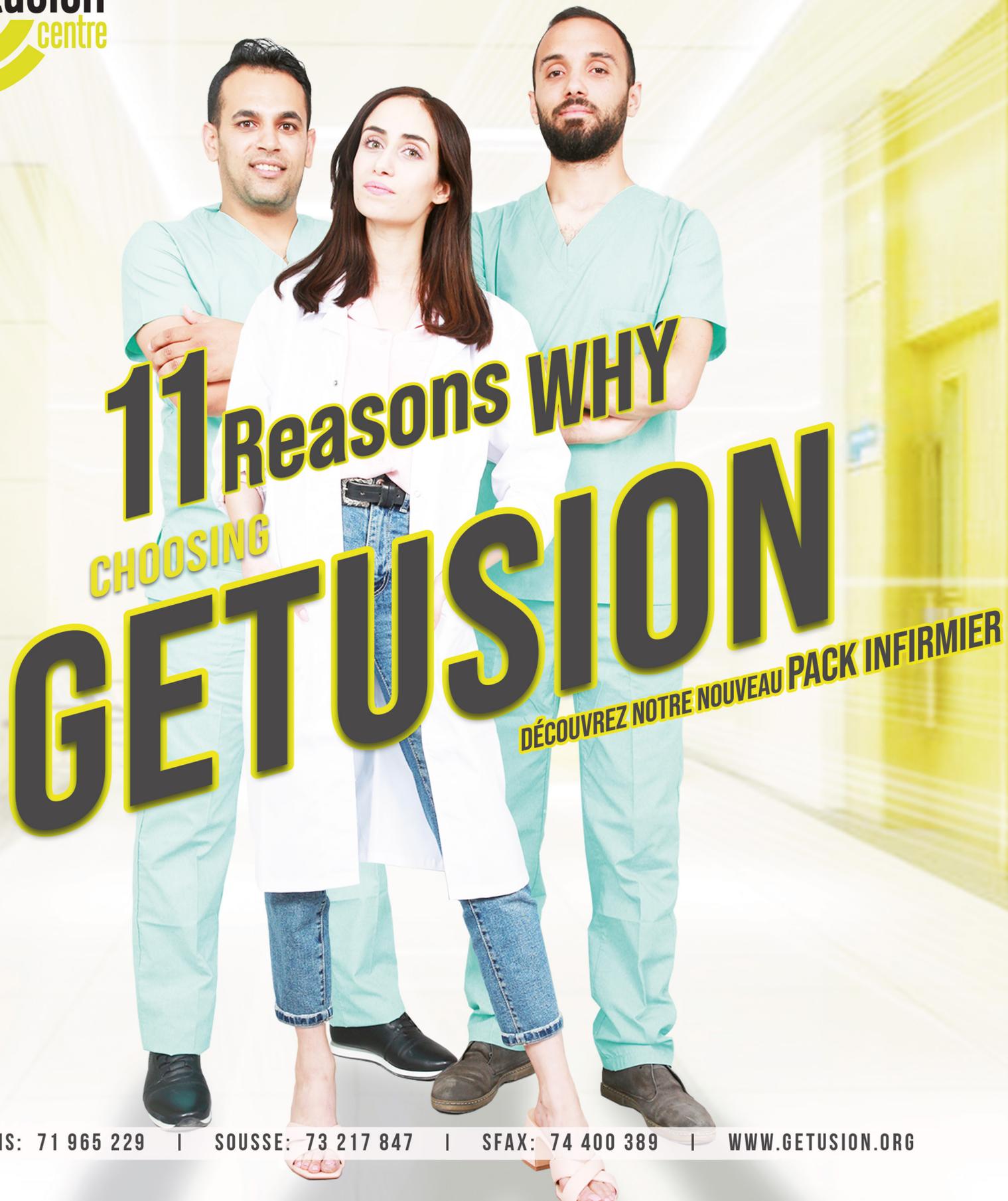
Leaders



N° 111 - Août 2020 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Hichem Mechichi
**Pourquoi
doit-il réussir !**

L'argenterie tunisienne dans toute sa splendeur



11 Reasons WHY
CHOOSING
GETUSION

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU PACK INFIRMIER



Avec Netbox Pro

TRAVAILLEZ ET COLLABOREZ PARTOUT OÙ VOUS ÊTES



À PARTIR DE

25Go INTERNET MOBILE

+ **FIXE ILLIMITÉ**

+ **5 HEURES D'APPELS**

+ **IP FIXE GRATUITE**

Au travail, à la maison, partout.

1288
www.tunisiatelecom.tn

L'édito



• Par Taoufik Habaieb

Droit dans la confrontation... positive

Il a résolument pris sa décision. Kaïs Saïed est dans la confrontation. Le projet porté, neuf mois, depuis son accession le 23 octobre dernier à Carthage, enfante un mutant. Kaïs Saïed n'est plus dans l'idéalisme qui avait fait vibrer pas moins de 72,7 % des votants. A l'exercice du pouvoir, il découvre avec stupéfaction la désillusion face au réel, l'ampleur du désastre. Les révélations ne font que le conforter dans ses propres certitudes: le choc est rude.

Tout changer, même si tout ne peut être changé, croit-il profondément. L'anormal, érigé en norme, n'est plus acceptable. Il va falloir réinventer, recomposer, changer de paradigmes. Aux manettes du commandement, Kaïs Saïed est désormais bien informé. Il sait tout - et il le déclare en mise en garde - des collusions et conspirations, des complots internes et externes, et des défections. Édifié par la désinvolture d'une bonne partie de la classe politique, il réalise cependant que sa marge de manœuvre est rétrécie. Mais aussi qu'une fenêtre de tir peut se préciser. Il tire !

Peu convaincu des partis et désespéré des faux messies, Saïed mise sur les indépendants. Quitte à acter publiquement une rupture avec une classe politique inepte. Un pari, non sans risques, en plein régime parlementaire qui fait bouillonner la Tunisie en cocotte-minute frisant l'explosion.

Le choix de Hichem Mechichi pour former le nouveau gouvernement illustre cette rupture. Elle marque la volonté de Saïed de s'installer dans la confrontation, le refus des monopoles, la dénonciation des oukases. Ceux qui le connaissent bien savent qu'il s'était structuré depuis sa jeunesse dans la défensive face à une autorité injustement subie. Il en avait fait lui-même les frais à différentes périodes de sa vie d'étudiant, puis de son parcours d'universitaire. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard qu'il a obstinément choisi la filière droit, s'engageant dans le rétablissement de la justice.

De la défense, Saïed passe à l'attaque. Au nom de ses valeurs et convictions. Il sait que le temps lui est compté et qu'il doit s'atteler au plus vite à l'accomplissement de ses promesses électorales, la justice et la dignité, mais plus encore, l'amorce du bien-être. C'est ce qu'il ne

trouve ni dans les programmes du gouvernement sortant, des partis au pouvoir et des élus au Bardo, ni dans leurs actions. Abasourdi par leurs affrontements violents, au détriment de l'essentiel, pourtant si urgent, il n'hésite pas à lancer l'assaut, bravant l'establishment solidement installé d'Ennahdha et les tirs ininterrompus de la coalition Al Karama et autres groupes. Sauf que le bras de fer n'est guère la meilleure posture.

Confrontation ne signifie pas affrontement, comme certains pourraient le croire. Pacifique, positive, mais ciblée, désignant les vis-à-vis à mettre en cohésion, elle est espérée en une quête d'harmonie, dans l'espoir d'un consensus.

Face au désastre économique et financier qui se profile et l'implosion sociale annoncée, il sait que le pays a besoin, plus que jamais, d'unité, de solidarité et de concorde.

Qui est capable de rassembler les Tunisiens et de les fédérer autour d'objectifs communs, salutaires? Si des hommes et des femmes de bonne volonté existent, mais en tant qu'individus épars, aucune force politique n'a jusque-là fait preuve d'un leadership reconnu. Aucun plan de sauvetage économique et social n'a aussi été élaboré par le gouvernement.

La responsabilité de Kaïs Saïed est à présent encore plus lourde à porter. La priorité absolue est au secours. Pour assurer un minimum de revenu aux plus démunis, et renflouer la trésorerie de l'entreprise mise à genoux, confrontée aux licenciements, menacée de faillite. L'urgence est également politique. Il appartient au chef de l'État de créer, loin des antagonismes et des tensions, les conditions nécessaires à un climat politique apaisé. En démineur, rassembleur, quitte à châtier les réfractaires, il sera ainsi dans son rôle premier.

La révision de la Constitution est incontournable. Tout comme celle du code électoral et de nombre d'autres textes régissant la vie publique, le financement des partis politiques et des médias étatiques. Ce vaste et déterminant chantier ne saurait s'opérer sans un environnement propice, sans inclusion et sans délibérations citoyennes. Un autre défi à relever, une fois les premières urgences de ces jours secourues. **T.H.**



Nation

15 Exceptionnel Bourguiba

Opinion

20 La prétendue «meilleure constitution du monde» hésite à instituer un pouvoir local réel
Par Riadh Zghal

En couverture

22 Hichem Mechichi : pourquoi doit-il réussir !
26 BCE : sur un goût d'inachevé

Chronique

83 Une nostalgie mortifère
Par Habib Touhami

Société

92 L'article 6 de la Constitution est liberticide
Par Abdelaziz Kacem
98 L'argenterie tunisienne dans toute sa splendeur
102 Centenaire Mokhtar Hachicha
La voix, le verbe et la verve
Par Taoufik Habaieb
105 L'écriture à plusieurs reprises inventée
Par Ammar Mahjoubi
110 Me Samir Annabi : l'érudite et l'éminent juriste

Billet

112 La stratégie de la tension pour saper l'union nationale
Par Hédi Béhi



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Béhi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaïdi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elyès Jouini • Abdelaziz Kacem • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi Radhi Meddeb • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

Chaima Hmissi
(Responsable marketing)

Cyrine Gtari
(Marketing)

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Najeh Kharrez • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

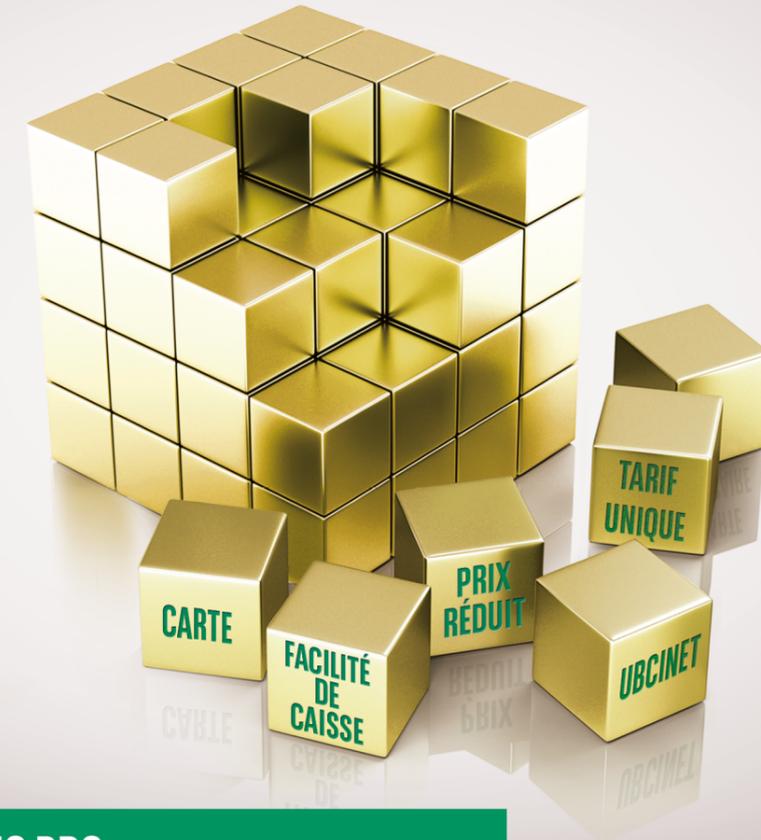
IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
**LES PROFESSIONNELS PEUVENT TOUJOURS
RÉDUIRE LEURS FRAIS BANCAIRES.**



taktik

PACK MOZAIC PRO

Commerçants, artisans, professions libérales et agriculteurs, bénéficiez de la nouvelle offre Pack Pro qui comprend :

- Une facilité de caisse
- Une carte bancaire
- Ubcinet
- Protecompte
- Une économie sur vos frais bancaires, tarif unique.

www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050



UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque
d'un monde
qui change



Que révéleront les mémoires de Mohamed Ennaceur ?

Studieusement, il s'y est appliqué, revenant à des documents d'archives, reprenant de vieilles notes. Mohamed Ennaceur, ancien président de la République par intérim (25 juillet- 23 octobre 2019) et de l'ARP (2014-2019), met la touche finale à ses mémoires. Un ouvrage qui s'annonce riche en témoignages historiques et de révélations. Cet enfant d'El Djem, dont il sera d'ailleurs le maire pendant de longues années, a aligné une carrière politique des plus riches et variées. Très jeune, il était chef de cabinet du ministre de la Santé et des Affaires sociales, et gouverneur de Sousse, couvrant alors également Monastir et Mahdia. Il fondera l'Office de la formation professionnelle, de l'emploi et des Tunisiens à l'étranger, sera nommé à maintes reprises ministre des Affaires sociales, présidera le Conseil économique et

sociale et représentera la Tunisie en tant qu'ambassadeur à Genève.

Véritable architecte, sous Hédi Nouira, du pacte social et concepteur des conventions collectives, Mohamed Ennaceur aura surtout à gérer les relations professionnelles entre l'Utica et l'Uggt, désamorcer les conflits et trouver une issue honorable pour tous lors de chaque épreuve. Plus particulièrement, en 1977, avant la grève générale du 26 janvier 1978, l'arrestation de Habib Achour, puis le renflouement de la centrale syndicale. Béji Caïd Essebsi appellera à ses côtés Mohamed Ennaceur, en 2012, lors de la fondation du parti Nidaa Tounès dont il sera le vice-président. C'est vous dire tout l'intérêt que représentent ses mémoires. 

NOUVELLE PEUGEOT 508

WHAT DRIVES YOU?*



PEUGEOT i-Cockpit®

VISION NOCTURNE

SURVEILLANCE D'ANGLE MORT ACTIVE

*Qu'est-ce qui vous fait avancer ?

MOTION & e-MOTION



PEUGEOT

STAFIM et son réseau :

Rue du Lac Léman - Les Berges du Lac - 1053 Tunis
Tél. : 71 86 04 44 - 71 90 05 15 - 71 80 60 22 - Fax : 71 86 23 03.

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Photos non contractuelles

Devenez fan de Peugeot Tunisie sur www.facebook.com/Peugeot.Tn

Initiative "Moltazimoun"

Plus de **3000 entreprises et professionnels** soutenus depuis la crise

Engagée aux côtés de ses clients, la BIAT a renforcé ses mesures de soutien aux entreprises et professionnels à travers la mise en œuvre de son initiative « Moltazimoun ».

Plus de 3 000 entreprises et professionnels ont pu bénéficier d'une enveloppe de crédit répartie sur toutes les régions du pays et de la mise en place de processus de décision et de mise à disposition de fonds simplifiés et rapides.

Les équipes de la BIAT se sont mobilisées pour accompagner et conseiller les clients tout au long de la crise et restent à leur écoute pendant la période de relance des activités.



Du beau papier

Assurances Maghrebias s'apprête à ouvrir son capital et solliciter l'admission de ses titres au marché principal de la cote de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis. Fondée il y a 47 ans, cette compagnie socialement responsable membre du Pacte mondial des Nations unies est un acteur de référence en matière d'assurance et de réassurance en Tunisie. Elle se distingue par son innovation en produits adaptés aux risques entreprises et particuliers et par son service à ses assurés, se hissant au 3e rang des groupes d'assurances de la place en termes de primes émises.

C'est ainsi que les états financiers de l'exercice 2019 du groupe Maghrebias approuvés en assemblée générale ordinaire, le 30 juin dernier, affichent un chiffre d'affaires consolidé de 236 millions dinars, s'inscrivant en croissance de 8,40% par rapport à l'exercice précédent, un résultat net consolidé de 18,5 millions dinars, soit +7,72%, et un rendement des fonds propres de 16,51%. En conséquence, Assurances Maghrebias a distribué 5 310 000 dinars de dividendes, soit 45% des bénéfices réels

réalisés par la société en 2019, à raison de 1,180 dinar par action. « Depuis sa création, souligne M. Habib Ben Hassine, directeur général, Maghrebias s'est employée à être à la hauteur de ses ambitions en répondant par anticipation aux évolutions du marché dans la lignée de son exigence de satisfaction client. Son volume d'affaires réalisé enregistre une croissance régulière et homogène, faisant de la compagnie une société solide et rigoureuse dont les résultats s'appuient sur une gamme de produits large et adaptée à un portefeuille clients diversifié entre grands comptes, PME et particuliers. »

Pourquoi Global Net rachète Hexabyte



Sur un marché nettement dominé par Topnet (filiale de Tunisie Telecom) qui revendique 65% de parts de marché (PDM), un processus de concentration des autres fournisseurs de services internet (FSI) s'engage. Première opération : l'acquisition par la société Standard Sharing Software (GlobalNet, 2e FSI avec 15% de PDM) d'un bloc majoritaire d'actions (881 684 actions), soit

42,32% du capital de la société Hexabyte, listée à la Bourse de Tunis. Le prix de la cession est de 7,550 dinars par action de nominal 1 dinar. Le montant de cette transaction s'élève ainsi à 6.656.714,2 dinars.

S'ajoutant à de précédentes acquisitions, ce nouveau bloc d'actions porte le total du portefeuille détenu par Standard Sharing Software (3S) (détenue par Nasr Chakroun) à 1 758 579 actions représentant 84,41% du capital de la société Hexabyte (détenue par Naceur Hidoussi). ■

Tunis lui a porté bonheur

Belle promotion pour l'ancien ambassadeur de Chine, Wang Wenbin. A peine rappelé à Pékin, après avoir passé seulement deux ans en poste, il vient d'être nommé porte-parole au ministère des Affaires étrangères, avec rang de directeur général adjoint au Département de l'information. Parfaitement francophone, il fait partie des trois diplomates chinois de haut rang assumant cette fonction, encore des plus délicates au moment où, suite à la pandémie de Covid-19, la Chine déploie une diplomatie publique très intensive. ■



Présidence du gouvernement

Habib Kechaou
Ministre par intérim de la Santé,

Fadhel Kraïem
Ministre par intérim du Transport et de la Logistique

Ghazi Chaouachi
Ministre par intérim de l'Équipement
Asma Shiri
Ministre par intérim de la Jeunesse et des Sports

Chokri Belhassen
Ministre par intérim des Affaires locales,
Lobna Jeribi
Ministre par intérim de l'Enseignement supérieur

Zouhour Krarsi
Chargée de mission au cabinet du ministre d'État auprès du Chef du gouvernement chargé de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption

Ministère de la Justice

Saloua Zine
Présidente du Tribunal de première instance de Tunis

Ministère de l'Intérieur

Moncef Chlaghnia
Gouverneur de Kébili

Abderraouf Samet
Directeur général des Services techniques

Naceur Ben Mahmoud
Directeur général des Services communs

Najet Jaouadi
Directrice générale des droits de l'Homme

Ministère du Transport et de la Logistique

Tarek Bouassida
Chargé de mission
Karim Nouria
Directeur du Port de Radès

Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale

Ismail Cherif Glenza
Chargé de mission
Mohamed Ouertatani,
directeur général du Fonds tunisien d'investissement

Ministère de la Santé

Pr Taher Gargah
Directeur général de la Santé

Habib Ghedira
P.D.G. de l'Office national de la famille et de la population (Onfp)

Ministère de l'Énergie, des Mines et de la Transition énergétique

Ali Alhafien
Chargé de mission

Hazem Yahyaoui
Directeur général de la Société de transport par pipeline dans le Sahara (Trapsa)

Moncef Matoussi
Directeur général de la Société tunisienne du gazoduc trans-tunisien

Ministère du Commerce

Houcem Ganzoui
Chargé de mission

Amel Idriss
Chargée de mission

Ministère du Tourisme et de l'Artisanat

Mohamed Moez Belhassine
Directeur général de l'Office national du tourisme tunisien (Ontt)

Fradj Laghlough
Directeur au bureau de la Mise à niveau touristique

Ministère de la Jeunesse et des Sports

Alouane Ghraïr
Chargé de mission

Ministère de l'Agriculture

Jihed Kalboussi Ghannem
Chargée de mission

Ennaki

Abdellatif Hmam
Président du conseil d'administration

Brahim Debbache
Directeur général

ATL Leasing

Zouheir Tamboura
Directeur général

Distinction

Habiba Ghribi
Ambassadrice du sport tunisien



Monia Jebbari, une perte cruelle

Mme Monia Jebbari nous a quittés. Subitement, elle est partie discrètement sans faire de bruit au moment où l'on ne s'y attendait pas. Elle était venue chercher ses copies pour les corriger et préparait la session de rattrapage et la rentrée avec ses collègues : cahier de TD, sujets ...

Nous toutes et tous à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis : ses collègues et amis, le personnel administratif et ouvrier, les étudiantes et les étudiants, nous garderons d'elle le souvenir d'une personne d'une gentillesse extrême et d'une grande générosité.

Elle fut une étudiante brillante tout au long de ses études. Elle avait préparé, sous la direction du Professeur Soukeina Bouraoui, l'un des premiers mémoires en droit de l'environnement sur le préjudice écologique, un sujet toujours d'actualité.

Elle fut une enseignante sérieuse, appliquée et à la disposition de ses étudiantes et étudiants, jamais avare de son temps et de ses efforts pour leur expliquer les subtilités du droit civil en fine juriste qu'elle était et cela malgré la maladie qui a freiné son élan et sa carrière.

Elle laisse dans le désarroi sa famille proche, son dévoué mari et ses deux adorables filles, mais aussi sa famille élargie à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Qu'elle repose en paix, elle restera toujours dans nos cœurs et notre souvenir. 🇹🇳

Neila Chaabane (Doyenne Fsjpst)



Découvrez la Tunisie avec Iberostar



Le plus important, c'est ce qui est proche de nous

IBEROSTAR.COM

LES NOUVEAUX PROTOCOLES DE DÉSINFECTION ET D'ASSAINISSEMENT ONT ÉTÉ VÉRIFIÉS PAR



IBEROSTAR
HOTELS & RESORTS

Hommage à...

Hassen El Memmi L'érudit en droit et ancien maire de Tunis



La Tunisie perd avec la disparition, vendredi 17 juillet 2020, de Hassen El Memmi, à l'âge de 93 ans, l'un de ses illustres juristes spécialistes, notamment en droit foncier, longtemps président du Tribunal immobilier et maire de Tunis (1975-1978). Né le 7 juillet 1927, Hassen El Memmi, licencié en droit, avait été recruté dans le corps de la magistrature en 1952. Aux premiers jours de l'indépendance, Mongi Slim, ministre de la Justice, fait appel à lui pour diriger son cabinet. Ses successeurs le confirmeront à ce poste et il y restera pendant 7 ans. La tâche était essentielle alors qu'il s'agissait d'unifier les tribunaux, d'élaborer les premiers textes fondateurs de la République et donner au droit sa primauté.

Successivement, Hassen El Memmi sera directeur de la Conservation de la propriété foncière, premier président du Tribunal immobilier pendant 9 ans, et président de chambre à la Cour de cassation. En 1975, il sera élu maire de la capitale. Trois ans plus tard, il reprendra en 1978 sa carrière de haut magistrat.

A son départ à la retraite, il sera porté à la présidence de l'Association tunisienne du droit foncier.

Juriste à la vaste érudition et la plume précise, Hassen El Memmi tenait à partager le savoir et se consacrait à la rédaction d'ouvrages devenus rapidement de première référence. On lui doit en effet de nombreux livres sur le droit foncier : *La nationalité dans le droit tunisien*, *La Condition des Dhimmys ou les non-musulmans dans la civilisation musulmane* (préfacé par Chedli Klibi, Le sens de l'État entre Kheireddine Pacha et Bourguiba, Le droit international privé : théories et pratiques. De son vivant, il avait fait don, en 2015, de sa précieuse bibliothèque, à la Bibliothèque nationale. Une cérémonie d'hommage lui était rendue le 14 avril 2016. 



Décès

Monia Jebbari

Professeur de droit à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Me Samir Annabi

Avocat, ancien président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (Inluc) et directeur général de l'Institut supérieur de la profession d'avocat.



Cherif Hamza

Avocat et ancien directeur général au ministère des Affaires sociales



Mustapha Kamel Farhat

Chercheur en philosophie, professeur conféréncier de philosophie à l'université de Kairouan, disciple de grands penseurs français, à savoir Raymond Aron, Claude Lévi-Strauss et Michel Foucault. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Pourquoi la philosophie aujourd'hui ?*, Dire peut-être philosophiquement.



Slaheddine Essid

72 ans, réalisateur et scénariste tunisien, connu pour plusieurs œuvres comme *Layam Kif Erih*, *Amwaj*, *alKhottab al bab*, *Echkaw hkayat*, *Mnamet Aroussia*, *Gamret Sidi Mhrouss*, *Loutil*, *And Aziz* et *Nsibti Laaziza*.



Rachid Mabrouk

75 ans, rédacteur en chef de Radio Tunis Chaîne internationale.



Dr Slim Ridene

Professeur à la faculté des Lettres de La Manouba.

Khaled Harzallah

Directeur à la Banque centrale de Tunisie.



LE TIVOLI COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VU !



www.ssangyongtunisie.com



TIVOLI EXPRESS YOURSELF!

 SsangYongTunisie.Officielle

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

wininti

by **BH ASSURANCE**

تقضى شورك

l'application

إلي تعمل بيها كل شين وين ما تكون

BH ASSURANCE

Exceptionnel Bourguiba



«Voir poindre
une aurore de
vrai bonheur,
dans la grandeur
et la dignité

www.bh-assurance.com

#Besafe #StayAtHome

La célébration, chaque 3 août, de la naissance de Bourguiba (1903-2000) est une nouvelle redécouverte d'un leader exceptionnel. Grâce aux Archives nationales, si bien conservées et tenues par son dévoué et érudit directeur général, Pr Hédi Jalleb, et ses équipes, nous puisons une mine précieuse de documents instructifs. Fidèle dans la mise au jour, à pareille occasion, des pépites, Leaders publie des pièces inédites.

ASciences Po

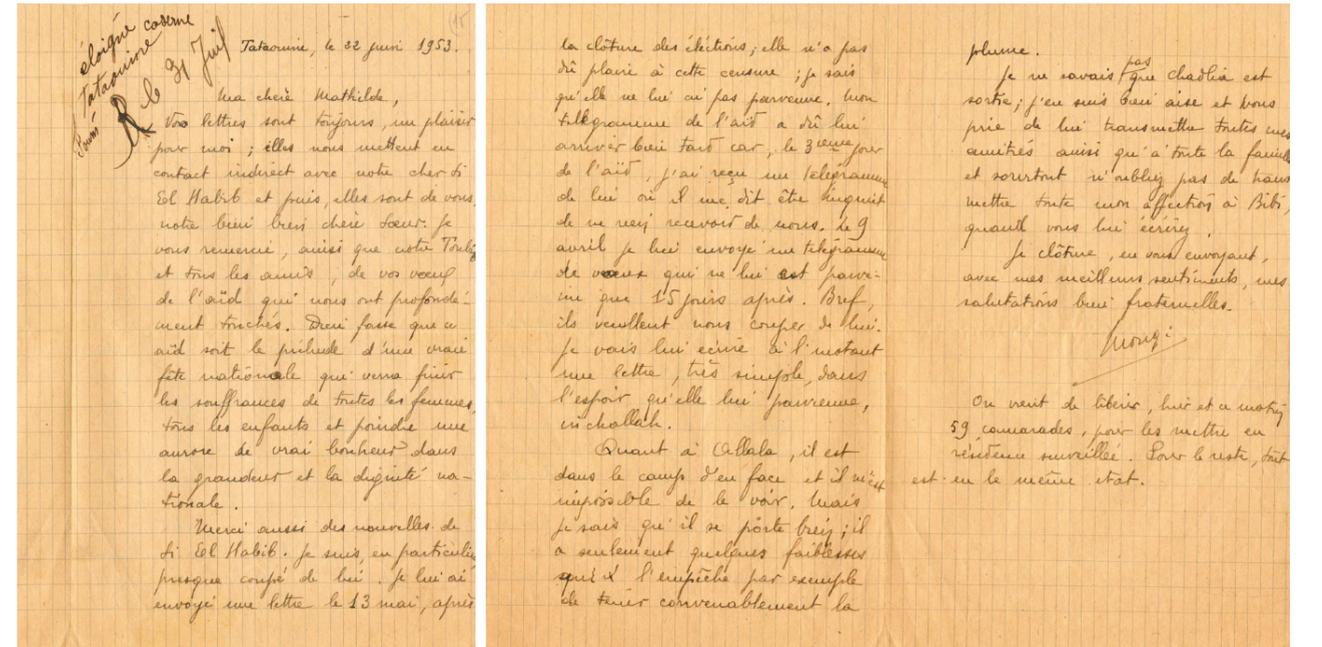
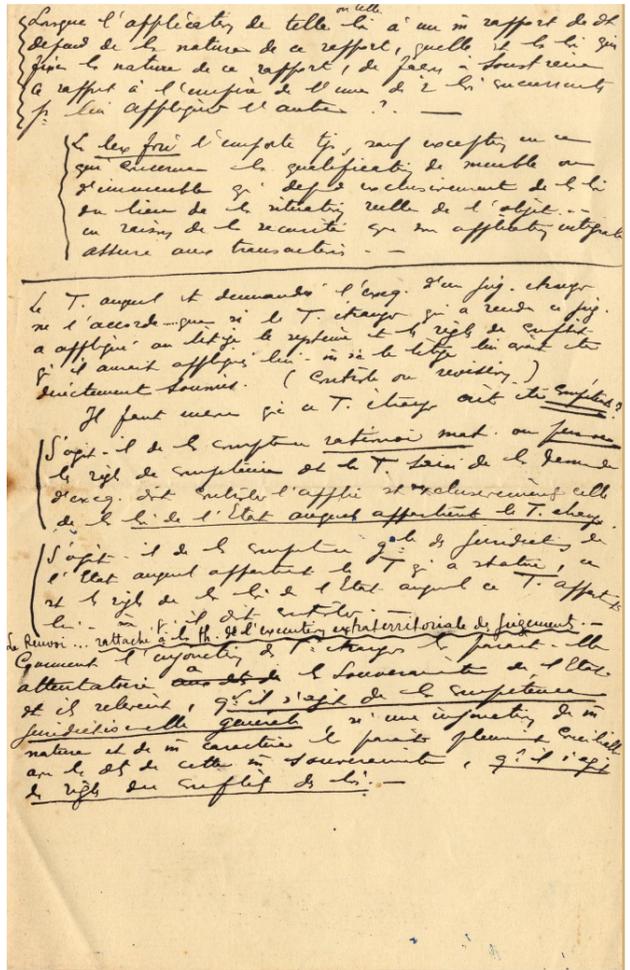
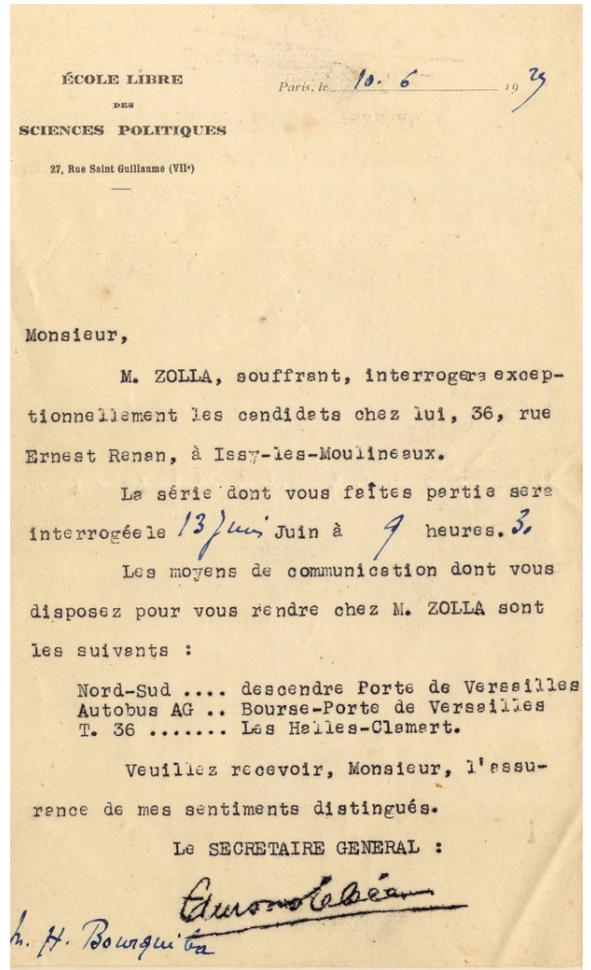
Nous sommes en juin 1924. Habib Bourguiba, étudiant en droit à la Sorbonne, prépare aussi son diplôme à Sciences Po. Devant passer l'oral, son professeur était légèrement souffrant ce jour-là. Le jeune étudiant était donc convoqué à se rendre chez l'enseignant pour passer l'entretien. Question posée, il devait préparer sa réponse. Faute de papier, il ne trouvera que sa convocation pour consigner au dos les points essentiels à développer.

Beaucoup plus tard, élu président de la République, Habib Bourguiba continuera à s'acquitter de sa cotisation de membre de l'association des anciens de Sciences Po. Sur ses propres deniers...

Le «dernier quart d'heure»

L'année 1952 marquera un tournant déterminant de la lutte finale pour l'indépendance. Arrêté le 18 janvier, après le déclenchement de la confrontation directe avec les forces de l'occupation française, il sera placé à Tabarka, avant d'être exilé à l'Île de la Galite, juste en face, mais à pas moins de 6 heures de navigation.

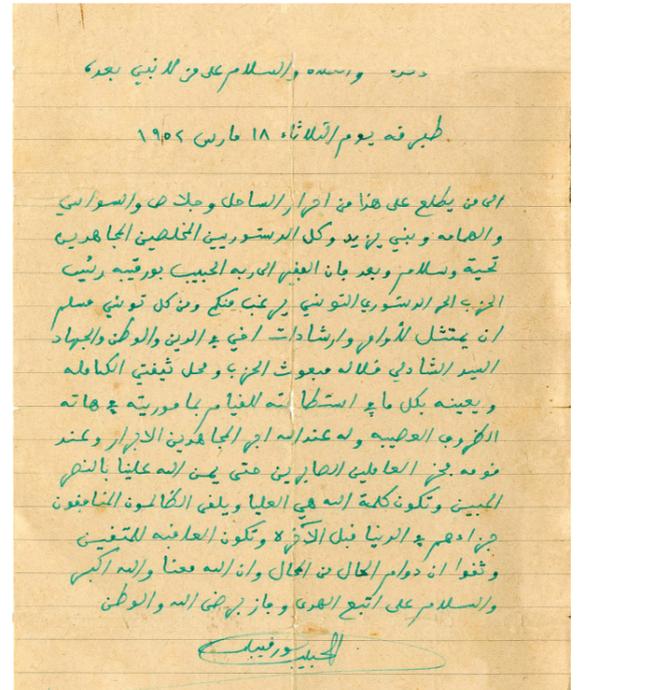
Avant d'être embarqué vers son exil, le "Combattant Suprême" rédigera, le 18 mars 1952, une lettre historique adressée aux militants destouriens et à tous les patriotes. Avec son stylo à l'encre verte, il s'adressera aux vaillants



militants du Sahel, Jelass, Souassi, Hmamma, et Béni Zid et, à tous, déclenchera le dernier quart d'heure libérateur. «Dans ces moments difficiles», il réaffirme la mission confiée auprès d'eux à son compagnon de lutte Chedli Kallala, et l'accrédite pour leur délivrer les instructions du parti, les invitant à lui prêter main-forte.

Le 22 juin 1953, c'est Mongi Slim, le secrétaire général du Néo-Destour et plus proche collaborateur de Bourguiba qui prend sa plume. Éloigné à la caserne de Tataouine, coupé du Combattant suprême, il écrit à Mme Mathilde Bourguiba pour la remercier de ses vœux à l'occasion de l'Aïd. «Dieu fasse, lui écrit-il, que cet Aïd soit le prélude à une vraie fête nationale qui verra finir les souffrances de toutes les femmes, tous les enfants et verra poindre une aurore de vrai bonheur, dans la grandeur et la dignité nationale.»

Tout y est dit... En attendant, à ce jour, cette nouvelle aurore tant espérée par Bourguiba...



Juillet

En photos



Bataille au Bardo

A quoi sont payés députés et fonctionnaires à l'ARP ? Le spectacle affligeant poursuivi en boucle sur les chaînes TV et les réseaux sociaux en donne une piètre image. Avec l'argent du contribuable.



Mohamed Hammi

La prétendue «meilleure constitution du monde» hésite à instituer un pouvoir local réel



• Par Riadh Zghal

Cette hésitation apparaît à celui qui croit peu à l'impact automatique des textes de loi si bien écrits soient-ils, mais plutôt tend à considérer les ressorts culturels des comportements effectifs des citoyens. Elle apparaît aussi à celui qui croit en la démocratie, non pas seulement celle qui consiste dans la dévolution du pouvoir de l'électeur à ceux qui ont reçu sa voix, mais en la démocratie délibérative où l'électeur garde le pouvoir de parole et pèse un tant soit peu sur les décisions qui le concernent de près. C'est un tel regard que nous posons sur le chapitre VII de la constitution relatif au pouvoir local qui fonde les analyses ci-dessous.

Une première question se pose : qu'entend-on par pouvoir local ? Ce pouvoir peut être celui des structures sociales traditionnelles encore opérantes dans certaines régions, tels les arouch, tribus ou fractions de tribu. Or, ces structures considérées par l'Etat de l'indépendance comme source de division sociale sont ignorées, rejetées, décriées. Cette politique de dévalorisation, de déni, voire de stigmatisation de ces structures, était supposée conduire à les dépouiller de tout pouvoir. Pourtant, leur autorité nourrie par une solidarité sociale ancestrale est restée vivace. Elle est agissante lorsque les populations locales sont consultées soit pour étouffer un conflit, soit pour participer à l'élaboration d'un projet de développement local. Des manifestations de ce pouvoir traditionnel n'ont cessé de servir de force motrice aux revendications régionales et à la désobéissance civile depuis 2011, particulièrement au sud du pays. Il est donc irrealiste de l'ignorer. Par contre, l'existence d'un sens partagé de l'intérêt commun, grâce à ce pouvoir traditionnel, pourrait être mobilisé pour la conception de politiques harmonieuses avec le contexte sociologique local en mesure de traiter efficacement les questions brûlantes de pauvreté et de chômage. Le pouvoir local peut être aussi compris comme étant le produit d'un espace de délibération réunissant les différentes institutions locales, celles de l'administration, celles de la société civile en plus des entreprises. Ce pouvoir constitue alors l'expression et la concrétisation d'une démocratie délibérative qui vient compléter et, dans certains cas, corriger les dérives de la démocratie représentative qui fonde le pouvoir central au sommet de l'Etat.

Le pouvoir local se fonde donc sur plus d'une origine, il peut se renforcer à la faveur de la décentralisation qui n'est que l'une de ses sources. En revanche, la décentralisation peut ouvrir la voie à l'expression des divers pouvoirs en place localement. Or le chapitre VII de la constitution intitulé « Le pouvoir local » en donne une définition restrictive, rapportant le pouvoir local à la seule décentralisation. On y lit à l'article 131 : « *Le pouvoir local est fondé sur la décentralisation* ». Une vision plus réaliste, plus affirmative d'une réelle volonté de décentralisation et plus attentive aux contextes locaux par nature divers, aurait énoncé dans la constitution les principes directeurs de la dévolution des pouvoirs centraux vers le local, ceux de l'autonomie financière des collectivités locales et ceux qui devraient commander les relations entre les institutions des trois secteurs (administratif, productif et celui de la société civile).

Autant la définition de la décentralisation est restrictive, autant l'article 131 reflète une hésitation quant à la détermination du nombre des collectivités locales sièges de la décentralisation. Après avoir nommé les communes, les régions et les districts et précisé qu'ils couvrent l'ensemble des territoires, l'article se termine par « Des catégories particulières de collectivités locales peuvent être créées par loi ». On peut apprécier une telle ouverture mais elle n'augure pas une véritable flexibilité. Celle-ci s'impose si l'on reconnaît que la décentralisation est une libération des initiatives et de l'activité collaborative dans le traitement de certaines problématiques particulières. Pour cela, il faudra, dans certains cas, créer des structures ad hoc en rapport avec un projet spécifique et conjoncturel. Si le tout doit passer par une loi, cela revient à privilégier l'uniformité des approches et à brider les initiatives et la créativité locales pour adresser les problèmes locaux particuliers. Ainsi, la constitution n'aura pas coupé avec le principe de la centralisation du pouvoir et le juridisme ambiant qui portent à croire que tous les problèmes sont solubles dans un cadre juridique national applicable à tous. Si on admet malgré tout que la nécessité d'un cadre juridique est incontournable, il faudra faire avec les lenteurs bloquantes du processus de promulgation des lois. Voilà, par exemple, que six années après la promulgation de la constitution, les districts, pourtant proposés dans le Livre blanc du ministère du Développement régional depuis 2011, n'ont pu être constitués. C'est que, souvent, la formation d'un cadre juridique dépend d'une maturation politique en rapport, d'une part, avec un contexte historique et sociologique et d'un rapport des forces en présence, d'autre part.

Lorsque dans ce chapitre VII de la constitution on vient à l'énoncé de principes, les formulations deviennent plutôt floues et ambiguës. L'article 134 évoque le principe de subsidiarité en ces termes : « Les collectivités locales disposent de compétences propres, de compétences partagées avec l'Autorité centrale et de compétences déléguées par cette dernière. Les compétences partagées et les compétences déléguées sont réparties conformément au principe de subsidiarité. »

Ce principe de subsidiarité n'est pas défini. Or il s'agit d'un concept polysémique et les Etats qui l'ont adopté en donnent leurs propres définitions et domaines d'application. Au Canada, par exemple, la définition du principe de subsidiarité est établie par la Cour suprême, en France les domaines de son application sont précisés, en Allemagne une doctrine de l'économie sociale de marché étend ce principe au secteur privé lorsqu'il est jugé plus habilité que le secteur public à assurer un service public donné. L'Union européenne confie l'application de ce principe à trois institutions dont « le congrès des pouvoirs locaux et régionaux ». Par ailleurs, la subsidiarité peut être descendante lorsque c'est le pouvoir central qui délègue certaines de ses prérogatives. Elle peut être également ascendante lorsqu'une collectivité locale ne dispose pas des moyens humains et matériels pour assurer une fonction particulière et s'en remet soit à une instance régionale supérieure dans la hiérarchie administrative, soit à une instance nationale. Sans aller jusqu'à définir avec précision les limites de l'application du principe de la subsidiarité, sa définition aurait gagné à être précisée dans la constitution de manière à en ouvrir le champ des possibles.

Concernant les ressources dont devraient disposer les communautés locales, l'article 136 stipule que : « *Une part des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles peut être consacrée, à l'échelle nationale, en vue de la promotion du développement régional*. » On se demande quel est l'intérêt de cette assertion ? Il est évident que le budget de développement national est en partie alimenté par les revenus en provenance de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, on ne sait pas si une part en provenance de l'exploitation de ces ressources doit obligatoirement revenir à la région d'où elles sont extraites. On sait qu'il y a une demande insistante, notamment dans les régions du sud qui renferment les mines de phosphate et les nappes pétrolifères, de consacrer une part de leur exploitation au développement régional. Une réponse à cette demande aurait été la reconnaissance aux collectivités locales, et de façon explicite, de disposer d'une part des revenus en provenance de l'exploitation de ces ressources. Or la formulation présente dans la constitution reflète encore une fois la persistance du paradigme de la centralisation et du flou dans la formulation du texte. Il est clair que la constitution institue les principes de démocratie participative, de bonne gouvernance et d'autonomie de gestion des collectivités locales, notamment en matière de gestion financière —le contrôle de la légalité devant se faire a posteriori—, de partenariat et d'alliance aussi bien à l'intérieur du pays qu'avec l'étranger. A ce propos, l'article 140 stipule : « *Les collectivités locales peuvent coopérer et créer entre elles des partenariats, en vue de mettre en œuvre des programmes ou réaliser des actions d'intérêt commun. Les collectivités locales peuvent également établir des relations extérieures de partenariat et de coopération décentralisée*. »

En revanche, un souci de cadrage de la coopération remonte à la surface avec une dernière ligne de cet article où on lit : « *La loi fixe les règles de coopération et de partenariat*. »

Il peut paraître justifié de prévoir des pare-feux en vue d'empêcher les dérapages éventuels de la coopération avec des parties étrangères dans un monde turbulent et menacé par le terrorisme. Par contre, tout découpage administratif des territoires est entaché d'arbitraire,

ce qui nuit à l'optimisation de l'efficacité, voire de la faisabilité de certains projets s'ils sont limités aux frontières d'une collectivité locale. De plus, la gestion des affaires locales dans un contexte de rareté et, dans certains cas, d'extrême pauvreté, gagnerait en efficacité et en efficience si des synergies sont générées par la coopération, voire les alliances entre institutions. En soumettant la coopération entre collectivités locales et éventuellement entre celles-ci et le secteur privé, à la promulgation d'une loi, sachant le temps si long que met l'ARP à promulguer les lois, on aura bridé encore une fois les initiatives et privé les collectivités locales des opportunités de coopération efficace et adaptée à leurs contextes particuliers dans toutes leurs dimensions.

Une vue d'ensemble de ce chapitre VII consacré au pouvoir local révèle un législateur tiraillé entre deux approches contradictoires : d'une part, la volonté déclarée de décentralisation et, d'autre part, la méfiance de l'autonomie des collectivités locales. Tout porte à croire que l'esprit de la centralisation a pris le dessus : le pouvoir local est assimilé à la décentralisation alors que d'autres pouvoirs propres à la société locale, même agissants, sont ignorés. Des structures prévues par la constitution censées élargir le champ des prérogatives du pouvoir local tardent à être mises en place tels les districts pouvant corriger les déséquilibres entre régions, la haute assemblée des collectivités locales représentative des conseils des collectivités locales, prévue par l'article 141 dont l'une des missions est de favoriser l'équilibre entre les régions et de renforcer la qualité des décisions relatives à la planification et aux finances locales. Il y a comme une peur de la décentralisation qui se reflète dans ce chapitre VII de la constitution et qui empêche de pousser jusqu'au bout la logique de la dévolution du pouvoir central vers des collectivités locales. Une maturation politique serait éventuellement nécessaire pour vaincre cette peur.

Force est de reconnaître que pour réussir, la décentralisation nécessite de l'adhésion à des objectifs partagés par le plus grand nombre et aussi et surtout de la méthode en matière de participation citoyenne et de gouvernance. Il s'agit de cerner l'intérêt commun en présence de divergences et éventuellement de conflits, d'appliquer les principes de bonne gouvernance, de la subsidiarité dans un sens large, de partenariat et d'alliances et enfin de déployer des capacités créatives de formulation des problématiques locales, leur hiérarchisation et l'imagination de solutions innovantes. Cela ne peut être assuré seulement par l'existence d'un cadre juridique. Il faut également et surtout des narratifs qui impriment les représentations sociales et les comportements. Ces narratifs peuvent être diffusés à travers les formations, les débats et aussi les créations littéraires et artistiques dont les chansons, les pièces de théâtre, l'art de la rue... In fine, force est de reconnaître que la décentralisation de la gestion des affaires publiques, contrairement à la simple déconcentration des services administratifs, exige une participation citoyenne et, en conséquence, s'accompagne de changements culturels. La décentralisation nécessite donc de l'engineering social auquel peuvent contribuer les réseaux sociaux. Il s'agit, en effet, de muter de la culture de centralisation avec ses réflexes conscients et inconscients vers une culture de décentralisation où la dévolution des pouvoirs appelle un sens de responsabilité partagée entre structures locales, régionales et centrales. Le contexte actuel de méfiance à l'égard des institutions du pouvoir central peut jouer en faveur d'un accueil favorable à la décentralisation et la mobilisation des pouvoirs en place pour la réalisation des projets de développement. Plus que jamais, l'efficacité des politiques de développement nécessite aujourd'hui la mobilisation de toutes les ressources, particulièrement humaines, et la mobilisation de ces dernières exige une adhésion aux projets qui favorisent la participation citoyenne et la proximité des centres de décision. ■

R.Z.



Hichem Mechichi

Pourquoi doit-il réussir !

Est-ce le bon choix ? Pour qui ? Pour quelle feuille de route précise ? Cette fois, Kaïs Saïed n'a plus le droit à l'erreur. Se mettant en première ligne, il en assumera l'entière responsabilité, sans que cela ne lui déplaise. Confier à Hichem Mechichi, son ancien conseiller juridique à Carthage, puis ministre de l'Intérieur, la composition d'un nouveau gouvernement amorce une stratégie nouvelle. S'engager pleinement à la tête de l'exécutif. Pourquoi a-t-il récusé tant de propositions soumises par les partis parlementaires ou soufflées par des visiteurs ? N'attendez de lui ni explications ni justifications, Saïed est un homme discret. Au sommet de l'État, et malgré des prérogatives limitées par la Constitution, le président de la République garde en main les règles du jeu. Il s'en sert habilement, à gage de garantir la réussite du gouvernement.

Le contexte est brûlant. Cinq foyers de feu sont à circonscrire d'urgence.



1 - Un pays à l'arrêt

Depuis un an déjà, et à six mois alors des élections législatives et présidentielles de l'automne 2019, tout se relâchait, laissant monter l'effervescence électorale et l'intoxication du climat politique. La mort subite du président Béji Caïd Essebsi, le 25 juillet 2019, et l'annonce d'élections anticipées ne feront qu'accélérer le calendrier et attiser les passions. L'administration, réveillée de sa torpeur par intermittences, sombre de nouveau dans l'attentisme.

Les pouvoirs élus prendront du temps pour se mettre en place. Le premier gouvernement pressenti (de Habib Jemli) tombera avant investiture et ce n'est que fin février dernier qu'Elyès Fakhfakh obtiendra l'accord du Parlement. Cinq mois seulement après, le voilà, sur la sellette, remettre sa démission, en attendant de transmettre les clés de la Kasbah à son successeur. La crise sanitaire et ses effets économiques ont entre-temps tout aggravé.

Combien auront duré toute cette attente, puis ces fausses manœuvres, et à présent le nouveau processus ? Et combien aurait-il coûté et généré en manque à gagner ?

Il faut être un pays très riche et très solide pour se permettre ce grand luxe démocratique d'instabilité, avec des services publics à petite vitesse, longtemps confinés, et à peine déconfinés.

2 - Une économie effondrée

Le désastre est effarant. Si des vies humaines ont été sauvées, des dizaines de milliers d'entreprises et des centaines de milliers d'emplois ont été sacrifiés. Le confinement massif, sans ciblage et dépistage, en l'absence de masques, de tests et de respirateurs suffisants, a plombé la machine de production, asséché la trésorerie de l'entreprise, menacé son maintien en activité et multiplié les licenciements. L'État n'ayant pas payé ses fournisseurs, les faillites s'annoncent en série. Face à cet effet domino, le système bancaire et le marché financier, guère épargnés, payeront eux aussi une lourde facture.

3 - Une précarisation prononcée

L'arrêt de la production coupe salaires et revenus. Les licenciements viennent augmenter lourdement les rangs des chômeurs. Déjà, 4 millions de Tunisiens vivent en dessous du seuil de pauvreté, reconnaît le gouvernement. L'accès aux soins de santé devient épuisant. La dérive est totale, le désespoir gagne de larges franges de la population, la contestation monte, se radicalise.

4 - Des risques sécuritaires aggravés

Au terrorisme menaçant s'ajoute le risque Libye. L'accentuation des confrontations étrangères sur le terrain dans ce pays frère et voisin, la massification d'armements, de troupes et de milices étrangères non loin de nos frontières augmentent les craintes. Au plan interne, le chômage et la résorption des revenus favorisent le crime.

5 - Un climat politique incendiaire - Le plus périlleux dans ce contexte, la violence verbale au paroxysme et parfois ponctuée d'agressions physiques, réelles ou prétendues, qui viennent envenimer le climat politique. Polarisation, radicalisation et provocation se substituent au travail de fond, qu'il s'agisse pour les partis d'élaborer des programmes et projets, et les élus de les faire aboutir au même titre que les projets de loi soumis par le gouvernement.

Que peut faire Mechichi ?

Loin de bénéficier des conditions les meilleures pour se consacrer aux urgences de sa mission, Hichem Mechichi n'a d'autres choix que de faire preuve d'esprit de concorde politique. Son indépendance vis-à-vis des partis et de tout groupe de pression est reconnue. Sa mission en 2011 au sein de la Commission Abdelfattah Amor d'investigation sur la malversation et la corruption est citée en référence. Sa compétence de juriste, d'énarque, de haut commis de l'État, lui qui a dirigé le cabinet ministériel de quatre départements, sous cinq ministres indépendants (Neila Chaabane, Mahmoud Ben Romdhane, Samira Merai, Slim Chaker et Imed Hammami) est établie. Sa sérénité à la tête du ministère de l'Intérieur est appréciée. C'est son doigté politique qui doit à présent primer.

1 - Raisonner en termes de compromis est essentiel. Tendre la main, donner des signaux forts d'apaisement des tensions, d'établissement de bons rapports, et de volonté de franche collaboration constituent autant de préalables qui rassureront la classe politique. La priorité pour Mechichi est aujourd'hui de trouver cette alchimie tant recherchée pour composer une équipe cohérente, aussi compétente qu'imaginative. Le passage devant le parlement ne semblerait pas poser un grand obstacle. Une fois dépassée l'épreuve des négociations d'usage et des récriminations publiques de tradition, le plus dur commencera.

2 - Des solutions alternatives sont à concevoir. Si le registre des solutions est fort fourni, l'identification des priorités, la sélection des options les plus appropriées, et la mise en œuvre d'une approche globale, cohérente sont cruciaux.

3 - Début septembre, les Tunisiens seront confrontés aux frais de la rentrée scolaire. La poche vidée par l'Aïd et les dépenses estivales, ils ne sauront plus comment payer les frais d'inscription, de fournitures scolaires, de transport, d'études en cours particuliers et d'hébergement pour les étudiants. Que peut faire le gouvernement ? C'est une première grande urgence en aides sociales.

5 - L'entreprise est mise à mal. Point de redémarrage sans renflouement financier. Des subventions massives, des crédits à 0% de taux d'intérêt, des avances sur achats publics, des reports à moyen terme des charges fiscales et sociales, le règlement par l'État des arriérés dus à ses fournisseurs, sont impératifs. Tout comme le lancement de grands projets structurants, d'infrastructures, de désenclavement des régions, de logements sociaux, de mise en valeur de terres agricoles, et autres.

D'où viendra tant d'argent nécessaire ?

C'est l'affaire du gouvernement.

1 - D'abord, il y a des crédits déjà alloués et non consommés, des projets bloqués pour une pièce qui manque ou une question foncière non résolue, un traçage de parcours non approuvé.

2 - Il y a aussi la possibilité de réaffecter des budgets votés. Autant convertir en ressources de secours les crédits d'investissement qui n'ont aucune chance de démarrer durant les cinq mois qui restent de cette année,

ne serait-ce qu'en phase d'études. Sans compter les dépenses reportées ou réduites suite au confinement.

3 - L'endettement extérieur est une option à ne pas diaboliser. Tout en épuisant la mobilisation maximale de dons et subventions auprès de divers partenaires, la recherche studieuse de finances extérieures à des conditions préférentielles est impérative. S'endetter n'est pas une tare tant qu'on consacre chaque dollar ou euro recueilli au meilleur usage possible, à même de soutenir la relance économique. Le ratio, ne l'oublions pas, est appliqué par rapport au PIB. Comment accroître le PIB, sans investissement et sans la relance de la production, en premier moteur de croissance.

4 - La stimulation de la croissance activera le deuxième moteur de croissance. Comment y parvenir face à l'érosion de l'épargne et du pouvoir d'achat, l'aggravation du chômage et de la précarité. Tout un programme de crédits à la consommation, à taux réduits et délais étalés, pourrait y contribuer.

5 - Mais, tout cela n'a de sens que dans une concorde politique et sociale. Hichem Mechichi ne saurait y parvenir seul, sans le concours actif des partis politiques et des organisations syndicales et sans un esprit déterminé de solidarité agissante. Dans cette démarche collective en rangs serrés, une communication régulière avec les Tunisiens sera utile.

Est-ce impossible ?

Taoufik Habaieb



BCE

Sur un goût d'inachevé



L'exigence de loyauté



Béji Mais il est encore trop tôt pour dresser ne serait-ce qu'un premier bilan de l'œuvre accomplie en quatre ans et demi par le président Béji Caïd Essebsi à Carthage, le premier président de la République tunisienne élu démocratiquement. Même si son mandat n'a pas été mené à terme, soit fin décembre 2019, le mandat quinquennal du premier président de la République démocratiquement élu, en toute transparence, marquera l'histoire récente de la Tunisie. Par les convictions qu'il a incarnées et l'action qu'il a entreprise, Béji Caïd Essebsi aura été jusqu'au bout fidèle à ses engagements et au style qui a toujours été le sien. Un homme loyal, un patriote intransigeant, dans le droit fil de son mentor Habib Bourguiba.

Célébrer aujourd'hui le premier anniversaire de sa disparition s'impose plus qu'en devoir de mémoire, en leçon de politique au moment où la Tunisie aborde un contexte des plus délicats, sur la voie de sa transition démocratique. Les premiers enseignements à en tirer sont utiles pour rappeler les valeurs cardinales dont doit faire siennes tout homme d'État candidat à la charge publique, a fortiori à la magistrature suprême.

La solitude au sommet de l'État

Béji Caïd Essebsi a toujours été un homme indépendant, jaloux de sa liberté, se soustrayant à toute influence. Il était un solitaire, car au sommet de l'État, le pouvoir est une solitude. Contrairement aux apparences, cet homme jovial, à l'humour décapant n'avait pas beaucoup d'amis. Il lui arrivait de se murer dans le silence pendant des jours lorsqu'il s'agissait d'une décision capitale pour l'avenir du pays qu'il devait prendre. D'une grande urbanité, jovial, convivial, à l'humour décapant et à la séduction imparable, BCE avait certes des amis. Une famille, restreinte et élargie, des proches, des collaborateurs, chefs de gouvernement, ministres, conseillers, des compagnons politiques au sein de Nidaa et dans d'autres familles et partis. Mais pas de confidents.

De tous, il exigeait la loyauté, non pour sa personne mais pour ce qu'il représente, pour mériter sa confiance et gagner son estime et sa considération. C'est ainsi qu'il a érigé ce dévouement plein et entier envers les valeurs incarnées, les engagements pris, la patrie, le peuple et l'État en une règle suprême. Non négociable.

Un devoir...

Son ultime devoir était d'œuvrer pour une Tunisie apaisée, stabilisée, remise dans le concert des nations, replacée sur la voie de la prospérité. Béji Caïd Essebsi ne se choisissait aucun héritier, aucun successeur. En prenant les commandes,

en mars 2011, d'un bateau ivre, livré en pleine tempête, il s'échinera à redresser la barre, organiser les premières élections libres d'une Assemblée nationale constituante. Respectueux du verdict des urnes, il remettra le 24 décembre 2011 les clés de la Kasbah au chef de la nouvelle majorité organisée en Troïka devant lui succéder, Hamadi Jebali. Mais, seulement un mois après, sentant le pays aller à la dérive, il lancera le 26 janvier 2016 l'Appel de la Tunisie qui sera l'acte fondateur de son futur parti. La montée de la tension en 2013, après l'assassinat de Chokri Belaid, puis de Mohamed Brahmi, le sit-in du Bardo et le bras de fer devenu menaçant avec Ennahdha conduiront Béji Caïd Essebsi, alors qu'il se trouvait à Paris pour des visites médicales régulières, à accepter d'y rencontrer le 14 août Rached Ghannouchi, à sa demande, venu spécialement de Tunis. Ensemble, ils ont inventé ce fameux Tawafouk, cette concorde qui évitera à la Tunisie de réels périls. Lorsque je lui demandais si tous deux étaient restés par la suite fidèles aux engagements pris à cette occasion, il me répondit de façon énigmatique mais catégorique : «*Nous n'avons rien convenu. Nous avons évoqué... !*». Du pur Caïd Essebsi. Seul aujourd'hui Ghannouchi en détient le secret.

Et une mission

Béji Caïd Essebsi se donnait une mission propre. Son but suprême était de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes, à même de se hisser aux commandes du pays. A chaque voyage officiel à l'étranger, il tenait à y associer des parlementaires, des jeunes de préférence issus de divers partis. Lorsqu'il devait se rendre le 19 mai 2015 en visite officielle à Washington pour rencontrer Barack Obama et s'efforcer d'obtenir pour la Tunisie le statut d'allié majeur des États-Unis d'Amérique non membre de l'Otan, il était ravi d'emmener avec lui quatre jeunes élus de la Nation. Riadh Mouakhar (Afek), Wafa Makhoulouf (Nidaa), Ouassama Seghaier (Ennahdha) et Ali Bellakhoua (UPL) étaient du voyage. Dans l'avion qui le menait vers la capitale fédérale américaine, il m'avait demandé de les inviter dans sa cabine présidentielle pour plus d'ample connaissance. Plus d'une heure, il savourera avec délectation ses échanges avec eux, francs, spontanés.

Le lendemain, lors de la signature, à Blair House, en face de la Maison-Blanche, la résidence officielle des chefs d'État mise à sa disposition, du Memorandum of Understanding (par le secrétaire d'État John Kerry et Mohsen Marzouk, ministre conseiller à la Présidence), il demandera que ces quatre jeunes députés soient à ses côtés, envoyant ainsi une belle image de la nouvelle Tunisie.

Pari sur la jeunesse

C'est aussi cette même confiance placée en la jeunesse qui le conduira à confier la direction de son cabinet en 2016 à un

Avec BCE

La chance a voulu que je connaisse le président Caïd Essebsi de longue date. Je le rencontrais souvent au cabinet d'avocat où il exerçait avec son frère Me Slaheddine Caïd Essebsi, rue Alain-Savary, chez lui à La Soukra, en famille chez ses enfants, au siège de Nidaa, au bureau à la Kasbah, puis à Carthage.

J'ai eu l'occasion de vivre à ses côtés la naissance de Nidaa et l'instant historique où il apprenait chez lui, en ce dimanche 21 décembre 2014, sa victoire à la présidentielle, son entrée comme président au palais de Carthage, le mercredi 31 décembre 2014, et s'installer derrière le bureau de Bourguiba. Un moment magique... Il m'avait fait l'honneur et le privilège de m'inviter avec des confrères lors de nombreux voyages officiels : Washington, Paris, Rome, Bruxelles, Berlin, Elmau (en Bavière lors du Sommet du G7), Stockholm, Erevan (Arménie), Le Caire, Addis-Abeba, La Mecque...

Autant d'occasions exceptionnelles de le voir dans ses heures de gloire « jongler » avec ses pairs, les grands de ce monde. Et aussi de m'entretenir avec lui en tête-à-tête, de recueillir ses propos, ses réflexions, ses commentaires. Comme j'ai été témoin de ses interrogations, de subir le feu roulant de ses questions, de le voir tester ses idées... Sans livrer le moindre secret, sans rien dévoiler du fond de sa pensée, de ses décisions.

Il m'invitait dans sa bibliothèque joutant son bureau, me montrait les livres (très récents) qu'il était en train de lire, me racontait souvent ses souvenirs d'enfance, avec Bourguiba, et d'autres illustres figures. Il me laissait prendre librement des notes, se contentant de me dire : «*Je sais que vous en ferez bon usage le moment venu.*» Jamais il ne m'avait demandé d'écrire quoi que ce soit ou de lui soumettre ses interviews avant publication. L'observer, le voir agir, préparer ses discours et ses entretiens, aiguïser ses fléchettes, concocter ses bulles d'humour, traiter ses interlocuteurs, était une grande leçon. Une haute stature, une pensée profonde, et un sens aigu de l'État. ■

T.H.



jeune de 38 ans, Slim Azzabi, et surtout à proposer aux partis politiques, le 3 août 2016, la désignation de Youssef Chahed, 40 ans, pour former le nouveau gouvernement. Il était très enthousiaste de voir y figurer côte à côte les Zied Ladhari et Anouar Maarouf (Ennahdha), Hichem Ben Ahmed et Faten Kallel (Afek Tounes), Anis Ghedira et Fayçal Hefiane (Nidaa), Iyed Dahmani (Al Jomhuri), Mehdi Ben Gharbia (Alliance démocratique), Samir Taieb (Al Massar), Omar Behi, Slim Khalbous et Héla Cheikhrouhou, et autres Mohamed Trabelsi (indépendants).

En sera-t-il un jour déçu, trahi ? Ne serait-ce que par certains d'entre eux. Peu importe à ses yeux. L'essentiel pour lui est d'avoir cru en cette jeunesse, misé sur elle.

Immunisé contre l'infidélité

La déception est de mise en politique. Comme la trahison. En vieux routier de près de 70 ans d'action politique, d'abord auprès de Bourguiba et aux plus hautes fonctions de l'État, il en avait fait maintes fois l'épreuve, à son corps défendant. Il en gardera certainement une profonde amertume, mais il ne le montrera pas. Sauf les tout derniers jours. Mais, il était déjà sur un goût d'inachevé.

Dès le mois de juillet 2017, à mi-mandat de son quinquennat, Béji Caïd Essebsi me déclarait pour Leaders qu'il comptait déjà les mois qui lui restaient à « tirer » à Carthage. Dans ce compte à rebours, sans la moindre intention déclarée de rempiler pour un second mandat, il avait hâte de parachever son œuvre. A l'exercice du pouvoir, il était édifié quant aux limites du régime politique hybride, institué par la Constitution, avec une présidence en trois têtes, dispersant les pouvoirs entre Carthage, la Kasbah et le Bardo et diluant les responsabilités. Le code électoral, lui aussi, était inapproprié. Mais, il ne voulait pas y toucher, déterminé à laisser ces deux grands chantiers à son successeur.

Le projet inachevé

Toute son énergie, Béji Caïd Essebsi la consacrait, en plus de son action internationale, à l'aboutissement de grands projets qui lui paraissaient essentiels pour l'avenir de la Tunisie. La réconciliation nationale, la réhabilitation des hauts cadres de la nation qui n'ont tiré aucun profit personnel des instructions qu'ils devaient appliquer, pour les réinsérer au service de la nation, l'ancrage des droits et libertés, et en grande avancée significative, pour la Tunisie mais aussi le monde arabe et islamique, la parité dans l'héritage entre les hommes et les femmes.

Alors qu'il se battait sur tant de fronts, en plus de la mobilisation du soutien international en faveur de la Tunisie, la lutte contre le terrorisme, la sortie de crise en Libye, et l'appui aux populations défavorisées, les machines politiques politiciennes s'emballaient déjà pour emporter les prochaines élections présidentielles et législatives de l'automne 2019. Défections, dépeçage de Nidaa, remise en cause du père, affirmation d'indépendance et d'exercice strict des attributions constitutionnelles, alliances contre nature et course effrénée au pouvoir quel qu'en soit le prix, sans vision, ni programme salutaires pour la Tunisie polluaient une atmosphère déjà pesante.

Dans sa solitude à Carthage, Béji Caïd Essebsi observait stoïquement ce manège et comptait les jours qui le séparaient de son affranchissement de sa lourde charge. Il se souciait énormément de ce qu'allait advenir de la Tunisie à l'issue des élections et n'y voyait guère un réel motif d'espoir. Gardant foi et raison, il ne perdra pas confiance en la providence.

La première rupture

En juillet 2018, la détermination de Youssef Chahed à se départir, sans attendre un remaniement ministériel prévu la fin du mois, du ministre de l'Intérieur qu'il avait lui-même nommé, passant outre alors les mises en garde à son endroit, provoquera une première rupture entre lui et le président de la République. Le passage en force au Parlement, pour faire investir son successeur, après une longue journée houleuse ponctuée d'apostrophes indignes et de marchandages à peine discrets donnera de la démocratie tunisienne une piètre image. Cloué devant la télé tout au long de ce samedi 28 juillet pour suivre les débats au Bardo, Béji Caïd Essebsi en sera meurtri. Quelque chose de précieux s'est brisé.

Les mois qui suivent ne feront qu'approfondir la rupture sur fond d'implosion organisée du Nidaa dont la direction ne fait qu'aggraver les fractures et dissensions. Sur les vestiges du parti de BCE, des dissidents s'employant à capter l'héritage et s'en prévaloir devant les électeurs iront fonder un parti jumeau, Tahya Tounes, rapidement monté en machine électorale pour Chahed et ses compagnons à l'assaut du pouvoir.

Toujours épatant...

Sans broncher, BCE continuera à observer de loin, endurant dans sa chair les blessures de plus en plus douloureuses. Début mai 2019, son état de santé

VOS PAIEMENTS SANS CONTACT



www.atb.tn



Des professionnels pour vous.

سلامة بدنك



Garanties accidents de la vie

Nous ne sommes jamais à l'abri d'un accident

L'assurance GAV, a été aménagée pour vous garantir une indemnité, suite à un accident, sous forme de :

- Capital payable aux ayants droit en cas de décès de l'assuré.
- Capital payable à l'assuré en cas d'incapacité permanente partielle ou totale.
- Remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.
- Indemnité journalière au titre de la période d'immobilisation.

- 📍 Square avenue de Paris -1080 Tunis Cedex
- ☎ +216 70 255 000 📞 +216 71 132 300
- ✉ star@star.com.tn
- 🏢 Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances
- 🏠 STAR ASSURANCES



star.com.tn

empire. Sans pour autant accuser des signaux d'alerte particuliers. Lors de son voyage à La Mecque, le 30 mai 2019, pour présider le sommet arabe extraordinaire demandé par l'Arabie Saoudite, puis prendre part au sommet islamique, il affichait cependant une bonne santé. Dans l'avion où il aimait taquiner les journalistes, il n'avait pas manqué de faire montre devant nous de sa verve, multipliant allusions et insinuations qu'il n'était guère difficile à décoder. Puis, trois jours durant, il épatera ses pairs, malgré les longues séances nocturnes, par sa fraîcheur, son assiduité et ses interventions. A deux heures du matin, le Roi de Jordanie et l'Émir de Bahreïn se lèveront de leur siège pour aller lui donner l'accolade, sous les applaudissements des monarques et chefs d'État, le Roi Salman, le premier.

Avant de lâcher prise

Mais, début juin, l'état de santé de Béji Caïd Essebsi s'est dégradé. Il profitera d'un voyage privé à Paris pour se soumettre comme d'habitude, le 20 juin, à un check-up. Ce jour-là, il aura un long entretien «d'homme à homme» avec son frère, Me Slaheddine Caïd Essebsi, de passage dans la capitale française. Le sentant fatigué, celui-ci lui proposera de prolonger son séjour de quelques jours pour se reposer. BCE, qui aurait tant aimé rester encore plus à Paris qu'il affectionne depuis ses années à la Sorbonne, début 1950, décline la proposition, soulignant qu'il doit absolument regagner Tunis où il devait recevoir le lendemain Mme Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'Etat américaine, une vieille connaissance et une grande amie de la Tunisie.

Nous connaissons la suite. Premiers malaises, dès le 24 juin, jour de la fête de l'Armée, reportée. Panique et folles rumeurs le jeudi 27 juin, suite à «un malaise aigu», une première admission à l'Hôpital militaire. Un autre président, celui de l'ARP, Mohamed Ennaceur, n'était pas ces mêmes jours au meilleur de sa forme. Au Bardo, les appétits se lâchent pour capter la présidence par intérim du Parlement, voire ainsi celle de la République en cas de vacance définitive. Ennaceur débarquera et déjouera les stratagèmes. Sans dissuader pour autant d'autres prétendants recommandant «pieusement» l'évacuation sanitaire du président Caïd Essebsi en France. Niet, opposeront les siens et ses médecins. Retour à Carthage le 1er juillet au soir.

Béji Caïd Essebsi commence à se lâcher. Les nouvelles qui lui parviennent de l'univers politique

sont loin de le reconforter. En toute urgence, une loi sur mesure portant amendement du code électoral sur fond d'exclusion de partis politiques de la course électorale, soutenue par Ennahdha, Tahya Tounes et El Machrou notamment, était adoptée le 18 juin par le Parlement, attendant d'être promulguée par le président de la République. BCE y réfléchit longuement en son âme et conscience. Sentant la conspiration, il s'y interdira. Alors qu'il gardait la chambre et ne s'autorisait, sur instructions de ses médecins, que de rares audiences officielles, les pressions pleuvront sur lui de toutes parts. C'était méconnaître Caïd Essebsi. Ce qui ne fera en effet qu'augmenter ses doutes et le renforcer dans sa conviction de ne pas la promulguer. Il ne le fera pas, et ce refus figurera dans les annales de la République.

Le torpillage

La riposte ne tardera pas à être orchestrée par des communiqués officiels de partis politiques dont Ennahdha et Tahya Tounes. Des médias s'y ajouteront : «Atteinte à la République, viol de la Constitution, trahison du serment prêté et de la volonté des élus de la nation...» : l'artillerie lourde est mise en branle.

Les locataires se succèdent à Carthage, à La Kasbah et au Bardo. S'ils changent, l'histoire ne fera que se répéter. La peur, les honneurs et les intérêts demeurent les seuls moteurs qui font fonctionner tant de candidats au pouvoir. BCE pouvait-il y inclure l'exigence de loyauté qu'il avait tant tenté de partager avec ses jeunes disciples et leurs aînés partenaires ?

Député, désenchanté, déçu, Béji Caïd Essebsi se lâche. Le corps répond de plus en plus difficilement, mais l'esprit reste vif et l'humour au coin des lèvres. Nouvelle admission à l'Hôpital militaire, mercredi 24 juillet. Il rendra l'âme le lendemain, jour de la fête de la République. Funérailles nationales grandioses. Le peuple, en deuil, le pleurera.

Béji Caïd Essebsi est parti, avec des hommages unanimes, mais sur un goût d'inachevé. De là où il se trouve - paix à son âme -, il ne doit pas être heureux de voir la Tunisie s'enliser comme elle l'est aujourd'hui. Il aurait sans doute lancé : «Je vous ai prévenus», et aurait ajouté, comme il le faisait souvent en temps d'épreuves : «Il ne faut pas désespérer. La Tunisie s'en sortira». 🇹🇵

Taoufik Habaieb



Mohamed Ennaceur

Président de l'ARP (2014-2019)

Président de la République par intérim (juillet-octobre 2019)

Il était resté à la barre jusqu'au dernier jour, sauvant la Tunisie du naufrage

Le 25 juillet 2019, Béji Caïd Essebsi, président de la République, nous a quittés subitement, sans crier gare ! Il est mort en restant à la barre, jusqu'au dernier jour de sa vie, gardant le cap, évitant à la Tunisie de sombrer dans le naufrage qui la menaçait dangereusement en péril !

Jusqu'au dernier jour de sa vie, il a servi la Tunisie et les Tunisiens. Il a servi la Tunisie sous l'égide du président Bourguiba, en participant à l'édification de l'Etat national, républicain et moderne, en dirigeant avec compétence des ministères de souveraineté de la première République, et en marquant son profond attachement aux libertés et à la démocratie. Au lendemain de la révolution, Béji Caïd Essebsi a dirigé avec doigté le gouvernement de transition, qui a rétabli l'ordre, restauré l'autorité de l'Etat, remis le pays en marche, et organisé avec succès les premières élections libres et démocratiques en Tunisie. Pendant la crise politique provoquée par les méfaits de la Troïka, il a contribué personnellement au succès du Dialogue national qui a fait éviter à la Tunisie une guerre civile ! C'est par reconnaissance à son rôle personnel et efficace dans le sauvetage de la Tunisie face aux périls qui menaçaient sa réussite et sa stabilité que le peuple tunisien lui a fait confiance au cours des élections de 2014, en l'élisant à la magistrature suprême. Tout au long de sa présidence, Béji Caïd Essebsi a été fidèle à son projet politique, dévoué à son attachement à la réussite nationale, accompli son ambition pour la Tunisie ! La patrie avant les partis, ne cessait-il de répéter ! Cependant, il n'a pas été servi ou suivi par plusieurs de ceux qui avaient obtenu sa confiance et sur qui il comptait ! La dernière année de sa présidence a été particulièrement perturbée par la détérioration de ses relations avec certains de ses collaborateurs dont la plupart lui doivent leur carrière. Pourtant ils l'ont lâché ! Étant proche de lui de longue date, et ayant souvent eu l'occasion de m'entretenir avec lui en tête-à-tête, nous avons souvent eu l'occasion d'évoquer certains de ces événements ! Ces moments partagés en tête-à-tête étaient très agréables et restent pour moi inoubliables. Il m'accueillait toujours dans le salon d'honneur, en tant que président du Parlement, debout, tout droit dans son costume bleu

marine, la cravate bien mise et un sourire chaleureux. Dès que les photographes et caméramans quittaient le salon, les entretiens deviennent plus personnels et décontractés. Si Béji avait le sens de l'écoute, posait des questions, et ne manquait pas de faire des commentaires appropriés, rappelant, à l'occasion, certains événements du passé ! Autant il était friand d'anecdotes concernant le président Bourguiba et les différentes péripéties de sa collaboration avec lui, autant il évitait d'aller dans les détails concernant ses relations avec les acteurs du moment. Il est resté homme d'Etat et fin politique, préférait l'allusion et l'insinuation à la désignation par leurs noms des personnes incriminées ! Discret de nature, Si Béji était cliché en confidences, peu enclin à dévoiler et à révéler ses sentiments. Cependant, et à force de le fréquenter, j'ai eu l'occasion de sentir sa peine ! Il souffrait en silence et vivait sa solitude du pouvoir ! Un jour nous avons évoqué ensemble une des séances premières orageuses que j'ai présidées, et qu'il avait eu l'occasion de suivre à la télévision. Lorsque nous avons terminé notre entretien et en me raccompagnant vers la sortie, il me recommanda affectueusement de prendre soin de ma santé ! Je lui ai répondu sur-le-champ, en citant un vers d'Alfred de Vigny dans «La mort du loup» : «Fais énergiquement ta longue et lourde tâche, dans la voie où le sort a voulu l'appeler». Sur le vif, il répliqua en récitant ce vers significatif : «Puis, comme moi, souffre et meurs sans parler !» Je me souviendrai toujours de ce moment. Aujourd'hui, à la veille de la commémoration du premier anniversaire de sa mort, je voudrais saluer la mémoire d'un ami très cher et d'un compagnon de route, qui était un grand Président, qui a marqué de son empreinte de grands moments de l'histoire de la Tunisie ! Il a vécu, il a souffert et il est mort sans parler ! Paix à son âme ! Au moment de signer cet hommage au Président Caïd Essebsi, deux autres vers du poème d'Alfred de Vigny dans «La mort du loup» me reviennent à l'esprit : «Avoir ce que l'on fût sur terre et ce qu'on laisse. Seul le silence est grand, tout le reste est faiblesse !» Allah yerhamou ! ■

M.E.





Rached Ghannouchi

Chef du mouvement Ennahdha

Président de l'Assemblée des représentants du peuple

Sil Béji, l'ami, le compagnon et le démocrate convaincu de la révolution

Je ne crois pas que le moment d'évoquer la mémoire de mon ami, le défunt Béji Caïd Essebsi, un an après son décès, soit facile, après tant d'années où les parcours ont été concomitants, même lors de l'étape où nous avons emprunté la voie de la rupture ou de la confrontation.

Il est bien difficile en effet de trouver les mots qui puissent résumer une relation où se sont mélangés le personnel et le politique, dans une alchimie qui a réuni deux personnes venant de deux univers différents, voire opposés, pour forger ensemble, à travers ce qui a été qualifié de « rencontre des deux Cheikhs », la phase de la concorde nationale, qui fut un tournant décisif dans l'histoire de la révolution tunisienne, voire du printemps arabe.

Lorsque nous nous sommes assis ensemble au Forum de Davos, le monde entier était témoin de l'unité de la Tunisie, dans sa diversité et dans son équilibre entre celui qui incarne la culture de la contestation, qui croit en l'État, et celui qui incarne la culture de l'État et la démocratie. Je refusais l'anarchie, le totalitarisme, la dictature, la rancune, la vengeance et l'exclusion. Et j'ai été ramené par la révolution de mon exil à l'étranger qui a duré 20 ans, alors que Béji a été remis en selle par la révolution, après un exil intérieur qui dura 20 ans. Chacun a saisi ce moment où la Tunisie ne saurait demeurer l'otage du passé et que la révolution est une confiance au sens plein du terme, une responsabilité. La rencontre de Paris n'était pas fortuite, ni le fruit d'une transaction. C'était une étape dans un parcours où les volontés se sont réunies pour affirmer l'exception tunisienne. Après la rencontre de Paris au cours de laquelle nous avons brisé la glace et nous nous sommes mis d'accord sur les principes généraux, c'est-à-dire l'impératif d'un dialogue pour sortir de la crise et

bannir l'exclusion, Sil Béji m'avait rendu visite chez moi à Ennahli. C'était un geste très clair, significatif que les mains sont tendues et qu'une nouvelle étape commence dans nos rapports qui ont connu trois étapes.

La première période, c'était en 2011, alors qu'il était chef du gouvernement. C'était une période de respect mutuel et de dialogue. Nous nous sommes réunis à maintes reprises dans son bureau à la Kasbah. Je me rappelle aussi lui avoir rendu visite chez lui à La Soukra, le 22 octobre, à la veille des élections législatives. Il m'avait alors affirmé que l'État respecterait la volonté du peuple.

La deuxième période qui, Dieu merci, n'a pas duré longtemps, c'était celle du froid. Ennahdha a choisi la Troïka et lui, l'opposition. Une question se pose : aurions-nous fait l'économie de la crise de 2013 si nous avions choisi un paysage politique fondé sur une alliance stratégique entre les forces de la révolution et celles de l'ancien régime sous la direction de Sil Béji ?

La page a été tournée rapidement en août 2013 et la preuve est faite que la stabilité politique de la Tunisie exige une réconciliation globale, fondée sur la réconciliation entre les islamistes et les destouriens. Il n'était guère aisé de persuader les gens de l'opportunité de ce choix au sein d'Ennahdha comme de Nidaa, après les élections de 2014. Si nous sommes parvenus à une solution au Parlement avec le vote d'Ennahdha en faveur du candidat de Nidaa, M. Mohamed Ennaceur, pour la présidence, et le vote de Nidaa pour Me Abdelfattah Mourou, en tant que premier vice-président, la composition du gouvernement a été une épreuve. Une véritable épreuve alors que certaines forces à l'intérieur de Nidaa persistaient à exclure Ennahdha pour ne pas trahir leurs





électeurs.

Lors de ma dernière rencontre avec Sil Béji, chez lui à La Soukra, à la veille de l'annonce de la composition du premier gouvernement Essid, il y avait un affrontement entre l'option de la concorde et celle de l'exclusion. Sil Béji était, évidemment, pour la concorde. J'étais convaincu, pour ma part, que l'essentiel n'était pas le nombre de ministères qu'obtiendrait Ennahdha, mais de contrecarrer toute exclusion.

Nous avons accepté, en fait, d'avoir un seul ministre au gouvernement, réalisant que la bataille était plutôt symbolique et qu'Ennahdha, qui avait laissé échapper l'occasion d'une concorde qualitative en 2011, est appelé à réfléchir avec un esprit inventif qui dépasse les calculs catégoriels étroits et saisir un instant patriotique, tournant la page de la profonde division provoquée par les élections présidentielles et législatives.

En 2016, Sil Béji tenait à ce que je sois présent au congrès de Nidaa à Sousse. Une anecdote me revient à cette occasion. Comme j'étais pris dans un embouteillage, j'avais accusé du retard. L'apprenant, il a donné instruction à réduire la vitesse de son cortège présidentiel, afin qu'on arrive au même moment. Voir Ghannouchi applaudir dans une salle qui, quelques mois seulement auparavant le décriait, et voir Sil Béji, paix à son âme, à la Salle de Radès, s'adresser à la jeunesse d'Ennahdha qui avait longtemps scandé son hostilité contre Nidaa, dessine une merveilleuse fresque purement tunisienne, avec pour intitulé : la victoire de la Tunisie sur la culture de la rancune, de la haine et de l'exclusion.

Était-il possible d'aller encore plus loin sur la voie de la

réconciliation en tournant la page du passé ? Oui, mais les chances de la concorde risquaient de se réduire. Le sauvetage de l'expérience démocratique n'était pas une chose si simple. L'histoire nous apprend que la régression de la culture de la concorde dans un contexte politique fragile accroît les risques d'anarchie politique et de tension.

Celui qui lit ces propos réalisera que la concorde que nous avons établie est encore vivace et que c'est la meilleure option pour la Tunisie, le secret de sa réussite. Une concorde bâtie sur une rencontre entre des esprits, en dehors des intérêts étroits et de tous calculs. Chacun de nous avait sa propre vision sur nombre de questions, mais nous nous sommes retrouvés réunis sous la bannière de l'intérêt national et des bonnes relations personnelles. Nos divergences étaient alors une source de miséricorde (rahma) et notre accord, une occasion pour faire avancer la Tunisie vers davantage de sécurité et de stabilité.

Je me rappelle, alors qu'on était chez lui à La Soukra, un des présents à cette rencontre restreinte avait lancé : « Sil Béji, Cheikh et vous, vous êtes des frères ! » Il lui a répondu : « Nous sommes plutôt des amis, car le frère ne choisit pas son frère et peut ne pas être d'accord avec lui, alors que l'ami, lui, choisit son ami. »

C'était un bon choix, de sa part, comme de la mienne, qui a profité à la Tunisie -Dieu merci - dans le passé, mais qui perdurera, avec la volonté de Dieu, en tant qu'une des clés du présent et de l'avenir.

Que Dieu t'accorde Sa miséricorde, mon frère, mon ami, bien cher Sil Béji. ■

R.G.



PROMOSPORT



LA SOCIÉTÉ PROMOSPORT EN PLEIN PROCESSUS DE RÉFORME ET DE MODERNISATION

OBJECTIFS PRINCIPAUX :

- Préserver et renforcer davantage une expérience de 40 ans au service du sport.
- Assurer la transparence, la légalité, la sécurité, la conformité aux textes légaux et réglementaires et lutter contre toute malversation ou délit à caractère financier.
- Se conformer aux normes internationales édictées par la W.L.A (autorité mondiale régissant le secteur des jeux et partis sportifs selon des réglés et normes préétablies) (74 organisations affiliées dont Promosport à partir de 2019).
- Satisfaire aux attentes de la génération naissante des parieurs très attachée au digital selon les principes du jeu responsable.
- Ouvrir la voie au secteur privé selon les mécanismes de P.P.P régis par la loi (concessions, contrats de P.P.P , et autres cadres permis par la loi).
- Drainer le maximum de recettes au profit de la caisse de l'Etat.
- Renforcer les capacités de satisfaction de la ligne budgétaire dite Fonds Spécial de Trésor pour le Sport et la Jeunesse et l'ériger comme ligne spéciale pour le financement du secteur sportif. (infrastructure, aides aux associations et fédérations sportives , projet d'intégration socio-économique...) .
- Participer aux efforts nationaux destinés à la création de nouveaux postes d'emploi.



Béji
1An déjà

سي الباجي... الصديق والرفيق والديمقراطي المؤمن بالثورة

لا أعتقد أن لحظة الكتابة عن صديقي الراحل سي الباجي قائد السبسي، سنة بعد وفاته، لحظة يسيرة بعد سنوات من تلازم المسارات حتى في المرحلة التي غلب فيها الظن باننا أخذنا طريق القطيعة أو الصدام.

من الصعب ان تختزل الكلمات علاقة اختلط فيها الشخصي بالسياسي في خلطة كيميائية جمعت رجلين قادمين من عالمين مختلفين بل متنافرين، ليصنعا معا عبر ما يعرف «بلقاء الشيخين»، ملحمة التوافق الوطني التي كانت لحظة فاصلة في تاريخ الثورة التونسية، بل الربيع العربي.

حين جلسنا معا في منتدى دافوس كان العالم يشاهد وحدة تونس في تنوعها وفي توازنها بين من يمثل ثقافة الاحتجاج المؤمنة بالدولة وثقافة الدولة المؤمنة بالديمقراطية، الغنوشي كان يرفض الفوضى والاستبداد والدكتاتورية والحقد والانتقام والإقصاء والباجي كان يرفض الفوضى والاستبداد والدكتاتورية والإقصاء، الغنوشي جاءت به الثورة من منفى الخارج، بعد منفى دام 20 سنة والباجي اعادته الثورة من منفى الداخل الذي قضى فيه عشرين سنة، كلاهما التقط اللحظة بأن تونس لا يجب ان تبقى رهينة الماضي وان الثورة أمانة ومسؤولية.

لقاء باريس لم يكن لقاء الصدفة أو الصدفة بل كان محطة في مسيرة التقت فيها الهمم على تأكيد الاستثناء التونسي. بعد لقاء باريس الذي أذبنا فيه الجليد واتفقنا على المبادئ العامة أي ضرورة الحوار للخروج من الأزمة وتجنب الإقصاء زارني سي الباجي في منزلي في النحلي في إشارة واضحة بأن الأيدي ممدودة وان طورا جديدا بدأ في علاقتنا التي شهدت 3 أطوار .

الاول خلال رئاسته للحكومة سنة 2011 وكان طور الاحترام المتبادل والحوار وجمعتني به لقاءات عديدة في مكتبه بالقصبة، واذكر هنا أني زرته في منزله بسكرة يوم 22 اكتوبر عشية الانتخابات التشريعية وأكد لي ان الدولة ستحترم إرادة الشعب.

الطور الثاني والذي لم يطل والحمد لله هو طور «الجفوة». النهضة اختارت الترويكاً وهو اختار المعارضة. ونطرح اليوم سؤالاً هل كانت ازمة 2013 لتكون لو اخترنا مشهداً سياسياً أساسه تحالف استراتيجي بين قوى الثورة وقوى النظام القديم بقيادة سي الباجي؟ الصفحة طويت بسرعة في أوت 2013 والدليل حصل على ان استقرار تونس سياسياً يحتاج مصالحة شاملة أساسها المصالحة بين الإسلاميين والداسترة.

لم يكن من اليسير الإقناع بهذا الخيار في النهضة والنداء بعد انتخابات 2014. ولئن وجدنا الحل في البرلمان بتصويت النهضة لمرشح النداء في الرئاسة السيد محمد الناصر وتصويت النداء للاستاذ عبد الفتاح مروو نائبا له، فقد كان تشكيل الحكومة محنة، وامتحاناً في ظل اصرار بعض القوى في النداء على إقصاء النهضة حتى لا يخون النداء ناخبه.

في آخر لقاء بيني وبين سي الباجي في منزله بسكرة يوما قبل الإعلان عن حكومة الصيد الأولى كان ثمة صراع بين خيار التوافق والإقصاء وكان سي الباجي مع التوافق بالطبع، وكنت مقتنعا بان المطلوب ليس عدد الوزارات التي ستحصل عليها النهضة بل هزم مشروع الإقصاء والاستئصال.

قبلنا في الحقيقة بوزير واحد في الحكومة لاننا كنا ندرك ان المعركة كانت رمزية وأن النهضة التي قد تكون فوتت فرصة توافق نوعي سنة 2011، مدعوة للتفكير بعقل إبداعي يتجاوز الحسابات الفئوية الضيقة ويلتقط لحظة وطنية طوت صفحة الانقسام الحاد الذي خلفته الانتخابات الرئاسية والتشريعية.

سنة 2016 كان سي الباجي حريصا على حضوري مؤتمّر النداء بسوسة واذكر طرفة وهو ان سيارتي تعطلت في زحمة المرور فأعطى تعليماته بتخفيض سرعة موكبه الرئاسي حتى نصل في نفس الوقت . مشهد الغنوشي في قاعة كانت منذ اشهر تهتف ضده، ومشهد سي الباجي رحمه الله في قاعة رادس يخاطب شباب النهضة الذي طالما هتف ضد النداء ، شكل لوحة جميلة تونسية خالصة، عنوانها انتصار تونس على ثقافة الحقد والكراهية والإقصاء.

هل كان بالإمكان ان تمضي خطوات اكثر على درب المصالحة وطي صفحة الماضي وترجمة المنجز التوافقي تنمويا؟

نعم ولكن التقليل من شأن المنجز التوافقي او محاولة تشويبه والاندحار عليه مرفوض، لان إنقاذ التجربة الديمقراطية لم يكن شيئا بسيطا والأيام تؤكد لكل ذي رأي حصيف أن تراجع ثقافة التوافق في وضع سياسي هش يقابله تنامي مخاطر الفوضى السياسية، والاحتقان.

من يقرأ هذه الكلمات سيدرك ان التوافق الذي صنعناه حيّ وأنه الخيار الأفضل لتونس وعنوان نجاح ثورتها.

توافق انبنى على علاقة وجدانية منزهة عن المصالح الضيقة و«تخديم المخ». كانت لكل منا رؤيته في كثير من الملفات، ولكن التقينا تحت خيمة المصلحة الوطنية والمحبة الشخصية، فكان خلافا رحمة ولقاؤنا فرصة للتقدم بتونس نحو المزيد من الأمن والاستقرار.

اذكر ونحن في بيته في سكرة ان احد الحاضرين في اللقاء المضيق قال « سي الباجي انت والشيخ اخوة»، فأجاب «بل نحن أصدقاء لان الأخ لا يختار شقيقه وقد لا يتفق معه ولكن الصديق يختار صديقه». كان خيارا صائبا مني ومنه ، استفادت منه تونس والحمد لله، في الماضي ولكن في انه سيبقى ممشية الله أحد مفاتيح الحاضر والمستقبل.

رحمك الله اخي وصديقي سي الباجي العزيز.



Des professionnels au service de l'aviation

AGIL AIR

Service avitaillement
avions





Ahmed Ounaïes
**Béji Caïd Essebsi
l'esprit destourien**

Béji Caïd Essebsi appartient à la première génération des disciples ayant accompli le plus long parcours à l'ombre des aînés qui avaient pris en charge les destinées de la Tunisie et réalisé son indépendance.

De surcroît, l'autorité de Habib Bourguiba, sa démarche intellectuelle et son exemple marquent le jeune commis de l'Etat et éveillent en lui le sens politique et l'esprit de la haute mission. Béji Caïd Essebsi ne s'y dérobera pas. Il ne quittera pas la scène, il prend date avec le destin pour voler à son tour au secours de la Tunisie, pour fixer à nouveau le cap et pour refonder l'espoir.

Appelé à diriger le gouvernement dans les premières semaines qui suivent la chute de Ben Ali, il jette les bases de la transition démocratique et gère habilement les retombées de la guerre civile en Libye. A travers lui, la Tunisie participe pour la première fois au sommet du G-8. La Révolution ayant déjà redressé l'image du pays ternie par vingt ans de despotisme, Béji Caïd Essebsi lui donnait un relief et créait un élan de sympathie dont nous étions fiers. Il organisait les élections pour l'Assemblée constituante et cédait le pouvoir au gouvernement issu des élections. Comment taire, dès lors, que l'Etat s'enlisait et que l'Assemblée s'affranchissait cavalièrement des obligations et des engagements qui fixaient son mandat ? S'il appartient désormais aux partis de dénoncer les égarements, de veiller à la liberté et à la sécurité du citoyen, de préserver la transition démocratique et le crédit de la Tunisie, aucun n'y répond, aucun n'en a le poids.

C'est au-dessus des partis, loin de tout calcul partisan, que Béji Caïd Essebsi lançait l'alerte. Le déséquilibre de l'échiquier politique mettait en péril l'acquis de la Révolution et menaçait l'intégrité même du pays. Le régime démocratique ne saurait s'affirmer en l'absence de l'équilibre et de l'alternance. Dans sa Déclaration du 26 janvier 2012, il recommande " aux forces politiques et intellectuelles qui rejettent l'extrémisme et la violence et qui s'inscrivent dans la tradition historique tunisienne de réforme de mettre en commun leur énergie au service d'une alternative qui renforce l'équilibre politique et garantisse le jeu de l'alternance pacifique, sans laquelle nulle démocratie ne saurait s'établir". C'est dans cette recommandation que se reconnaissent les initiateurs de Nidaa Tounes.

Ainsi naît un nouveau parti qui, dans son fond, est plus qu'un parti politique : un élan qui puise aux sources du nationalisme, du syndicalisme et de la gauche et qui subsiste dans les cœurs. Des indépendants, non roués aux jeux politiques, y plongent volontiers. La composante de gauche, en particulier, affirme des exigences qui vont loin en doctrine et en méthode. Or, Béji Caïd Essebsi, à l'exemple de Bourguiba, ne s'enferme guère dans une doctrine, ni dans une méthode. Armé de ses convictions propres, il doit poser le problème national, recentrer la scène et relancer l'espoir : tel est son art politique. La détente consécutive et la consolidation démocratique sont saluées par le prix Nobel de la Paix.

En s'élevant à la présidence de la République, il s'empresse de redresser la barre en politique extérieure et, sur la scène intérieure, il s'attache à



consolider le processus de la transition en privilégiant la non-exclusion, l'entente et, quant aux fondamentaux, les compromis d'étapes. Ainsi assurait-il la poursuite de la véritable transition. Le terrorisme, qui s'était implanté à l'abri de l'islamisme et dont nous sous-estimons aujourd'hui l'ampleur, dictait des contraintes de politique intérieure et de politique extérieure. Béji Caïd Essebsi veillait à moderniser les moyens de la lutte et à la structurer : en moins de cinq ans, le terrorisme était brisé.

L'année 2016, soixantième anniversaire de l'indépendance, était particulièrement sensible. Au début de l'année, à temps avant le 20 mars, je demandais un entretien avec le Président pour attirer son attention sur quelques thèmes à clarifier et sur des propositions à étudier dans l'espoir de proclamer, à cette échéance, des réformes substantielles. Deux propositions étaient acceptées d'emblée, sans doute parce qu'il y avait déjà songé de lui-même. La troisième semblait difficile : il s'agissait de l'abolition de la peine de mort. « Quant au fond, me dit-il, j'y veille. Sous mon mandat, je n'admettrai pas d'exécution. Mais légaliser l'abolition, je crains que l'opinion, dans le contexte présent de la menace terroriste, ne l'admette pas et qu'il ne soit pas facile non plus de former une majorité parlementaire à cette fin. » Mon argument était que l'emprise terroriste sera mieux combattue par le choc culturel de l'abolition formelle : l'Etat n'a pas à répondre à la menace de mort criminelle par la menace de mort légale. Cependant, selon le Président, le contexte n'était pas propice à la symbolique culturelle. « L'abolition, dit-il, prendra tout son sens quand le risque terroriste aura été normalement surmonté. Un tel geste correspond à la philosophie de réforme de la Tunisie : un jour, nous l'accomplirons, mais je n'en réponds pas dans l'immédiat », conclut-il. Je ne saurais affirmer qu'il avait orienté la Commission Colibe, désignée l'année suivante, mais le rapport de la Commission recommande l'abolition de la peine de mort : ses recommandations, en juin 2018, constituent, à notre sens, le testament moral de Béji Caïd Essebsi. A nous de l'accepter et de l'assumer, nous sommes la société arabe d'avant-garde.

En admettant la coalition avec le parti Ennahdha, qu'il avait durement combattu dans la campagne électorale, et en cultivant l'entente qui lui est inhérente, Béji Caïd Essebsi ne cédait pas seulement à

l'arithmétique parlementaire, mais aussi à la logique de la responsabilisation qui induit, inéluctablement, la mise en question et le dépassement. Le parti Ennahdha, qui se proclame islamiste, est formé de Tunisiens qui assimilent d'eux-mêmes, dans leur propre pays, les valeurs de la liberté, de l'égalité et de la modernité. Ces valeurs sont indestructibles. Le dogme ne saurait supplanter, ni en intelligence ni en conscience, l'impact de la praxis. Si le discours dogmatique, tant qu'il se réclame de l'opposition, se prétend cohérent, il en va autrement dans la dialectique de la gestion et dans la vie. Le citoyen, a fortiori la citoyenne, aspirent à la liberté et la revendiquent. A l'épreuve, le vernis craque. Le discours et la politique retardataires se résorbent dans les valeurs qui fondent notre socle commun. Dans le temps, la société arabe démocratique s'édifie au cœur de cette dialectique. L'exercice du pouvoir est une grande école. Dans le temps, l'islamisme ne saurait tenir dans la Tunisie moderne, ni par la violence ni par la ruse. Fidèle à elle-même, la Tunisie avance en résorbant les écarts, les intrus et les prétendus libérateurs.

La démarche est bourguibienne, l'esprit destourien. Béji Caïd Essebsi, héritier d'une grande école est, à lui seul, une école politique. ■

A.O.





Rafaâ Ben Achour Mes relations avec Béji Caïd Essebsi

Une année est passée depuis le décès du président Béji Caïd Essebsi. Agitation sociale, turbulences politiques, crise économique, pandémie de la Covid-19 ont pesé, depuis, sur le cours de l'histoire, imposant leur instantanéité et faisant fi de la mémoire et du passé.

Proche collaborateur de Béji Caïd Essebsi des années durant, je me fais aujourd'hui un devoir – filial- de restituer sa mémoire en révélant au public l'envergure de l'homme et du chef de l'Etat qu'il était. J'ai eu l'immense honneur de lui rendre un dernier hommage, aux côtés de son gendre, mon ami, Dr Moez Belkhodja, en ensevelissant sa dépouille, au cimetière du Jellaz, conformément à la tradition musulmane, ce samedi 27 juillet 2019, journée marquée par la solennité d'imposantes funérailles, comme par la magie d'une communion nationale, hélas, de courte durée.

J'ai beaucoup appris de l'homme qui alliait, avec naturel, gravité et humour. Bravant alors une situation sécuritaire, économique, politique et sociale pour le moins difficile, il m'entretenait de sujets divers ayant trait à nos activités politiques du moment, mais aussi, à l'occasion, à l'histoire, les hommes et les femmes politiques, les relations internationales, la littérature, la poésie et la culture populaire.

Née après 2011, d'une rencontre académique fortuite, ma relation avec Si Béji s'est consolidée au cours d'un parcours singulier qui m'a placé à ses côtés à trois épisodes clés de sa propre trajectoire, d'abord en qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre qu'il était devenu (mars à septembre 2011), puis en tant que membre de son cabinet alors qu'il fondait le parti Nidaa Tounes (septembre 2012 à décembre 2014), enfin au titre de conseiller spécial chargé des activités présidentielles après son accession à la magistrature suprême (janvier - avril 2014).

I. Aux côtés du Premier ministre du gouvernement de transition

Ce n'est qu'au lendemain de la démission de M. Mohamed Ghannouchi (le 27 février 2011), dont j'ai été le conseiller durant le gouvernement d'Union nationale (chargé, notamment, de la rédaction de certains textes des décret-loi relatifs aux trois commissions : la Commission supérieure de la réforme politique, la Commission d'établissement des faits sur les affaires de malversation et de corruption et la Commission nationale d'établissement des faits sur les abus perpétrés entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011) que j'eus l'occasion de l'approcher de nouveau.

Je me trouvais donc au palais de Carthage —où le gouvernement s'était replié— lorsque, vers 17 heures, arrive Si Béji, qui consent, au soulagement de tous et de toutes, à assurer la fonction de Premier ministre et à respecter une feuille de route préétablie. Il s'engage à répondre aux revendications du sit-in de la «Kasbah II»: l'abandon des élections présidentielles ; la convocation d'une Assemblée nationale constituante chargée de doter le pays d'une nouvelle constitution libérale et démocratique; la prorogation de l'organisation provisoire des pouvoirs publics et l'élection de la future ANC. Ma présence à Carthage, où le Premier ministre avait emménagé, en raison de l'occupation de la place du Gouvernement par les manifestants, lors du sit-in «Kasbah II», remontait au 20 février 2011. Le Premier ministre, Si Mohamed Ghannouchi, m'avait nommé conseiller auprès de lui, chargé notamment de la rédaction de certains textes de décrets-lois relatifs aux trois commissions : la Commission supérieure de la réforme politique, la Commission d'établissement des faits sur les affaires de malversation et de corruption et la Commission nationale d'établissement des faits sur les abus perpétrés durant la période du 14 décembre 2010 au 14 janvier 2011.

Lorsqu'il apprend que j'avais rejoint l'équipe du Premier ministre en qualité de conseiller et que j'allais bientôt, sur proposition du ministre des Affaires étrangères, Ahmed Ou-naïes, me rendre au Maroc où j'avais été pressenti comme ambassadeur, Si Béji me dit tout de go : «Tu iras au Maroc plus tard, mais pour le moment tu resteras avec moi».

Dès lors, une relation de confiance, qui a évolué vers une relation quasi-filiale, s'est établie entre nous. Elle allait persister jusqu'au jour de sa disparition.

L'accueil réservé par les membres du gouvernement d'Union nationale était mitigé. Au mécontentement du fait de leur mise à l'écart de la nouvelle configuration à la tête du gouvernement, fait place l'assentiment à l'annonce du maintien de la composition du gouvernement Ghannouchi, à

la condition toutefois que ses membres s'engagent à ne pas se présenter aux élections. Les «ministres, leur dit-il de son ton parfois cinglant, qui ne désirent pas garder leurs fonctions sont libres de démissionner. Je n'obligerai personne à rester». Avant de quitter Carthage au volant de sa voiture, il s'enquiert de l'heure à laquelle je pouvais me présenter au palais le lendemain. Poliment, je réponds : «A l'heure qui vous convient, SiBéji.

- Moi, me dit-il, non sans malice, je suis debout à 4 heures du matin !
- Dans ce cas, je lui réponds, notre contrat est caduc.
- A demain donc, à 8 heures !», réplique-t-il.

L'homme recelait une autre facette que je découvrais en témoin privilégié d'un échange mémorable avec M.



Abdesslem Jrad, secrétaire général de l'Uggt. Ce dernier avait déclaré la veille, sur la chaîne de télévision nationale, que l'Uggt, n'ayant pas été informée du remaniement, refusait la nomination de Béji Caïd Essebsi au poste de Premier ministre. Je découvrais alors un homme ferme, déterminé, franc, voire narquois, comme en témoigne cet échange téléphonique, mis sur haut-parleur : «*Merci Si Abdesslem pour l'accueil que tu m'as réservé hier. Sais-tu seulement que j'ai fréquenté l'Uggt avant toi et que j'ai été l'avocat des syndicalistes. J'ai assuré la défense de Ahmed Tlili devant le tribunal militaire lorsqu'il*

risquait la peine capitale ». Ces quelques «*vérités*» avaient suffi à inverser le cours des choses en provoquant une entrevue impromptue, fixée dans la matinée même, au cours de laquelle le SG de l'Uggt assurait le nouveau Premier ministre du soutien de la centrale syndicale et de sa confiance quant à sa capacité de résoudre les problèmes sociaux, notamment le sit-in «*Kasbah II*» et de mener à bien l'organisation d'élections démocratiques, transparentes et honnêtes. Je me trouvais témoin - sur injonction de Si Béji - de ses faits d'armes mais surtout de l'habileté politique du personnage.

Au terme de cette entrevue, Si Béji m'informe qu'il refusait de gouverner à partir de Carthage et qu'il avait la ferme intention de retourner au siège du gouvernement à la Kasbah, au terme d'une semaine au plus tard. Il reçoit ensuite un certain nombre de ministres démissionnaires qu'il remercie de leur dévouement à la patrie et me charge de contacter les secrétaires d'Etat auprès de certains ministres démissionnaires et de leur faire part de sa proposition de les faire accéder au rang de ministres.

Les évènements, qui se bousculaient, allaient me donner la chance d'entrevoir une autre dimension de l'homme et à observer avec admiration, je l'avoue, ses capacités de négociation et d'empathie en trouvant un terrain d'entente avec les manifestants de «*Kasbah II*». La revendication d'une ANC ayant été officiellement satisfaite, comme annoncé par le Président Foued M'bazaâ dès le 3 mars 2011, il parvint à lever le sit-in, le lendemain même, le vendredi 4 mars 2011.



De retour à la Kasbah (le 7 mars), je suis désigné ministre délégué auprès du Premier ministre. J'y occupe un bureau attenant à celui du Premier ministre, en charge des dossiers qu'il me confiait et de la coordination entre les différents ministres et leur chef.

Si Béji n'aimait pas s'occuper des questions bureaucratiques et il fallait s'adapter à sa méthode de travail fort originale. Sur un ton où se mêlaient le sérieux et la plaisanterie, il avait demandé au chef de cabinet, M. Taieb Yousfi, de ne pas lui remettre plus d'un parapheur par jour. Son bureau en effet ne s'encomrait pas de dossiers. La situation sécuritaire le préoccupait : des réunions quasi quotidiennes étaient organisées avec les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et le chef d'état-major interarmées. Le reste de la matinée était consacré à ses rencontres avec les personnalités nationales et internationales. Au terme de la semaine, précisément le samedi, il allait à Carthage où je l'accompagnais, afin de rendre compte au président de la République des affaires de l'Etat.

Doté d'un flair politique extraordinaire, d'un sens de la réplique, optimiste tant sa foi en la Tunisie était grande, Si Béji était un véritable homme d'Etat. Très souvent, le matin, quand je me rendais à son bureau, quelque peu démoralisé, il savait m'insuffler la force d'affronter la difficulté et de chasser le doute et si, parfois, quelques sombres pensées l'affligeaient, il gardait son calme. Incisif dans ses réponses aux innombrables attaques malveillantes, dont l'a assailli en particulier l'ancien ministre de l'Intérieur, Farhat Rajhi, il n'élevait jamais la voix et demeurait confiant en l'avenir. «Nous devons, répétait-il à l'envi, restituer la Tunisie, après les élections, dans un état meilleur que celui où nous l'avions trouvée le 7 mars», date de la constitution officielle de son gouvernement.

Ma mission aux côtés de Si Béji s'achève le 5 septembre 2011, date de mon départ au Maroc. Lorsque je me présente, le 29 juillet, auprès du président de la République pour recevoir mes lettres de créance, Si Béji me recommande, un tantinet taquin, de conserver précieusement le document qui m'avait été remis et me donne le feu du départ lorsqu'enfin la question de la date des élections est définitivement retenue et la loi électorale promulguée. Il a fallu de nombreuses négociations pour que cesse le bras de fer qui l'opposait à l'Instance supérieure pour la sauvegarde des objectifs de la révolution de la réforme politique et de la transition démocratique au sujet de la clause d'exclusion des Rcdistes. Une fois la logistique électorale ficelée, la situation sécuritaire, la flambée des prix et la pénurie maîtrisées, en ce mois de Ramadan, Si Béji consent à me laisser rejoindre mon nouveau poste, le 5 septembre, un mois et demi avant la date fatidique des élections du 23 octobre 2011.

II. Aux côtés du fondateur de Nidaa Tounes

Mon ambassade au Maroc a duré onze mois à peine. Le 31 juillet 2012, je retourne à Tunis, après que le ministre des Affaires étrangères, Rafik Abdesslem, sur simple caprice et volonté hégémonique, a décidé de mettre un terme à mes fonctions diplomatiques. Ça tombait bien. Je rejoignais de nouveau Si Béji Caïd Essebsi qui, en marge qu'il était, fondait un nouveau parti politique Nidaa Tounes dans le but de rééquilibrer le paysage politique. «Les démocrates, affirme-t-il avec raison, étaient éparpillés dans de très nombreuses formations. Il fallait un rassemblement qui soit le plus large possible».

Il faut rappeler, afin de lever le voile sur cette inimitié, que le Premier ministre avait lancé, dès janvier 2012, quelques semaines après l'installation de la Troïka au pouvoir, une mise en garde contre les dérives constatées avec l'arrivée des nouveaux gouvernants. Dans son entretien avec Arlette Chabot, il déclare : «Une fois élus, les vainqueurs et leurs alliés se sont réparti le pouvoir [...]. En fait, je dirai, ils se sont partagé le "gâteau". Ils ont changé des responsables dans l'administration, placé partout des membres d'Ennahdha, le plus souvent incompetents. Je savais que ça ne marcherait pas [...]. La tension était à son comble dans le pays, l'économie s'était détériorée et la stabilité était menacée». Quelques mois plus tard, Béji Caïd Essebsi fonde un nouveau parti politique – Nidaa Tounes - dans le but de rééquilibrer le paysage politique. «Les démocrates, affirme-t-il avec raison, étaient éparpillés dans de très nombreuses formations. Il fallait un rassemblement qui soit le plus large possible».

Ma place me fut assignée au sein du comité exécutif qui comptait 39 membres et dont la liste a été annoncée le 20 septembre 2012. Le comité se réunissait quotidiennement. Si Béji venait tous les jours au siège du parti et les réunions s'enchaînaient sans discontinuer, tour à tour restreintes ou élargies à l'ensemble des membres du BE. Des personnalités étrangères venaient s'entretenir avec lui, élargissant son champ d'analyse. Si Béji veillait à la mise en place du parti dans un paysage politique délétère. Les défis étaient innombrables. Si la composition hétérogène du parti rendait sa cohésion difficile, la mise en place de ses structures locales était plus ardue encore. Les tentatives d'exclusion des destouriens de toute activité politique, les travaux de l'ANC qui traînaient en longueur, l'opposition à la Troïka au pouvoir, les assassinats politiques de Chokri Bélaïd, Mohamed Brahmi et Lotfi Nagdh, le lancement du dialogue national, tous ces faits et événements créaient un imbroglio politique difficile à démêler.

L'objectif premier de la création de Nidaa Tounes était d'introduire un certain équilibre dans le paysage politique



tunisien, suite aux élections de 2011 qui ont permis d'un côté l'émergence écrasante d'Ennahdha, et leur alliance au CPR et à Ettakottol et, de l'autre, la défaite des autres partis. Face à ce séisme, le parti devait être fin prêt et occuper la scène politique socio-démocrate face au parti islamiste. Outre les affaires quotidiennes, notamment la gestion de l'agenda du président du parti, il m'a été dévolu de suivre les travaux de l'ANC et les différents projets qu'elle avait produits. Aussi devais-je m'entretenir seul à seul avec Si Béji, présenter des exposés lors des réunions du BE et organiser des colloques auxquels le président du parti prenait toujours part.

Une des charges importantes qui m'a été confiée a été de mener avec le secrétaire général du parti, M. Taieb Baccouche, des négociations en vue de créer la coalition baptisée plus tard Union pour la Tunisie. Cette coalition, composée dans un premier temps de trois partis (Nidaa Tounes, Al Joumhourî, dirigé par Ahmed Néjib Chebbi et Maya Jribi, et Al Massar dirigé par Ahmed Brahim), est officiellement annoncée le 7 décembre 2012 par Béji Caïd Essebsi. Elle devait voir le jour le 29 janvier 2013 et compter, à partir de février 2013, cinq partis. Le Parti socialiste dirigé par Mohamed Kilani, et le Parti du travail patriotique et démocratique dirigé par Abderrazek Hammami rejoindront la formation originelle. Malgré les grands espoirs qu'elle a suscités, la coalition a fait long feu en raison de l'entêtement de certains collègues de Nidaa Tounes qui tenaient à ce qu'il n'y ait pas de listes communes entre les cinq partis, par crainte infondée que Nidaa n'emporte la majorité absolue lors des élections

législatives. Je reste personnellement persuadé encore à ce jour que des listes communes aux cinq partis auraient pu fondamentalement modifier le paysage politique tunisien en 2014 et même en 2019. Autre mission cruciale : je fus chargé par Si Béji de représenter Nidaa, avec Taieb Baccouche, au dialogue national qu'avait lancé le quartet composé de l'Uggt, l'Utica, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et le Conseil national des avocats, sur la base d'une feuille de route devant assurer la transition du régime de l'ANC vers les élections législatives et présidentielles sous l'empire de la nouvelle constitution.

Le dialogue national a connu bien des succès et des difficultés. Les représentants de Nidaa, conformément aux directives de Si Béji, ont fait de leur mieux pour ne pas entraver la réussite de cette initiative salvatrice du processus démocratique. Malgré son peu d'enthousiasme quant à la désignation de Mehdi Jomaa à la tête du gouvernement de compétences, sa farouche opposition au maintien du ministre de l'Intérieur Lotfi Ben Jeddou (gouvernement Laarayedh) et le calendrier organisant les élections qui anticipait des législatives sur la présidentielle, Si Béji s'est entretenu avec Houcine Abbassi et a, en dépit de ses réticences, obtempéré et contribué ainsi au succès du Dialogue national. Une fois la nouvelle constitution adoptée et promulguée, le gouvernement de compétences constitué, le pays s'achemine vers les élections législatives et présidentielles. Nidaa Tounes obtient la majorité relative aux législatives; Béji Caïd Essebsi est élu président de la République. Restait la transmission des pouvoirs des structures gouvernantes provisoires vers les structures démocratiquement élues.

III. Aux côtés du premier Président de la République démocratiquement élu

Sitôt les résultats de l'élection présidentielle proclamés, une délégation du parti, Nidaa Tounes, composée de Ridha Belhaj, Mohsen Marzouk et moi-même, est chargée par Si Béji de contacter le cabinet du Président provisoire sortant, Moncef Marzouki, pour mettre en œuvre les modalités pratiques de la transition. Personnellement, je me suis attelé à l'organisation de la cérémonie de passation des pouvoirs entre les deux présidents. Ma tâche a été relativement simple, mon vis-à-vis, étant un ami de longue date, le directeur du protocole Mondher Mami. La cérémonie, malgré une pluie diluvienne et un froid sibérien, en ce dernier jour de l'année 2014, s'est parfaitement passée, même si la visite au mémorial de Sédjoui a dû être annulée. Le président Caïd Essebsi me charge de la rédaction du projet de discours d'investiture. Il fallait, pensait-il, insister sur le fait qu'il serait le Président de tous les Tunisiens, le garant du respect de la Constitution, et sur son engagement à mettre en place les nouvelles institutions constitutionnelles et sur la nécessaire conciliation nationale. Dans son discours, Si Béji commence par remercier les électeurs tunisiens, y compris ceux qui ont voté pour son adversaire. Plus particulièrement, il salue les femmes tunisiennes qui ont fait montre d'une grande conscience politique et d'un attachement à leurs droits. Il n'omet pas de rendre hommage aux martyrs de la Tunisie : Farhat Hached, Hédi Chaker, Mohamed Bouazizi, Lotfi Nagdh, Chokri Belaid et Mohamed Brahmi.

Ce jour-là, un briefing s'impose. A 7 heures du matin, je suis chez le président à La Soukra, voulant m'enquérir de l'organisation des deux cérémonies qui allaient se dérouler respectivement au Bardo et à Carthage. Je me proposais aussi d'évoquer de nouveau ma situation personnelle. Ayant été élu, en juin 2014, par la Conférence de l'Union africaine, juge à la Cour africaine des droits de l'homme et ayant pris officiellement mes fonctions au sein de cette juridiction continentale en septembre 2014, mes fonctions pouvaient poser des problèmes d'incompatibilité avec une fonction au sein de l'exécutif. Ce matin du 31 décembre 2014, je lui réitère ma disposition à démissionner de mes charges judiciaires s'il jugeait que je devais occuper une charge au sein de son cabinet. Sur un ton ferme et décisif, il me répond : « *Je t'ai dit de ne pas démissionner et on avisera quand j'irai à Addis-Abeba pour le sommet de l'Union, dans quelques semaines.* ». Me voilà donc nommé officiellement conseiller spécial, chargé des activités présidentielles (sans rémunération). Collaborant avec le président depuis le palais de Carthage, je le voyais plusieurs fois par jour. L'une de mes premières tâches a été de faire la déclaration de patrimoine du nouveau président et de l'envoyer à la Cour des comptes. En marge de sa participation au 24e

sommet de l'UA, le 31 janvier 2015, Si Béji reçoit le président de la Cour africaine, le juge Augustino Ramadani (Tanzanie), et lui soumet le problème de la compatibilité entre mes fonctions au sein de la Cour et ma position au sein du cabinet présidentiel. Le président de la Cour s'engage à en discuter avec les membres de la Cour au mois de mars 2015. Les membres de la Cour ayant estimé qu'il y avait incompatibilité entre les deux fonctions, Si Béji n'hésite pas à accepter la démission. Malgré la publication officielle du décret présidentiel entérinant ma démission, Si Béji me fait l'honneur de m'inclure, en ma qualité de professeur à l'Université de Carthage, dans la délégation officielle qui devait l'accompagner, lors de sa visite d'Etat en France, les 7 et 8 avril 2015, une cérémonie de remise des insignes de docteur Honoris Causa lui ayant été attribuée par l'Université de Paris-Sorbonne.

De retour à Tunis, ma charge au sein du cabinet désormais achevée, je me présente au palais de Carthage afin de faire mes adieux au président. Un accueil chaleureux m'est réservé, moment d'émotion qu'est venue éterniser une photo portant une dédicace de Si Béji. Mes fonctions de juge à la Cour africaine des droits de l'homme ne m'ont guère éloigné du président Caïd Essebsi: je me suis toujours fait un devoir de lui rendre visite régulièrement. Durant ces rencontres, nous évoquions évidemment la situation politique du pays, les perspectives d'avenir, les relations internationales. Nous parlions également de littérature, d'histoire mais aussi des liens personnels qui nous unissaient. Si Béji, qui avait été l'élève de mon père au Collège Sadiki, ne se privait jamais d'exprimer le respect et l'estime qu'il lui portait. Loin de prendre fin, mes charges auprès de Si Béji refont surface. En janvier 2016, il me demande de présider le congrès de Nidaa, qui devait se tenir à Sousse les 9 et 10 janvier 2016. N'y voyant qu'une marque de confiance de sa part, j'accepte cette mission. Congrès de réconciliation et de consensus, ce congrès aboutit malheureusement à un échec. Le lendemain, je rends compte des travaux du congrès à Si Béji et de ma déception pour la tournure prise par le congrès, et surtout le reniement des consensus réalisés dans le cadre de la Commission des 13. Il manifeste son insatisfaction mais ne dit mot sur ce qu'il compte faire. Les déchirements, les tensions, les calculs politiques émaillant désormais la vie de Nidaa Tounès, j'ai dû geler mon adhésion, voire mon appartenance à ce parti. Ce geste a, semble-t-il, été mal pris par Si Béji, certains ayant dissimulé la lettre de démission que j'avais tenu à lui transmettre quelques jours avant sa publication. Ce nuage n'a pas duré longtemps et mes rencontres avec Si Béji ont repris leur rythme normal.

Ma dernière visite à Si Béji remonte au 3 juin 2019. Ce jour-là, il paraissait abattu et, de fait, lui, si optimiste et si réservé, m'avoue être exténué et très préoccupé par l'avenir du pays. Le 5 juin, à la

mosquée de Carthage, après la prière de l'Aïd El fitr, je lui présente mes vœux. Je ne le savais pas encore, c'étaient en réalité mes derniers adieux. Le 27 juin 2019, j'étais en pleine délibération de la Cour africaine, quand je reçois un coup de fil de mon épouse. Affolée, elle m'informe de l'hospitalisation de Si Béji et de la gravité de son état. Deuxième coup de fil : elle m'annonce que la chaîne satellitaire El Arabiya venait d'annoncer son décès. Etonnement, consternation, puis coup de théâtre : il ne s'agissait que d'une fake news. Un mois plus, le jour même de la célébration de l'instauration de la République, le 25 juillet, Si Béji décédait.

La disparition de Béji Caïd Essebsi met fin à un pan entier de l'histoire contemporaine de la Tunisie. Pour moi, le choc est énorme. Cinq années de collaboration, dans le respect, l'estime et l'entente m'ont marqué à jamais. J'avoue avoir été sensible aux manifestations de sympathie, empreintes de délicatesse et de finesse, mais jamais de paternalisme, dont il m'a gratifié depuis notre première rencontre et dont il ne s'est jamais départi. Le jour où il m'a remis les insignes de grand officier de l'Ordre national

(1) Ahmed Néjib Chebbi, Ahmed Brahim, Taieb Baccouche, Elyès Jouini, Afif Chelbi, Mohamed Nouri Jouini, Mokhtar Jellali - pour ne citer que ceux-là.

(2) Relatant avec humilité cet épisode dans son ouvrage, Habib Bourguiba. Le bon grain de l'ivraie, Béji Caïd Essebsi écrit : « C'est dans ces conditions que j'ai fait la connaissance d'Ahmed Tili. Détenu à la prison militaire pour une affaire où il risquait la peine capitale, il m'avait sollicité personnellement pour assurer sa défense. J'ai plaidé pour lui. Il a été acquitté. En fait, il était acquitté parce qu'il devait en être ainsi, mais il est vrai que j'en ai récolté l'aura. J'ai eu cette chance. Notre amitié depuis lors ne s'est jamais démentie ». Sud Edition Tunis 2009, pp : 36.

(3) Refaât Chaabouni, Abdelhamid Triki et Abdelaziz Rassaa remplacent respectivement MM. Ahmed Brahim à l'enseignement supérieur, Mohamed Nouri Jouini à la planification et la coopération internationale et Afif Chelbi à l'industrie et la technologie. Abderrazek Zouari et Adel Gaaloul succèdent à Ahmed Néjib Chebbi et Sami Zaoui, le premier en tant que ministre du développement régional local et le second en tant que secrétaire d'Etat aux technologies et à la communication.

(4) Le 5 mai, Farhat Rajhi, dans une interview publiée sur Facebook, traite le Premier ministre de « menteur ». Il déclare que son gouvernement est

manipulé par un ancien proche de Ben Ali et que le chef d'état-major des armées, le général Rachid Ammar, prépare un coup d'Etat au cas où le mouvement Ennahdha remporterait les élections. Le lendemain, face à la vague de réactions, notamment du gouvernement, il s'excuse en indiquant avoir été piégé, arguant « qu'il s'agissait d'hypothèses, d'interprétations et de simples opinions personnelles » et justifiant ses accusations par une « immaturité politique » 12. Le 7 mai, le président par intérim met fin aux fonctions de Rajhi à la tête du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

(5) Idem, pp : 46.

(6) Béji Caïd Essebsi avec Arlette Chabot. Tunisie, la démocratie en terre d'Islam, Paris, Plon, 2016, pp : 38.

(7) Idem, pp : 46.

(8) Béji Caïd Essebsi, Lazhar Karoui Chebbi, Taieb Baccouche, Abdelmajid Chaker, Lazhar Akremi, Mohsen Marzouk, Boujemaa Remili, Ridha Belhaj, Salma Elloumi Rekiq, Wafa Makhlouf Sayadi, Samah Dammak, Anis Ghedira, Slim Chaker, Khemaies Ksila, Ibrahim Kassas, Mouldi Zidi, Abdelaziz d'Etat aux technologies et à la communication.

du mérite (secteur de l'éducation et de la science), il a eu ce mot que je n'oublierai jamais :

«يرحم الشيخ الفاضل. ربّي ولقي».

En côtoyant Béji Caïd Essebsi, j'ai eu la chance de découvrir un homme d'Etat accompli, un militant authentique pour l'indépendance de la Tunisie, un grand patriote et surtout un visionnaire. Sa devise, sans cesse répétée, était la sincérité, sa parole et son dévouement au travail le prouvaient. Soucieux de la préservation du prestige de l'Etat, de sa souveraineté et de son indépendance, il a voué toute sa vie à la patrie. Béji Caïd Essebsi a « *pacifié la Tunisie, évité l'affrontement généralisé et engagé inéluctablement [son] pays dans la voie de la démocratie inclusive* ». Il était jusqu'au dernier jour de sa vie conscient de la fragilité du pays mais demeurait confiant. Il est mort, comme il l'a toujours souhaité, debout « *tel un roseau qui plie mais ne rompt pas* » 14.

R.B.A

Ancien ministre, Juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, Professeur émérite à l'Université de Carthage

Bochra Belhaj Hamida, Hédi Ghodbani, Abdelmajid Sahraoui, Mostapha Ben Ahmed, Amina Rekiq, Amina Ben Kaddour, Olfa Ben Kaddour, Saïda Garach, Souha Ben Othman. (9) Nida Tounes, Al Massar et Al Jomhour ont signé, le 29 janvier, au siège du parti Nidaa, un document en accord sur la formation d'une alliance politique entre les trois partis.

(10) Signée par 21 partis politiques dont deux de la coalition majoritaire, après de nombreuses difficultés et tergiversations le 5 octobre 2013, la feuille de route comportait les éléments essentiels suivants :

- La constitution d'un gouvernement « de compétences » présidé par une personnalité nationale indépendante et dont les membres s'engageraient à ne pas se présenter aux futures élections. - La poursuite des réunions de l'Assemblée nationale constituante, la détermination de ses attributions et la fin de ses travaux.

- L'engagement de négociations en vue de choisir la personnalité nationale indépendante qui sera chargée de la constitution du gouvernement. - L'accord sur une feuille de route relative à l'achèvement du processus transitoire et la fixation d'un calendrier pour les élections présidentielles et législatives. L'ensemble ferait l'objet d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale constituante au cours d'une séance spéciale qui modifierait et compléterait l'organisation provisoire des pouvoirs publics.

- L'Assemblée disposerait d'un délai de quatre semaines au maximum pour achever la constitution de l'Instance supérieure indépendante pour les élections et la nomination de ses membres, l'adoption de la loi électorale, la fixation de la date des élections, l'adoption de la constitution avec l'assistance d'un comité d'experts.

(11) Le 26 janvier 2014.
(12) Le 27 janvier 2014.
(13) Le 29 janvier 2014.
(14) Le 26 octobre 2014.
(15) Les 23 novembre et 21 décembre 2014.

(16) JORT du 31 mars 2015

(17) Commission chargée le 25 novembre 2015, par le Président d'honneur de Nidaa Tounes, Béji Caïd Essebsi, de résoudre la crise du parti. Présidée par Youssef Chahed, la Commission est composée de : Boujemaa Remili, Abdennaceur Chouikh, Samah Dammak, Laroussi Mizouri, Aziza Htira, Mohamed Ben Souf, Houada Tekaya, Ridha Charfeddine, Ahmed Habassi, Hsouna Nasfi, Abderaouf Cherif et Hassan El Omri.

(18) Béji Caïd Essebsi avec Arlette Chabot déjà cité, pp : 212.

(19) Jean de La Fontaine, Fables, « Le Chêne et le roseau »



Emmanuel Macron
Président de la République française
Pour moi c'est ça
« Si Béji »

(Discours prononcé le 27 juillet 2019,
lors de la cérémonie de funérailles)

Nous sommes là aujourd'hui pour rendre hommage et accompagner le Président Essebsi, lui qui nous a quittés le 25 juillet dernier en ce jour même de la fête de la République, et lui dont le destin était lié à celui de la Tunisie.

Je voulais ici, en étant parmi vous, vous dire d'abord et avant tout toute l'amitié, l'affection, le respect du peuple français pour le peuple tunisien, et l'accompagner dans ce moment de deuil ; dire aussi notre admiration pour la dignité, la force, la sérénité durant ces jours derniers. Il y a la tristesse, elle est là qui emplit le pays, mais il y a aussi toute la dignité d'un peuple qui se tient aux côtés de son Président et l'accompagne ; vous dire aussi le profond respect et l'amitié – chère famille – pour le Président Essebsi lui-même.

Monsieur le Président, Vous avez rappelé vos combats communs en cette Tunisie de Bourguiba et ses engagements destouriens ; celui qui fut trois fois ministre de Bourguiba, Premier ministre en 2011, deux fois ambassadeurs, trois fois député et Président de la Chambre, qui marqua ces dernières décennies, fut un homme de combat, de conquête, de force de caractère, qui parfois l'ont conduit aussi à savoir démissionner lorsqu'il le fallait. Et cet ancien étudiant de la Sorbonne, devenu plusieurs décennies plus tard Docteur Honoris Causa de cette même université, je dois bien le dire, avait un lien tout particulier avec la France.

Et je veux vous dire ici l'affection toute particulière qu'était la mienne à son égard, filiale, si vous m'autorisez ce terme. Il m'a beaucoup appris. Et je crois, pour beaucoup d'entre nous, qui l'avons accompagné ses dernières années dans sa mission, dans les sommets internationaux et dans le travail du

quotidien, et je le sais pour son gouvernement, il y avait chez le Président Essebsi toute une série de paradoxes : la sagesse de celui qui était le doyen d'entre nous, et une forme d'insolence juvénile qui ne cédait à rien ; ce sentiment qu'il pouvait donner de se déprendre des choses, de les laisser faire, quand soudain affairé, il venait les reprendre et emporter la chose. Vous aviez un grand Président, un très grand Président qui avait su garder tout à la fois la sagesse des décennies accumulées et une jeunesse qui ne cédait rien, une volonté d'embrasser le monde tel qu'il était.

Pour moi c'est ça « Si Béji ». Et lorsque nous réunissions, il y a un peu plus d'un an, autour du Président Al-Sarraj, toutes les forces libyennes, qui parfois ne s'étaient pas parlé les unes avec les autres, il était là, je m'en souviens comme hier, avec une force incroyable, leur disant mes frères, expliquant combien il fallait s'entendre, avec une force de conviction que nul autre n'avait su avoir avant lui dans cette salle ; la même conviction qu'il avait su avoir pour la francophonie, qui l'avait conduit à décider d'accueillir le prochain Sommet dans plusieurs mois ici même.

Il fut le premier Président de la 2ème République de Tunisie. Et avec cette présence bienveillante, décidée, cette vision qui était la sienne, cette force d'âme, il a supporté pour votre pays, pour notre peuple ami tunisien, la stabilité de la Constitution, l'attachement à la liberté, l'attachement à l'ouverture, une place inédite donnée aux femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes avec courage, qu'il s'agisse du mariage comme de l'héritage. Il a su à nouveau embrasser les combats de son époque pour, comme Bourguiba jadis, mener la Tunisie dans l'ère de la modernité. Ses combats ne sont pas achevés. Mais dans des temps difficiles, où l'obscurantisme menaçait, où le terrorisme était là,





où le cours du monde nous a tous bousculés, il a fait partie de ceux qui ont tenu avec courage pour une Tunisie éclairée, ouverte, tolérante, attachée aux valeurs universelles.

Je relisais, il y a quelques instants, dans le livre qu'il consacra à Habib Bourguiba, « Le Bon Grain et l'Ivraie », les mots qu'il avait pour les funérailles de Bourguiba. Et le Président Essebsi disait combien ces funérailles furent cruelles ; le peuple étant tenu à l'écart. Il avait des considérations pour Bourguiba, comme pour Hannibal d'ailleurs – et je le dis dans ce lieu qui réconcilie ainsi les siècles, si ce n'étaient les millénaires – il disait combien les peuples sont ingrats avec ceux qui les ont dirigés. Je crois pouvoir dire que le peuple tunisien n'attendra pas pour donner sa gratitude, il n'attendra pas.

Alors Monsieur le Président, « Si Béji », dans quelques instants, c'est le peuple tunisien, qui, aux côtés de votre famille, de tous ceux qui vous aiment, vous accompagnera jusqu'à la dernière demeure. C'est le peuple tunisien qui

saura profondément ce qu'il vous doit et les combats que vous avez menés. C'est le peuple tunisien qui saura qu'il faut maintenant se montrer tout à la fois disponible, au moment qui advient, et digne de ce que ce peuple a à être et pour lequel vous avez tout donné. Et c'est ce peuple tunisien qui, ayant à choisir son avenir, saura, le plus profondément, que le plus bel hommage à vous rendre, c'est de porter une Tunisie ouverte, tolérante, patriotique, fidèle à elle-même ; une Tunisie qui saura que devenir ce qu'elle a à être, c'est aimer la liberté et la défendre. Une Tunisie qui saura, comme vous me l'aviez dit, à vos côtés Madame, lorsque nous étions là, il y a un peu plus d'un an, tout ce qu'elle doit aux femmes, à vous – et il le savait, ô combien – mais une Tunisie qui saura tout ce qu'elle doit aux femmes tunisiennes et à la liberté qu'elles portent. C'est cette Tunisie-là qui vous accompagnera, Monsieur le Président, et qui aura à choisir son destin parce que, de toutes vos forces ces dernières années, vous l'avez portée, pour qu'elle soit digne de cela et qu'elle puisse choisir. Alors merci à vous. ■

E.M



**PAYEZ
EN LIGNE
EN TOUTE SÉCURITÉ**
3D SECURE



Afin de mieux sécuriser vos paiements par carte bancaire sur Internet, La Banque de Tunisie met en place un système de sécurité basé sur le protocole 3D SECURE. Ce système consiste à authentifier toute transaction à l'aide d'un mot de passe dynamique à usage unique. Il vous sera envoyé instantanément par SMS sur votre GSM pour la validation de l'opération. En cas de changement de votre numéro de téléphone, nous vous invitons à contacter votre agence



www.bt.com.tn



Giuseppe Conte
Président du Conseil des ministres, Italie

Cette « alchimie » spéciale qui s'est créée entre nous deux

J'accueilli avec plaisir l'invitation de *Leaders* à retracer un souvenir du Président Béji Caïd Essebsi, tout en étant persuadé du fait que la forte personnalité et la longue histoire humaine et politique de ce grand homme d'Etat ne peuvent pas être facilement englobées en un court témoignage. Je voudrais donc commémorer Béji Caïd Essebsi, en rappelant quelque chose qu'il est impossible de trouver dans les archives ou dans les livres d'histoire : cette « alchimie » spéciale qui s'est créée entre nous deux lors de nos rencontres à Tunis, à Palerme et de nouveau à Tunis en 2018 et 2019. Durant nos entretiens, toujours très chaleureux, une entente immédiate et profonde s'est développée, transcendant les excellentes relations entre l'Italie et la Tunisie et enregistrant ce qu'il y a de plus précieux dans les rencontres institutionnelles entre un Président de la République et un Président du Conseil.

Notre première rencontre a eu lieu au début du mois de novembre 2018 à Tunis où je m'étais rendu pour inviter le Président Essebsi à la conférence internationale de Palerme sur la Libye, qui devait se tenir quelques jours après. J'ai été particulièrement frappé, dès la première rencontre, par la profondeur et la clarté de ses pensées et par sa clairvoyance. Mais aussi par son fort sens critique, capable de cerner en quelques mots efficaces les causes et les responsabilités liées aux problèmes complexes auxquels la Tunisie faisait face à l'époque. Nous convenions ensemble du fait qu'une solution politique au conflit libyen exigeait la fin des ingérences externes et la promotion du dialogue entre les Libyens, dans la légalité du cadre de l'ONU. Pour ma part, j'ai insisté sur la présence du Président tunisien à Palerme, convaincu qu'il pouvait jouer un rôle constructif extrêmement utile. Ma conviction fut pleinement confirmée par les faits car dans un moment d'échange particulièrement complexe entre les parties libyennes et les partenaires internationaux, les mots charismatiques d'Essebsi permirent à cette occasion de favoriser des convergences devenues malheureusement inefficaces, quoique

prophétiques, à cause des événements successifs et de l'involution de la situation. J'ai pu ensuite revoir le Président Essebsi à Tunis le 30 avril 2019, dans le cadre du premier sommet intergouvernemental entre l'Italie et la Tunisie. Même à cette occasion, bien qu'il soit affaibli physiquement par une forte grippe, Essebsi fut extrêmement lucide dans la mise en exergue des progrès réalisés par la Tunisie dans le processus de démocratisation, tout en soulignant les difficultés d'un pays ayant choisi la voie de la démocratie « dans une région non démocratique ». Les paroles du Président tunisien furent encore une fois nettes et clairvoyantes : @, dit-il, en observant que l'Italie et la Tunisie sont appelées ensemble à jouer un rôle de modération dans la Méditerranée.

Sa dernière évaluation lors de notre entretien, dont je me souviens à ce jour avec émotion, était réservée à l'apport nécessaire des femmes au bien-être et au développement de la Tunisie. Essebsi s'était attardé sur le taux élevé des femmes médecins et professeures en Tunisie, tout en exprimant son souhait d'une amélioration de la condition féminine dans toute l'Afrique. En quelque sorte, j'ai réservé un hommage implicite à la vision de Béji Caïd Essebsi lors de la rencontre que j'ai eue successivement à Tunis avec quelques personnalités féminines tunisiennes d'envergure.

Je garderai un souvenir fort et indélébile de Béji Caïd Essebsi, d'une personne exceptionnelle et de grande humanité, qui évoquait avec plaisir ses origines sardes et sa relation spéciale avec le peuple, l'histoire et la culture de l'Italie. Au-delà du témoignage personnel, je voudrais conclure en reconnaissant à l'ami Essebsi le mérite d'avoir guidé la Tunisie de manière sûre et solide durant la traversée complexe de la transition démocratique. La succession transparente et ordonnée qui a eu lieu à Carthage, avec l'élection du Président Kaïs Saïed, est un héritage précieux de son leadership. **G.C**



RESIDENCE LA BRISE Jardins de Carthage

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très HAUT STANDING abritant 17 appartements S+1, S+2 et S+3 ainsi que 2 Duplex et un grand parking sous sol.



Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn
www.simpar.tn



29 921 011 / 29 921 009



Abe Shinzo
Premier Ministre du Japon

Hommage aux accomplissements

À l'occasion du premier anniversaire de son décès, toutes mes pensées vont vers feu Monsieur Béji Caïd Essebsi, ex-Président de la République.

Monsieur le Président Essebsi s'est assidument engagé, en tant que premier Président élu au suffrage direct selon la nouvelle constitution, dans la stabilité sociale et la réforme économique, dont notamment l'avancement du processus démocratique en Tunisie. Je félicite ses efforts qui ont grandement contribué au développement de la Tunisie ainsi que la région.

Monsieur le Président Essebsi a eu des relations amicales avec Abe Shintaro, mon père, lorsqu'ils étaient chacun ministre des Affaires étrangères de leurs pays. Mon père a également été un des membres fondateurs de l'Association d'amitié parlementaire Japon-Tunisie. C'est ainsi que j'accorde de l'importance aux relations amicales avec la Tunisie.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Monsieur le Président Essebsi lors du sommet du G7 en 2015 à Elmau en Allemagne sur divers sujets. Je me rappelle bien sa forte volonté pour le développement de la Tunisie.

Je ne manquerai pas d'efforts pour continuer à approfondir davantage les relations entre nos deux pays et la coopération sur la scène internationale, notamment à travers la Ticad, et ce, main dans la main avec le gouvernement et le peuple tunisiens.

Au nom du gouvernement et du peuple japonais, je voudrais de nouveau rendre hommage aux accomplissements de Monsieur Béji Caïd Essebsi et prier que son âme repose en paix..

A.S



Avec QNB, disposez à présent de votre carte bancaire en 48 heures.

Pour mieux vous servir et faciliter vos transactions où que vous soyez, disposez en ce moment de votre carte bancaire en 48 heures.



 QNB

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn



Guillermo Ardizone
Ambassadeur d'Espagne en Tunisie

S.M. le Roi Felipe VI a tenu à exprimer lui-même ses sentiments sincères d'amitié et d'admiration

Le matin du 25 juillet 2019, j'ai appris avec une réelle tristesse la nouvelle du décès du Président de la République, Béji Caïd Essebsi. On savait que son état de santé était fragile mais, comme tant d'autres personnes en Tunisie et dans le monde, je gardais l'espoir de voir le Président surmonter ses derniers problèmes de santé. Malheureusement, la confirmation officielle du décès du Président a mis un terme à nos espoirs.

Le même jour, S.M. le Roi Felipe VI, en son nom, au nom du gouvernement et du peuple espagnols, a transmis à S.E.M. le Président Mohammed Ennaceur les sentiments du plus vif regret pour cette douloureuse perte. Et encore le même jour, dans l'après-midi, les responsables de la Maison Royale m'ont communiqué le souhait de Sa Majesté de participer aux funérailles que la Tunisie préparait pour faire son dernier adieu au Président et pour honorer sa mémoire. Le samedi matin 27 juillet, S.M. le Roi arrivait à Tunis.

En tant que Chef de l'Etat, S.M. le Roi assume, selon notre Constitution, la plus haute représentation de l'Etat espagnol dans les relations internationales et a toujours tenu à témoigner l'amitié historique qui lie nos deux pays. Ce rôle attribué par notre Constitution porte une très forte charge symbolique. Il a été déjà joué en Tunisie par S.M. le Roi, en février 2014, lorsque, encore Prince des Asturies, il a participé à l'acte de proclamation de la Constitution de la République Tunisienne et a exprimé les sentiments du peuple espagnol à l'égard de la Tunisie, un pays qui, en modèle, a entrepris le chemin de la démocratisation. Les efforts consentis depuis la Révolution par les citoyens, la société civile, les institutions publiques et privées montraient jusqu'à quel point un peuple peut transformer

un défi majeur en succès collectif. La force montrée par la Tunisie, en tant que société, n'était pas nouvelle: elle s'était déjà montrée à plusieurs reprises dans sa longue histoire et s'est manifestée, plus récemment, sous la forme d'une réaction collective contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

S.M. le Roi a eu l'occasion d'exprimer lors des funérailles du 27 juillet 2019 ses sentiments et ceux de tous les Espagnols à l'égard de feu Béji Caïd Essebsi. Les deux s'étaient rencontrés à plusieurs reprises dans le passé et la sympathie mutuelle avait toujours présidé à leurs rencontres. Je garde encore dans la mémoire les paroles prononcées par S.M. le Roi dans le Grand Salon du Palais de Carthage devant tous les invités aux obsèques et comment elles reflétaient, et par le ton dans lequel il les a prononcées et par ses gestes, des sentiments sincères d'amitié et d'admiration, tout en rappelant la contribution du Président Caïd Essebsi à l'histoire la plus récente de son pays et à faire de la Méditerranée un espace de paix, de prospérité et de stabilité.

Mais dans l'ensemble des émotions laissées ce samedi du mois de juillet 2019, deux images restent très particulièrement gravées dans mes souvenirs : pendant la cérémonie au Palais de Carthage, les gestes d'affection échangés entre S.M. le Roi et Chadlija, la veuve du Président décédé qui, tristement, nous a quittés, elle aussi, quelques semaines après; et, à la fin de la cérémonie, l'expression spontanée de nobles sentiments d'amitié du peuple tunisien dont S.M. le Roi a été témoin lors de son parcours jusqu'à l'aéroport reflétant la continuité dans le temps des liens profonds qui unissent la Tunisie et l'Espagne. ■

G.A





Philippe de Fontaine Vive
Ancien vice-président de la Banque européenne
d'investissement (BEI)

Un Président bienveillant, véritable deuxième père de la Nation tunisienne

De 2011 à 2019, j'ai eu l'immense chance de bénéficier de l'amitié bienveillante de Béji Caïd Essebsi. La révolution démocratique et pacifique tunisienne de janvier 2011 nous a d'abord fait nous rencontrer respectivement comme Premier ministre de la transition démocratique et responsable de la FEMIP qui a salué et soutenu le printemps arabe comme une véritable «bonne nouvelle». Dès notre première rencontre, j'ai découvert le sens de l'humour et le sens politique de Béji. Alors que j'apportais plus d'un demi-milliard d'euros de financements pour le développement tunisien, il m'a raconté comment il avait volontairement moqué la haute Représentante de l'Union européenne toute fière de lui annoncer un don exceptionnel de 15 millions d'euros et à qui il a fait semblant de mal comprendre en répétant 15 milliards...

Cette anecdote a bien sûr fait le tour de Tunis mais surtout des dirigeants du G7 qui ont compris qu'ils avaient enfin un Président tunisien digne de les rencontrer et qui a ainsi ouvert la route au futur prix Nobel de la paix qui viendra symboliquement célébrer le crédit de la Tunisie.

Chacune de nos rencontres pour lesquelles il prenait toujours tout son temps a été ainsi un mélange de sens politique aiguisé et toujours de recherche de soutien à la Tunisie. Lorsque nous préparions sa rencontre avec le Président Sarkozy ou le G7 spécial de Deauville, il testait toujours les bons mots qui attireraient à la Tunisie l'estime et le soutien qu'elle mérite.

Ayant accompli sa première tâche de préserver la concorde tunisienne, je l'ai revu dans l'étude de son frère avocat ou au restaurant avec toujours la même humilité et la même passion pour la Tunisie. C'était touchant de voir les convives des autres tables venir modestement les uns après les autres le saluer et l'encourager à ne pas se retirer de la vie politique.

Pour son élection à la présidence de la République, mieux vaut laisser des Tunisiens s'exprimer sur ce succès démocratique et simplement relever que ce statut glorieux n'a en rien altéré son sens aigu de la fidélité. Je l'ai moi-même expérimenté quand privé de responsabilité européenne et proposé par Laurent Fabius comme ambassadeur de France en Tunisie, il a pris la peine de m'appeler chez moi pour me féliciter et me dire combien il appréciait d'avoir enfin prochainement un véritable ami de la Tunisie à l'ambassade. Les jeux de cour élyséens ont pris le pas sur les intérêts des Républiques mais pas réduit notre amitié.

Toujours soucieux de bien comprendre comment assurer le crédit de la Tunisie, nous avons continué à échanger jusqu'en 2019, lui avec son sens politique remarquable et moi avec quelques conseils économiques qui n'étaient vraiment pas sa préoccupation première. Son histoire personnelle et l'Histoire de la Tunisie l'avaient convaincu que la Politique et la Nation sont les deux seules valeurs qui font la Grandeur. Si l'on cherche aujourd'hui un Président gaullien, c'est à Béji Caïd Essebsi qu'il faut penser et le remercier pour sa contribution historique à la concorde nationale. **LD**

P.D.F.V

RESIDENCE ASTORIA

L'alliance parfaite du luxe et du confort



C&R myway.fr

RESIDENCE DE TRES HAUT STANDING
Appartements S+2 et S+3
Triplex S+3 et S+4
aux BERGES DU LAC 2



Pour visiter notre appartement témoin, appelez le : **27 24 91 77 - 36 04 00 17**

www.astoria-immobiliere.com



Rym Caïd Essebsi
Monsieur le Président,
Bajbouj, Baba Béji

Un an déjà, un an depuis ton départ en ce fameux 25 juillet 2019. Tu es parti le jour de la fête de la République, tu es parti en marquant à jamais cette date historique, tu es parti doucement sans faire de bruit, avec beaucoup de hauteur comme à ton habitude... Tu nous as quittés pour un autre monde, pour un monde meilleur paraît-il, en tous les cas meilleur que celui dans lequel tu nous as laissés. C'est là une certitude qui se confirme, jour après jour, mois après mois...

25 ans à tes côtés, 25 ans de bon voisinage, 25 ans de joies et de peines, 25 ans de précieux souvenirs. Bref, 25 ans de bonheur... Dès le premier jour où tu es venu demander ma main à mon père, le 25 juillet 1993 (comme par hasard !), tu as été pour moi un soutien et un pilier. Je savais que je pouvais compter sur toi, sur ta sagesse et sur ta grande expérience de la vie...

Malgré la tristesse et la douleur ressenties le jour où tu nous as quittés, je suis aujourd'hui sincèrement heureuse et sereine d'avoir eu le privilège de te côtoyer de très près dans ton quotidien et de partager avec toi les grands moments de ta vie durant ces 25 dernières années. Mais aussi, et non des moindres, de t'avoir vu partir comme l'un des plus grands hommes d'Etat de ce monde. Ce jour-là, Monsieur le Président, la Tunisie entière a pleuré ta disparition. Ton peuple a prouvé au monde entier à quel point il t'aimait, te respectait, te chérissait. Tu étais leur père, leur bajbouj, leur Président...

Ô combien j'avais souhaité que tu vives tous ces grands moments, que tu ressenties tout cet amour et que tu voies ce grand élan de sincérité et de solidarité. Ton peuple a été à la hauteur de l'amour que tu lui portais. Ton peuple t'a fait

honneur devant le monde entier. C'était incroyable, c'était grandiose, c'était majestueux. Exactement comme tu l'aurais souhaité et comme tu le méritais. Pas du tout comme certains de tes pseudo-proches qui ont essayé à plusieurs reprises et de ton vivant de te faire croire le contraire, de rabaisser ton œuvre... Rien de toutes leurs manigances, de leurs mensonges et manipulations n'ont pu aboutir car, en définitive, ton peuple, lui, savait, ton peuple, lui, te comprenait, ton peuple, lui, connaissait la vérité ou comme tu le rappelais : séparer « le bon grain et l'ivraie »

Tous nous savons, en Tunisie et de par le monde, que tu as tant donné à ton pays, avec amour et patriotisme, que tu as tant accepté avec patience et sagesse, que tu as tout géré avec doigté et responsabilité, que tu as toujours agi selon tes principes, tes valeurs et tes convictions. Sans te détourner de ton droit chemin malgré toutes les difficultés, les pressions et les trahisons que tu as rencontrées durant ton long parcours. Mais aussi, sans oublier les sacrifices que tu as consentis pour que se réalise ton grand rêve, le rêve de ta vie : instaurer la démocratie dans ce petit pays arabo-africain, petit par la taille, certes, mais grand sur le plan international, et ce, grâce, entre autres, à ton incroyable savoir-faire et à ta force de persuasion....

Quelle immense fierté pour nous tous, ta famille, tes enfants et petits-enfants mais aussi pour tous les Tunisiens et Tunisiennes, d'aujourd'hui et des générations futures. En effet, baba Béji, tu as réussi à accomplir ton rêve grâce à ta persévérance et à ta détermination là où beaucoup, sinon quasiment tous, ont échoué. Tu es rentré dans l'histoire par la grande porte, tu as marqué le cœur de millions de personnes à travers le temps, mais surtout tu as marqué mon cœur et mon esprit à jamais...





Ah! Si tu savais quel vide tu as laissé depuis ton départ. Ton absence se ressent encore et tous les jours, encore plus. Tu étais le socle de l'Etat, tu étais le bouclier de ce pays, tu étais le garant de cette démocratie pour laquelle tu t'es battu pour l'instaurer malgré les obstacles et les coups bas auxquels tu as dû faire face.

Aujourd'hui, la situation est extrêmement fragile. Tout ce que j'espère, c'est que tes efforts ne partiront pas en fumée et que ce que tu as commencé à construire depuis tant d'années continue et progresse avec le temps et que les prochains dirigeants pensent surtout et avant tout à l'intérêt général du pays et aux véritables enjeux socioéconomiques, tout en respectant les principes fondamentaux d'un Etat de droit. Tous les jours, je prie Dieu Tout-Puissant de préserver notre cher

pays, de le protéger de tous les vautours sans foi ni loi qui nuisent à la Tunisie et tentent de la détruire à petit feu, faisant passer leurs intérêts personnels, leurs ambitions démesurées et leurs ego enflés avant tout !

Baba Béji, tu t'es beaucoup battu, tu t'es beaucoup sacrifié et tu t'es beaucoup épuisé durant toutes ces dernières années. Alors à présent, repose en paix avec notre très chère Saidouna à tes côtés. Cette grande dame, exceptionnelle, au grand cœur qui t'a tant aimé, qui t'a toujours soutenu. Elle n'a jamais pu supporter l'atmosphère de haine, de mensonge et de trahison qui régnait en Tunisie ... Il y a un an, tu me manquais déjà. Aujourd'hui, tu me manques encore plus, et demain tu me manqueras toujours....

R.C.E

لعزیز علیک احمیه

طی 5 د
ب 5 في الشهر*



* حسب مساحة الدار وقيمة الي فيها

إنت ليا و أنا لیک





Docteur Moez Belkhodja
Béji Caïd Essebsi
L'homme
et l'homme d'État

Le 25 juillet 2019 mourait Béji Caïd Essebsi, le jour même de la fête de la République tunisienne. Il me semble que le décès du Président, si charismatique et si aimé de ses citoyens, a véritablement marqué les esprits.

L'Histoire, en cette matinée caniculaire du premier jour d'Aoussou, a croisé le quotidien de tous les Tunisiens, qui, tout d'un coup, se sont retrouvés orphelins. Ayant eu le privilège de côtoyer cet homme d'exception pendant de longues années, ayant recueilli ses confidences, voire des secrets personnels, et écouté, toujours avec délectation, les anecdotes qu'il savait si bien raconter, je voudrais, en ce jour anniversaire, rendre hommage à l'homme qui était un père pour moi, le seul père que j'ai connu (ayant perdu mon père alors que je n'avais qu'un an), filiation que je partage avec des millions de Tunisiens. Je voudrais par la même occasion apporter un modeste témoignage en évoquant quelques aspects du parcours d'un personnage hors du commun que les enfants appellent affectueusement Bajbouj, qu'ils soient de Tunis, de Gafsa, de Médenine ou de Bizerte ou d'ailleurs.

Dès la deuxième phrase du premier chapitre du livre qu'il consacre à Habib Bourguiba, Béji Caïd Essebsi prévient ses lecteurs : « En réalité, je n'aime pas parler de moi-même ». Qu'il me soit permis, en cette occasion commémorative, de parler tout de même, un tant soit peu, de cet homme si modeste et si réservé, de cet homme qui a toujours eu le sens de l'État, et que les livres d'histoire des siècles à venir classeront, sans doute, parmi les grands hommes politiques qui ont servi la Tunisie contemporaine : Kheireddine Pacha, Moncef Bey, Farhat Hached, Bourguiba et d'autres. Il peut paraître curieux que le premier point que j'aborde concerne l'Union générale tunisienne du travail, fondée en 1946, par Farhat Hached. Mais, on ne dira jamais

assez le profond attachement de Béji Caïd Essebsi pour la centrale syndicale tunisienne. Il connaissait ses fondateurs et il était l'ami de Farhat Hached et d'Ahmed Tlili, dont il a été l'avocat et pour lequel il a obtenu l'acquittement en 1952 dans un procès où Tlili risquait la peine capitale. Plus tard, Béji Caïd Essebsi a continué à avoir d'excellents rapports avec les dirigeants syndicalistes qui leur ont succédé, Béchir Bellagha, Habib Achour, Taieb Baccouche, qui, d'ailleurs, sera membre de Nidaa Tounes, parti fondé par Béji Caïd Essebsi en 2012. C'est que Béji Caïd Essebsi demeure profondément convaincu qu'une gouvernance optimale de la Tunisie doit inclure le contrepoint d'une centrale syndicale forte. Son aversion des dictatures et des régimes autoritaires l'a conduit à une vision de la politique basée sur l'équilibre des forces en présence. C'est sans doute pour cette raison que le prix Nobel de la paix a été décerné au Quartet du Dialogue national, formé de l'Uggt, de l'Utica, de l'Ordre des avocats et de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Inutile de préciser que cette consécration a eu lieu sous la présidence de Béji Caïd Essebsi, et qu'il ne s'agit pas là d'une simple coïncidence. C'est bien le président Caïd Essebsi qui en a fait la demande officielle au Comité Nobel en proposant les quatre instances, alors qu'il semblerait qu'il était lui-même nommé.

Rien pourtant ne prédestinait Béji Caïd Essebsi à la carrière politique qu'il a eue. Orphelin de père à l'âge de 10 ans, et issu d'une famille modeste, il était l'aîné de ses frères et sœurs, et avait, de fait, pris le statut naturel du meneur de cette fratrie, habitué dès son enfance à la prise de décision et au leadership. Il me confiera un jour que la mort prématurée de son père avait fortement contribué à forger son caractère, et à lui apprendre le sens des responsabilités à un âge où les autres enfants s'amusaient encore à jouer aux billes et à la toupie.



L'engagement

Il avait 13 ans quand éclatent les événements sanglants du 9 avril 1938. Élève au collège Sadiki, il était le témoin direct des troubles sociaux de ce printemps 38, à commencer par le mouvement de grève des élèves en soutien au professeur Ali Belhaouane, renvoyé du collège le 22 mars. La violence de la répression qui a eu lieu l'après-midi dans les quartiers mêmes où il vivait, Bab Souika, Bab Bnet, La Kasbah, l'a profondément marqué. Il avait compris ce jour-là qu'il devait lutter, corps et âme, pour l'indépendance de son pays et s'engager dans le parti de Bourguiba : le Néo-Destour.

Cet engagement pris au sortir de l'enfance pour lutter contre l'injustice et l'oppression, il lui sera fidèle toute sa vie. Un grand patriote. Dans les nombreuses fonctions qu'il assumera tout au long d'une carrière si riche, directeur de la sûreté, ambassadeur, ministre de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères, président de la Chambre des députés, Premier ministre, président de la République, il restera fidèle à ses principes et à cette éthique qui place au centre de toute politique l'homme et sa dignité d'homme. Il ne rencontrera Habib Bourguiba qu'en décembre 1951, à l'hôtel Lutetia à Paris, grâce à son ami et camarade de classe Habib Bourguiba Junior, que ses intimes surnommaient affectueusement Bibi. Cette

rencontre avec Bourguiba sera déterminante pour Si El Béji et constituera un véritable tournant dans sa vie. Alors qu'il devait entamer une carrière au Crédit Lyonnais à Paris, Bourguiba lui demandera de le rejoindre. A partir de ce jour, il s'engagera encore plus fermement aux côtés du leader. La confiance et l'estime entre les deux hommes, qui avaient pour point de départ cette première rencontre parisienne, seront destinées à se consolider progressivement. Si El Béji sera toujours l'homme de confiance de Bourguiba, qui le placera «en réserve de la République», comme il se plaît à le dire lui-même.

Le soir même de son mariage, il reçoit un appel urgent de Bourguiba le pressant de se rendre immédiatement à Sakiyet Sidi Youssef, qui venait d'être bombardée par l'armée française, le 8 février 1958, alors que la Tunisie était indépendante et souveraine depuis plus d'un an. Au cours de l'une de ces missions délicates, il sera d'ailleurs blessé à la jambe. Nombreux sont les exemples qui illustrent la trempe et l'énergie de cet homme courageux et patriote. Pourtant en 1970, il n'a pas hésité à démissionner de ses fonctions d'ambassadeur à Paris, pour protester contre l'autoritarisme du parti de Bourguiba, et l'absence de démocratie, à une époque où les ministres et les ambassadeurs n'avaient pas le droit de démissionner et se contentaient sagement d'être démis de leurs fonctions. Cela lui a valu d'être exclu du parti et de subir sa première traversée du désert.

Une diplomatie rayonnante

Onze ans plus tard, il réintègre le gouvernement Mzali. C'étaient les années de l'illusion démocratique et du retour du pluralisme. En tant que ministre des Affaires étrangères, il devait gérer plusieurs crises diplomatiques, dont l'attaque de Hammam-Chartt, perptrée par l'armée israélienne le 1er octobre 1985, contre le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine, agression condamnée par le Conseil de sécurité de l'ONU. La grande victoire de la diplomatie tunisienne, avec Béji Caïd Essebsi, a été que les Etats-Unis, grand allié d'Israël, s'étaient contentés, pour l'unique fois de leur histoire, d'une abstention et n'avaient pas usé de leur veto. Yasser Arafat était un grand ami de Béji Caïd Essebsi, comme Mahmoud Abbas. BCE, comme Bourguiba, a toujours œuvré pour la libération de la Palestine.

Il était dans tous les grands événements internationaux et l'hebdomadaire Jeune Afrique parlera, au début de sa carrière diplomatique, de «ce jeune Tunisien aux yeux bleus» qui représentait le Président Bourguiba lors des sommets internationaux. Il était aimé et apprécié par ses pairs et par les chefs d'État.

Il jouera un rôle primordial lors des événements de Gafsa de 1980 et de l'action militaire menée contre le régime tunisien, dont l'une des conséquences économiques et sociales a été le renvoi pur et simple de Libye de milliers de travailleurs tunisiens. Quand les choses se sont calmées entre la Tunisie et la Libye, Kadhafi, en visite officielle en Tunisie, s'adressera à Béji Caïd Essebsi en lui disant : *إنت هو الراجل* ⁽¹⁾

Il n'était pas de Monastir

On ne dira jamais assez le rôle qu'il a joué en 1984 pour calmer les tensions lors des émeutes du pain. C'est lui qui sera le conseiller privilégié de Bourguiba au moment de cette grave crise, et qui suggérera à Bourguiba de revenir au prix initial du pain. Le discours prononcé par Bourguiba le 6 janvier 1984 a fait qu'instantanément, les émeutes se sont transformées en scènes de liesse où les gens arboraient d'une main le portrait du Président et de l'autre une baguette de pain en criant: «Vive Bourguiba!». En 1986, Zarg El Ayoun, proche de Bourguiba, a été dépêché par Hédi Noura, alors malade, pour souffler au Président de choisir comme dauphin Béji Caïd Essebsi, car le pays était dans le chaos. Bourguiba lui répondit que Béji Caïd Essebsi n'était pas de Monastir. Le régime de Ben Ali a commencé par une courte période de rassemblement, une embellie où des personnalités de la gauche tunisienne, comme Mohamed Charfi, ont intégré le gouvernement Hamed Karoui et où Béji Caïd Essebsi est élu président de la Chambre des députés. J'évoquerai deux anecdotes datant de cette période. Un jour Si El Béji, assis sur un canapé, lors d'un dîner, a pris la main de Robert Pelletreau, ambassadeur des Etats-Unis, qui l'aida à se relever, il répliqua aussitôt, avec humour, que s'il avait su qu'il fallait prendre la main qui lui était tendue pour être président... Lors d'une réception, Ben Ali, saluant BCE, lui murmura que les Américains l'aimaient beaucoup, lui et Si Ismail Khélil. Avec un sourire, il lui répondit qu'ils étaient trois, incluant Ben Ali. Mais cette période ne durera pas trop longtemps, à peine une année et demie, et Si El Béji reprend son bâton de pèlerin pour une deuxième traversée du désert encore plus longue que la première. Il a compris la nature profonde de ce régime où la sécurité a pris le pas sur la démocratie.

Quand la Tunisie cherchait son timonier

Puis un marchand ambulant à Sidi Bouzid a décidé de réécrire l'Histoire de la Tunisie, une Histoire qui s'est accélérée tout d'un coup et qui a abouti à la révolution tunisienne. Alors on a dû chercher le bon timonier qui pouvait sauver le printemps tunisien et mener le pays au port serein de la transition démocratique. Comme il le dira lui-même, de ce ton délicieusement sarcastique, tout en humour et en finesse, qui est sa marque de fabrique : « On a fouillé dans les vieilles boîtes d'archives et on m'en a sorti ». A peine 45 jours après la

révolution du 14 janvier 2011, il a été choisi par le Président Foued Mbazaâ pour l'aider à mener la révolution à bon port. Un matin, se rendant à son bureau à la Kasbah, il est surpris par un sit-in. Il rejoint spontanément les manifestants, s'assied à terre et discute avec eux de leurs revendications. Béji Caïd Essebsi a permis la stabilisation du climat politique, voire économique, alors que d'autres pays n'ont pas réussi leur révolution, et se sont même retrouvés dans un bain de sang. Il a réussi l'organisation d'élections libres et démocratiques dans les temps impartis. Pendant ces mois post-révolution, les Tunisiens ont retrouvé leur liberté d'expression et Béji Caïd Essebsi a été l'un des premiers hommes d'État tunisiens à accepter la critique et même la caricature. Migalo imitait sa voix tous les matins sur Mosaïque FM, et il continuera à le faire même quand Si El Béji deviendra président. Je me rappelle qu'il était friand de ces sketches et de ces chansons satiriques qui fusaient de partout. Je me rappelle qu'il me disait parfois que tant qu'on pouvait critiquer les hommes politiques et les tourner en dérision avec humour, ce serait signe que la démocratie est en bonne santé.

La reconquête

Il quittera le pouvoir le 24 décembre 2011 pour le confier aux vainqueurs des élections, ce qui est un réflexe relativement rare en politique. Quand on a tout le pouvoir, on s'arrange généralement pour le garder, mais ce ne fut pas son cas et il a remis les rênes du pouvoir à Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahdha, dont le parti avait gagné les élections. Dans les années qui ont suivi, Béji Caïd Essebsi s'est donné pour tâche de poursuivre son œuvre en fondant un parti politique, Nidaa Tounes, seul, rassemblant les hommes et les femmes de bonne volonté, patriotes convaincus, pour rééquilibrer le paysage politique et sauver le pays. Puis ce fut la victoire du dernier mois de l'année 2014, l'euphorie et l'espoir de changer enfin les choses. C'est qu'il avait vraiment l'espoir de changer les choses. Je me rappelle que le soir de son élection, un de ses collaborateurs lui avait conseillé de ne pas rejoindre ses électeurs, qui l'attendaient au siège de son parti aux Berges du lac, par mesure de sécurité. J'ai insisté parce que je savais qu'il ne pouvait pas manquer ce rendez-vous historique. La foule l'a accueilli en liesse. Ce n'était plus le président d'un parti mais le Président de tous les Tunisiens, la figure charismatique du Sage et du Rassembleur. Il a réussi la transition démocratique. Il avait un respect pour ses adversaires politiques. Il a mis en place une liberté d'expression exceptionnelle, même si je me répète. Il a commencé les réformes dont le pays avait vraiment besoin. Si certaines de ses réformes sont passées, comme l'abrogation de la circulaire interdisant à une femme tunisienne d'épouser un non-musulman, d'autres, comme l'égalité dans l'héritage entre homme et femme ou comme la dépénalisation de la consommation de cannabis, n'ont pas encore été possibles. Béji

Caïd Essebsi aura eu au moins le mérite de lancer un débat public, d'ouvrir une brèche d'où peut jaillir l'espoir d'un renouveau.

BCE était très proche de la jeunesse. Il ne ratait pas une occasion de discuter avec les jeunes de tous bords, pour préserver une certaine fraîcheur dans sa réflexion. Il engageait souvent des discussions constructives avec mes enfants. La jeunesse est un état d'esprit et non un état civil, se plaisait-il à dire. La plupart de ses collaborateurs étaient jeunes. Il a d'ailleurs choisi un chef de gouvernement de 42 ans. Sous sa présidence, Béji Caïd Essebsi a hissé la Tunisie sur le plan diplomatique parmi les grands de ce monde. Il était écouté et respecté. A chaque voyage officiel, le président Caïd Essebsi défendait la Tunisie avec honneur et dignité. Lors du sommet de Paris sur la Libye en mai 2018, BCE s'est adressé avec sévérité et sur un ton grave au maréchal Khalifa Haftar et au Premier ministre Fayez Al Sarraj, assis en face de lui, pour leur demander de s'entendre, de trouver ensemble une solution et que la solution ne pouvait être que libyenne. Je sentais qu'il y avait ce jour-là une entente parfaite entre les présidents Macron et BCE. Malgré des hauts et des bas, le mandat de Béji Caïd Essebsi a profondément marqué les Tunisiens. Le politologue Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen, dira que le bilan de la présidence Caïd Essebsi est plutôt positif dans son ensemble. BCE m'a confié, un jour, qu'il était affecté par la déchirure de sa propre famille politique (Nidaa Tounes), ce qu'il ne manquera pas de dire au congrès de Monastir en avril 2019.

Un solitaire, en totale indépendance

Je voudrais simplement dire, pour finir, que cet homme n'appartenait à aucun réseau, ni à aucune force d'influence, et que, aussi incroyable que cela puisse paraître, c'était un solitaire, qui recherchait même la solitude, pour lire, pour réfléchir, pour méditer. C'est peut-être anecdotique, mais il avait toujours un Coran à portée de main, qu'il lisait tard le soir ou tôt le matin. C'était un homme affable, simple et modeste, qui a marqué l'histoire de la Tunisie, mais qui a marqué aussi tous ceux qui ont eu la chance de le côtoyer. Il répétait toujours «النظاف اليبدين» et «الصدق في القول والإخلاص في العمل».

Je voudrais clore cet hommage par cette phrase du Président français Emmanuel Macron qui avait dit d'une voix émue lors de la cérémonie des funérailles de Béji Caïd Essebsi : «Vous aviez un grand Président, un très grand Président qui avait su garder tout à la fois la sagesse des décennies accumulées et une jeunesse qui ne cédait rien, une volonté d'embrasser le monde tel qu'il était.»

M.B

(1) Béji Caïd Essebsi, *Habib Bourguiba, le bon grain et l'ivraie*, Sud Editions, Tunis, 2011.

(2) Qui peut se traduire par : Toi tu es un homme.



Ils ont exprimé leur regret...

Pour la commémoration du premier anniversaire de la disparition du président Béji Caïd Essebsi, Leaders a souhaité recueillir le témoignage d'un nombre restreint de grands chefs d'Etat et de gouvernement parmi ceux qui l'avaient connu de près. Sollicités, le président du Conseil des ministres italien, Giuseppe Conte, et le Premier ministre Japonais, Shinzo Abe, ont courtoisement envoyé leur témoignage. Alors que d'autres ont « sincèrement regretté » de ne pouvoir y répondre pour des raisons compréhensibles.

C'est ainsi que le staff du président américain Barack Obama nous a fait savoir que l'ancien président, qui « garde un souvenir vivace et impressionné du président Caïd Essebsi »,

est « très pris par la rédaction d'un nouveau livre. » Y fera-t-il mention de la Tunisie et de Béji Caïd Essebsi ? Difficile à savoir.

A Berlin, des sources proches de la chancelière allemande ont mentionné « une difficulté protocolaire ». Ils ont indiqué qu'en dehors d'une célébration officielle, il serait difficile à Mme Merkel, dont « l'amitié et la considération personnelles pour le président Caïd Essebsi étaient très fortes », de livrer un témoignage de presse.

A Paris, l'entourage du président Emmanuel Macron a, pour sa part, préféré que soit gardé en mémoire l'hommage rendu à Carthage le jour des obsèques le 27 juillet 2019. ■

B A I T Y

ASSURANCE MULTIRISQUES HABITATION



PROTÉGEZ VOTRE BIEN LE PLUS CHER.

Simple et complète, l'assurance Multirisques Habitation de **CARTE ASSURANCES** est composée de garanties indispensables. Destinée aux particuliers, propriétaires ou simples locataires, vous bénéficiez de garanties performantes pour protéger votre patrimoine familial. Plus de détails sur notre site internet.



www.carte.tn

On vous l'assure.

Funérailles Historiques



« **P**ourrions-nous espérer plus bel hommage posthume, national et international qui puisse lui être rendu ! » Encore sous le coup de l'émotion et épuisée après une longue journée de funérailles nationales organisées en l'honneur de son défunt « compagnon de vie », Mme Saïda Caïd Essebsi était, ce samedi 27 juillet 2019, apaisée, sereine. Ravie de voir tant de chefs d'État et de gouvernement et hauts dignitaires étrangers faire spécialement le déplacement à Tunis présenter leurs condoléances et témoigner de l'œuvre accomplie par le président Béji Caïd Essebsi, elle l'était doublement encore. D'abord, par l'émotion du peuple tunisien compatissant, massé tout le long du parcours emprunté par le cortège funèbre ou suivant à la télévision la retransmission de la cérémonie, pleurant son Président. Mais aussi, la solennité et l'ordonnement de la cérémonie protocolaire au palais de Carthage, le cortège à travers les rues de Tunis jusqu'au cimetière d'El Jellaz.

Il est vrai que les obsèques du président Caïd Essebsi étaient exceptionnelles à plus d'un égard. N'étaient-elles pas les premières pour un chef d'État en exercice ? Bourguiba, déposé en 1987, et maintenu à Monastir, avait été spolié - et les Tunisiens avec lui - du droit, à sa mort le

jeudi 6 avril 2000, à une grande cérémonie, digne de sa dimension exceptionnelle. Les présidents Jacques Chirac, Abdelaziz Bouteflika et Yasser Aarfat notamment avaient cependant tenu à se rendre à Monastir (le Roi du Maroc avait dépêché son fils Moulay Rachid), assister à l'enterrement, samedi 8 avril 2000, prendre la tête des délégations pour suivre le cercueil et rendre un dernier adieu au "Combattant Suprême". Comble de la frustration, subie en humiliation par les Tunisiens, la télévision publique avait, sur ordre, renoncé à retransmettre la cérémonie en direct. Pourtant, trois ans avant le décès de Bourguiba, Ben Ali, en militaire rompu à la préparation des stratégies et plans, avait demandé dès le mois d'avril 2007 à son cabinet d'élaborer à titre prudentiel un plan d'obsèques au cas où. Sous la houlette d'Abdelaziz Ben Dhia et de Yadh Ouederni, tout avait été détaillé et soigneusement consigné dans un document retrouvé en 2011 dans les archives de la présidence de la République.

Zbidi prendra l'initiative et le président Ennaceur y veillera personnellement

Mais Si Bourguiba avait fait l'objet d'un plan de funérailles, ce n'était pas le cas pour Béji Caïd Essebsi. Aucune disposition similaire n'avait été prise au préalable. Ce n'est que le mercredi 24 juillet 2019 au soir que le ministre de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi, alerté par la

dégradation continue de l'état de santé du Président, commença à en parler ouvertement. Il y pensait depuis quelques semaines, mais ne voulait pas s'en ouvrir à ses collaborateurs. Ce soir-là, il interrogera son chef de protocole, le colonel-major Mohamed Ben Letaief, si des dispositions protocolaires étaient prévues pour des funérailles nationales en cas de décès du président de la République. Face à une réponse négative, il recommandera de s'y préparer d'ores et déjà. Tout commencera alors le soir même au ministère de la Défense. Dès le lendemain matin, jeudi 25 juillet 2019, et juste après l'annonce officielle du décès du président Caïd Essebsi, une réunion d'urgence était convoquée au palais présidentiel. Le président par intérim, Mohamed Ennaceur, avait donné ses instructions pour organiser des obsèques à la hauteur du chef de l'État défunt et de sa symbolique. Sous la présidence de Mounir Ajroud, directeur du cabinet présidentiel, l'ambassadeur Mondher Mami, directeur général du Protocole, le contre-amiral Kamel Akrouf, conseiller à la Sécurité nationale, le colonel-major Abderraouf Mradaa, directeur général de la Sécurité présidentielle, des officiers supérieurs de l'Armée, notamment le colonel-major Mohamed Ben Letaief, et des membres du cabinet présidentiel se sont attelés à la tâche, passant en revue divers scénarios possibles, évaluant les besoins et prévoyant les éléments de logistique à mobiliser.

Tout a été millimétré, minuté avec un plan B

Trois grandes séquences étaient retenues : la cérémonie officielle au palais de Carthage, le cortège funèbre jusqu'au cimetière d'El Jellaz et la cérémonie religieuse de l'enterrement. Le parcours lui-même, depuis Carthage, avait été découpé en cinq étapes : le départ du palais, une halte près de la Mosquée El Abidine, la traversée du centre-ville puis l'arrivée au cimetière, avec toutes les considérations protocolaires et sécuritaires appropriées. Une autre boucle était également à organiser : l'arrivée-départ de personnalités étrangères qui auront souhaité s'associer au deuil des Tunisiens. Depuis l'accueil à l'aéroport jusqu'au départ, et tous les cortèges à mettre en ballet. Tout a été prévu, minuté, millimétré, sans omettre le moindre détail, dans une totale coordination et en parfaite synergie. En prévoyant aussi pour chaque séquence un plan B.

Le cérémonial fut grandiose, impressionnant, montrant au monde entier une grande image de la Tunisie, profondément affectée dans son deuil, rendant un hommage historique à son président. L'armée y excellera particulièrement avec les unités de la Présidence, tout comme les autres services de l'État. Cette image exceptionnelle marquera les Tunisiens et les reconfortera dans leur dure épreuve. ■

TOTAL TUNISIE

ÉLU SERVICE CLIENT DE L'ANNÉE 2020

SERVICES AUX AUTOMOBILISTES



Total Tunisie

Comment «l'Élu de l'Année 2020», entend le demeurer toutes les années

- Interview de Abdesslam Rhimi, directeur général de Total Tunisie

Dès le rez-de-chaussée de l'immeuble qui abrite aux Berges du Lac le siège de Total Tunisie, le visiteur est frappé par les nouvelles initiatives prises. Un coin de restauration rapide (cafés, sandwicherie, etc.), une boutique d'articles, des desks d'accueil en front office, un automate de recharge des cartes de paiement et autres reflètent l'image d'une volonté de mieux servir les clients. Au cinquième étage, celui de la direction générale, de nouveaux aménagements expriment eux aussi, pour les équipes internes, modernité et convivialité. Un espace de co-working, portant le nom symbolique d'El Djem et décoré à ses couleurs, avec en arrière-fond la photo de l'amphithéâtre emblématique, permet au personnel de s'y retrouver, d'y travailler avec leurs ordinateurs portables en mode cool-efficace, d'échanger entre collègues. Parfois, le directeur général y fait un tour, se mettant à disposition. La salle de réunion, baptisée Carthage et décorée d'une grande photo, instaure une ambiance paisible et rappelle l'ancrage de la filiale en Tunisie après plus de 70 ans d'existence.

Interview.



Durant la crise du Covid-19, quelles mesures de sécurité ont été prises au niveau de l'entreprise et vis-à-vis des employés ?

Nous avons été sensibilisés dès le début du mois de mars sur les risques de la pandémie de Covid-19 et des mesures ont rapidement été mises en place : restrictions de voyage, gestes barrières à respecter par tous (port du masque, prise de température de tous les visiteurs, respect de la distanciation sociale...) L'ensemble des séminaires et des réunions ont été soit annulés, soit réalisés sous forme de visioconférences. Bien sûr, nous nous sommes conformés immédiatement aux instructions des autorités tunisiennes qui ont mis en œuvre un couvre-feu le 18 mars, suivi d'un confinement général le 22 mars. Etant donné le caractère stratégique des produits et des services que nous fournissons, les sites de production et les stations-services ont continué de fonctionner dans le strict respect des consignes sanitaires. Quant au siège et autres agences - et comme le stipule notre plan de continuité d'activité - nous avons réduit la présence du personnel au minimum dans les bureaux, au profit du télétravail ou de la prise de congés pour certains.

Depuis la levée du confinement le 3 mai, nous avons effectué un retour progressif du personnel pour reprendre une activité normale au début du mois de juin. Je tiens, à ce titre, à saluer toutes les équipes de Total Tunisie, ainsi que nos partenaires. Tous se sont immédiatement mobilisés, et ceci dans des conditions de travail inédites, inhérentes à cette crise. Ils ont fait et continuent de faire preuve de dynamisme et d'innovation, toujours dans le strict respect de la sécurité et de la protection de l'ensemble de nos parties prenantes.

Total Tunisie a remporté le prix «Elu Service client de l'année 2020», comment persévérer dans cette performance ?

Nous en sommes très fiers. Il s'agit là d'une reconnaissance exprimée par un organisme de référence, de notre performance et de notre capacité à fournir les meilleurs produits et les meilleurs services à nos clients. C'est une belle consécration mais nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers. Les équipes de Total Tunisie sont déjà mobilisées pour tout mettre en œuvre afin de remporter ce prix pour 2021 et au-delà, c'est l'un de nos objectifs !

Comptez-vous développer votre réseau de stations-services ?

Avec plus de 160 points de vente, nous couvrons de manière satisfaisante l'ensemble du territoire tunisien. Nous suivons de près la création de nouvelles routes et de nouveaux quartiers et étudions les opportunités de création de nouveaux points de vente avec l'objectif d'être toujours au plus près de nos clients. Sur la période 2020-2026, nous avons un programme ambitieux de construction de 15 nouvelles stations-services et de modernisation du réseau existant pour une enveloppe globale de 70 millions de dinars. Ces investissements, qui pourraient créer environ 500 emplois directs et indirects, seraient mis en œuvre sous réserve de revalorisation des marges. En Tunisie, celles-ci sont structurées, et atteignent

Un acteur significatif en Tunisie

Filiale du groupe pétrolier Total, Total Tunisie compte plus de **300 collaborateurs** et génère plus de **4 000 emplois indirects**. Ses activités sont réparties sur 8 sites industriels et plus de 160 stations-services dédiées à la distribution de carburants.

à peine 50% de la moyenne du continent. Nos marges de distribution n'ont été que très légèrement révisées depuis décembre 2018 alors que nos coûts ont subi une inflation de 22% sur les 3 dernières années.

La baisse des prix du pétrole offre une opportunité d'améliorer les conditions de notre industrie en investissant massivement et en jouant ainsi pleinement notre rôle dans l'accompagnement du développement économique du pays et la création d'emplois.

Au-delà des stations-services, nous avons un autre réseau dont on parle moins mais qui est aussi important pour nos clients, il s'agit des points de vente « TOTAL Quartz Auto Care » spécialisés dans l'entretien automobile et les lubrifiants. C'est un concept qui consiste à réunir dans un même endroit les meilleurs équipements de diagnostic et de réparation, les meilleures huiles moteur et les meilleurs techniciens. Il y en a une cinquantaine sur l'ensemble du territoire et nous avons comme objectif d'en créer une dizaine par an, en partenariat avec des professionnels de la mécanique automobile.

Outre les carburants, quelles sont les autres activités de Total Tunisie ? Et que représentent-elles dans le chiffre d'affaires global de l'entreprise ?

La marque TOTAL est très connue pour les carburants de qualité que nous distribuons au travers de notre réseau de stations-services. Cette activité représente un peu plus des 2/3 de notre chiffre d'affaires. Les autres activités englobent la vente des lubrifiants pour voitures, pour poids lourds et pour l'industrie, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) en bouteille et en vrac, le jet pour l'aviation, les fluides spéciaux et les produits d'entretien automobiles. Nous fournissons également des services tels que les cartes pétrolières et les systèmes de gestion de parc TC Fleet qui aident les clients à contrôler leurs dépenses et à maîtriser leur consommation. Enfin, nos stations sont aujourd'hui de véritables « lieux de vie » où les clients peuvent prendre un café, se restaurer à toute heure, faire des achats dans nos boutiques bonjour ou encore faire laver leur véhicule. Nous sommes heureux de pouvoir proposer à nos clients ce panel de solutions et de services, avec les meilleurs standards du marché. C'est pour cela que nous avons été « Elu Service Client de l'année 2020 ».



Vous avez déjà une large gamme de produits, quelles sont les nouveautés ?

Voici quelques produits et services qui sont venus compléter notre offre ces dernières années, je cite à titre d'exemple :

- les carburants Premium additivés Excellium qui protègent, nettoient et améliorent les performances des moteurs, tout en réduisant leur consommation et les émissions de CO₂,
- les systèmes de gestion de parcs automobiles et camions TC Fleet,
- le concept lavage « TOTAL Wash » qui connaît un vrai succès. . .

Notre offre va continuer à s'enrichir des innovations locales et de celles du Groupe. Notre approche consiste à créer les solutions dont le client a besoin en combinant les produits et les services associés.

Notre Call Center mis en service début juillet, le premier d'une société de distribution pétrolière en Tunisie, a pour but de renforcer la relation avec nos clients actuels et de créer des liens avec les prospects.

Par ailleurs, nous venons d'inaugurer dans la zone portuaire de Radès le premier TOTAL Rubia Truck Center qui apporte une solution innovante à nos clients utilisateurs de poids lourds. C'est un « One Stop Shop » où ils pourront faire inspecter le moteur, changer d'huile, faire des réparations, changer les plaquettes de frein ou encore faire désinfecter le véhicule...

Nous avons également complété notre offre lavage pour intégrer plusieurs services d'entretien désinfectant de l'extérieur et de l'intérieur du véhicule, y compris le circuit d'air climatisé. Enfin, vous avez pu apprécier il y a quelques mois la première borne électrique de recharge pour véhicule en station-service.

Quelles sont vos ambitions pour 2021 ?

Comme vous le savez, la crise du Covid-19 nous challenge encore plus et nous suivons de près l'évolution de la situation sanitaire et le redémarrage de l'économie. Cependant, en Tunisie, comme partout où la branche Distribution de Total est

Qui est Abdesslam Rhimi

Ingénieur des Mines et titulaire d'un Master de Sciences Po Paris, il rejoint le groupe TOTAL en 2002 en tant que directeur HSEQ & Développement durable au sein de TOTAL Maroc après une expérience de 8 ans dans le domaine de la construction automobile. De 2004 à 2008, il poursuit dans les activités Exploitation et HSE des directions Logistique France puis Afrique-Moyen-Orient de la branche distribution (Marketing & Services), avant d'occuper successivement les postes de directeur Supply & Logistique et directeur Gaz de Total Maroc. Chef du département HSE Afrique et membre du Comité directeur Afrique M&S depuis 2016, il est nommé directeur général de Total Tunisie en décembre 2019.

présente, nous restons animés par notre volonté d'être une marque de référence reconnue pour sa proximité avec ses clients et la valeur qu'elle apporte à chacun d'entre eux. 

Chaïma Hmissi





Innovation, Confort et Sécurité



Recherche & développement

L'innovation et l'intégration au cœur de notre stratégie de développement.



Technologie

La technologie iNTEC conçue par GEELY autour de la « conduite intelligente humanisée » offre la meilleure expérience de conduite.



Design

Chez GEELY Design nous employons actuellement plus de 500 personnes travaillant sur la conception pour vous offrir une **voiture classe et confortable** et cela à travers quatre centres de design clés situés à Shanghai, Göteborg, Barcelone et en Californie.



Ventes

GEELY est le **1^{er} constructeur automobile chinois** au monde avec 1.5 millions d'unités vendus en 2018



Sécurité

GEELY s'est fixé comme objectif de produire **la voiture la plus sûre** pour le conducteur, le passager mais aussi pour le piéton.

Chronique



• Par Habib Touhami

Une nostalgie mortifère

Une coterie influente formée de quelques banquiers et de financiers bien repus tente de vendre à une opinion publique médusée l'idée anachronique selon laquelle il faut appliquer la même politique économique et financière qu'en 1986 (le Plan d'ajustement structurel en somme) et faire appel à ceux qui l'ont conduite pour sortir la Tunisie de la grave crise économique dans laquelle elle se débat. La nostalgie est parfois « délicate » et réconfortante pour les individus, mais quand elle procède du défaitisme ambiant, elle devient toxique pour la collectivité. Antoine de Saint-Exupéry, l'auteur du Petit Prince, définissait la nostalgie comme « le désir d'on ne sait quoi ». Formulation assez juste qui s'applique assez bien à la situation tunisienne quoiqu'elle puisse servir aussi à expliquer la mort-suicide de l'auteur.

Quand bien même devrait-on juger l'action du PAS comme une réussite, ce qui a « réussi » en 1986 ne peut pas réussir nécessairement en 2020. Le contexte économique, politique et social national a radicalement changé entre 1986 et 2020. En 1986, l'Etat était debout, les syndicats mis au pas, les libertés individuelles et collectives confisquées, le pluralisme banni. En 2020, l'Etat est devenu chancelant, les syndicats omniprésents, les libertés individuelles et collectives foisonnantes, le pluralisme une réalité. En 1986, les déficits commerciaux, budgétaires et sociaux (caisses de sécurité sociale) étaient ou maîtrisables ou inexistantes. En 2020, ils sont devenus tout à la fois la source et le résultat des grands déséquilibres économiques et financiers. En 1986, le chômage était « quantitatif » et touchait peu les diplômés. En 2020, il est devenu structurel et accable les diplômés, les femmes surtout. En 1986, les branches industrielles « entraîantes » étaient en expansion. En 2020, la plupart d'entre elles stagnent ou régressent dangereusement. En tout état de cause, la politique économique de la fin des années quatre-vingt n'a pas eu que des résultats heureux comme certains le prétendent. Trois faits sont à considérer.

En dépit des mesures « d'accompagnement », la facture de la crise a été payée par les pauvres et les classes moyennes, les rentiers et les classes privilégiées étant épargnés sinon réconfortés. L'érosion des classes moyennes a d'ailleurs commencé à cette époque comme l'atteste l'évolution des coefficients budgétaires des dépenses des ménages entre 1975 et 1990. Cette érosion a été amplifiée par la formidable régression de la politique redistributive. C'est au point où le pouvoir en place s'est cru obligé de ne plus publier les données relatives aux bénéfices tirés par les divers groupes sociaux des transferts sociaux. Il y a ensuite les conséquences mitigées sur la balance commerciale. Bien que la baisse du dinar ait favorisé l'accroissement des exportations en valeur dans une première phase, celles-ci passant de 1 404 MD en 1986 à 3 087 MD en 1990, le déficit commercial devait doubler au cours de la période passant de -900 MD en 1986 à -1740 MD en 1990. Le plus grave est que cela ait occasionné le « pompage » excessif des ressources naturelles et humaines du pays puisqu'il a fallu multiplier le volume des exportations de 1986 par 2,7 en moyenne pour retrouver en 1990 le niveau attendu des exportations en valeur. Il y a enfin l'impact de cette politique sur le déclenchement des événements de 2010-2011.

Nul ne peut contester la connexion qui existe entre les résultats de la politique socioéconomique suivie entre 1986 et 2010 et le déclenchement de la « révolution » tunisienne. Pourtant, les uns s'obstinent à la nier pendant que les autres profitent du désarroi général pour faire la promotion de ce qui était et qui pourtant ne peut plus être. En vérité, plus que la nature du régime politique ou le mode de scrutin aux élections législatives, c'est l'incapacité de passer à une politique économique de rupture qui constitue le vrai motif de blocage du développement du pays. Sur ce plan, le pouvoir politique issu de la révolution se montre aussi conventionnel et malhabile que le pouvoir précédent. ■

H.T.

TOPNET

Le leader qui s'emploie à démocratiser l'internet et innover utilement



• Des performances significatives

Vente en ligne (service abonné fi clic) +7 points, passant de 5 à 12% des ventes des offres internet se font en ligne avec un record de 27% au cours du mois d'avril. Paiement en ligne (service paiement express) + 18 points, passant de 22 à 40%.

• Résultats 2019

- Croissance du CA de 44% vs 2018
- Croissance du CA de 45% pour le B2C
- Croissance du CA de 17% pour le B2B
- Croissance de 38% du bénéfice net d'impôts

Croissance fulgurante pour TOPNET qui trône en tête des fournisseurs d'accès internet (FSI) avec une part de marché sur le data fixe ADSL, VDSL, Fibre Optique à plus de 62%; une croissance du chiffre d'affaires de 44% et un bénéfice net d'impôts de 38% en 2019 vs 2018. Cette filiale de Tunisie Telecom (rachetée il y a 15 ans) a su bénéficier de la synergie du groupe, mais aussi beaucoup investi en innovation technologique et relation-client, distançant nettement ses concurrents, le plus proche d'entre eux n'étant qu'à 15% de part de marché. Sous confinement suite à la crise sanitaire, TOPNET a enregistré une véritable explosion de la demande, l'internet fixe illimité s'imposant. Aux commandes depuis mai 2019, la nouvelle directrice générale, Rym Akreimi Ben Dhief, entend confirmer ce leadership, galvanisant une équipe jeune, motivée et innovante. «Être premier est une belle récompense de tant d'efforts, mais aussi un grand défi à relever chaque jour davantage, en privilégiant l'expérience client, confie-t-elle à Leaders. Notre objectif est de mettre tous les outils, pour un meilleur service et à la plus haute qualité, à la disposition de tous. Avec, évidemment, des solutions appropriées pour les entreprises. D'où l'importance de la généralisation de la connectivité et de la démocratisation de l'internet, avec l'accès pour tous, en optimisant les coûts.»
Les projets ne manquent pas. Signature électronique, facturation dématérialisée en ligne, gestion de flottes par GPS (IRIS), chatbot de dernière génération et autres sont d'ores et déjà lancés en étroite partenariat avec des startups tunisiennes.
Interview.

Était-ce facile de réaliser pareille performance ?

Rien n'est jamais facile, mais tout est possible, si on s'investit, fort d'une vision perspicace, dans un esprit d'équipe et avec la volonté d'y arriver. Il n'y a pas vraiment de secret. Le capital humain est une grande richesse. Nous y avons

misé, favorisant la communication interne, l'esprit de conquête en commun, le sentiment d'appartenance et le sens de la responsabilité vis-à-vis de l'entreprise, avec le client au cœur de notre métier.

Comment s'exprime concrètement votre engagement client ?

Le vrai challenge pour TOPNET n'est pas seulement d'être premier mais de le rester. Notre devoir d'être là où le client est présent. Nous avons établi un grand nombre d'actions pour nous rapprocher de nos clients, que ce soit à travers le réseau direct par le biais de nos 15 agences ou encore le réseau indirect via nos 240 revendeurs. Sans oublier la digitalisation, l'axe le plus important pour approcher le client. Notre objectif, c'est de mettre à la disposition du client tous les outils pour avoir le meilleur service avec la meilleure qualité. TOPNET est leader sur le marché B2C et aussi sur le marché B2B, spécialement sur la connectivité internet. C'est pour cela que nous avons établi des stratégies B2B et B2C complémentaires certes mais distinctes, avec comme objectif le plus large accès possible à l'internet et le meilleur bénéfice que nos clients pourront en tirer.

C'est une démocratisation du très haut débit, mais bien maîtrisée...

Absolument. Nous offrons des solutions pour le particulier, notamment le contrôle parental. Notre souci majeur aujourd'hui est de garantir une navigation sécurisée, surtout pour nos enfants.

L'une de nos priorités absolues à TOPNET est de garantir l'égalité numérique sur le territoire tunisien. Cela n'est réalisable qu'en améliorant la connectivité des foyers et en travaillant sur la démocratisation du très haut débit sur tout le territoire tunisien.

Aujourd'hui, la maison mère Tunisie Télécom a beaucoup investi dans la modernisation de son réseau fixe en adoptant la technologie MSAN avec une architecture NGN afin de rapprocher au maximum le client au très haut débit qui peut atteindre jusqu'à 100 Mbps en prenant en compte la distance entre la centrale et le répartiteur où se trouvent le MSAN FTTC (fibre to the curb jusqu'au trottoir) et la FTTH (Fibre to the home jusqu'au domicile). 770 MSAN

d'ici octobre sont en cours d'installation pour 260 000 ports VDSL. Afin de concrétiser l'axe stratégique de démocratisation du très haut débit, nous sommes en train de procéder à l'extension de notre bande passante qui va atteindre 1 200 Gbps d'ici septembre 2020.

Comment comptez-vous accompagner les entreprises tunisiennes dans la digitalisation ?

TOPNET est aussi leader sur le marché de l'entreprise en termes de connectivité internet fibre optique avec un PDM de 64%. Nous disposons d'une panoplie d'offres, outre la connectivité en fibre optique, en VDSL Rapido Pro qui est le socle sur lequel nous pouvons greffer différentes couches de services comme les solutions Cloud, que ce soit l'IAAS Housing, ou SAAS Storage, cloud e-commerce, VPS, Web Hosting, Pack domaine, ou des solutions de sécurité managées comme Netprotect, Coportate VPN, WAF ainsi que les solutions GPS et le wifi managé.

Notre objectif est de proposer à nos clients un market place où ils peuvent trouver les solutions adaptées à leurs besoins. Le gain majeur que peuvent avoir nos clients, c'est l'optimisation des coûts puisqu'ils vont épargner l'achat du hardware, le coût de la gestion et de la supervision. TOPNET dispose d'ingénieurs et de commerciaux hautement qualifiés qui supportent et accompagnent notre clientèle afin de développer leur business et se concentrer sur le cœur de leurs métiers.

La période de confinement n'était pas facile à gérer. Comment avez-vous procédé ?

Nous avons été opérationnels dès les premiers jours, en optant pour le télétravail de nos collaborateurs ainsi que pour le métier du call center. Nos mots d'ordre étaient : anticipation, agilité et flexibilité. Le call center TOPNET, mis en télétravail, a enregistré une nette performance de joignabilité qui est passée de 70% en temps normal à 85% en télétravail.

Nous avons aussi enregistré une augmentation de 12% de productivité de nos collaborateurs en call center avec un temps de travail augmenté en moyenne de 40 mn par jour. Nous continuons par ailleurs à opter pour le télétravail du call center jusqu'à aujourd'hui.

De même, durant le confinement, tous les collaborateurs se sont transformés en community managers (y compris moi-même) et en site e-commerce en conseillant ses proches, amis connaissances à opter pour les offres et services TOPNET.

Cette crise a en fait été génératrice de créativité, puisque nous avons notamment développé en interne un logiciel pour la robotisation des tâches, le RPA (Robotic Process Automation) pour simuler les tâches répétitives dans le but d'optimiser le parcours client. Finalement, il y avait du bon dans ce confinement.

Quels sont vos projets ?

Nous misons sur le digital pour offrir la meilleure expérience client à nos abonnés en leur offrant différentes solutions innovantes dont ils peuvent profiter dans la vie courante. Nous veillons à promouvoir et à valoriser l'Open-Innovation en soutenant et en développant les projets collaboratifs avec l'ensemble de l'écosystème des startups 100% tunisiennes afin de consolider le tissu économique de notre pays. Cette dynamique et cette synergie s'inscrivent dans une optique de partenariat gagnant-gagnant comme les startups Vneurion pour le chat bot Aminos de TOPNET, BWS pour les solutions IOT et GPS (Iris GPS) Kléos pour la solution de wifi managé.

Le projet sur lequel nous travaillons présentement et qui est quasi-fini est la signature électronique pour tout type de contrat pour les particuliers et les entreprises. Nous avons déjà entamé la dématérialisation de la facturation B2C et prochainement nous passerons à la facturation électronique B2b. De vastes chantiers. 🇸🇰

Fatma Hentati



Cession de 99,9% des actions l'Immobilière de l'Avenue Appel d'Offres International

Objet de l'Appel d'Offres

La Société Tunisienne de Banque (STB), la STB Finance ainsi que la STB Invest, dans le cadre de leur politique de restructuration de leurs portefeuilles de participations, ont décidé de céder leurs participations dans le capital de la Société «l'Immobilière de l'Avenue». Cette cession se fera via la vente d'un bloc unique d'actions (le « Bloc d'Actions »), représentant 99,9% du capital social de l'Immobilière de l'Avenue.

A ces fins, KPMG Tunisie a été retenue comme Conseiller Exclusif du cédant pour la réalisation de l'ensemble de l'opération de cession (l'« Opération »).

Le présent Appel d'Offres a pour objet d'informer les investisseurs potentiels de cette Opération et de permettre à ceux intéressés d'obtenir le Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

Informations succinctes sur l'Immobilière de l'Avenue

Créée en 1931, la société opère dans le secteur de la promotion immobilière. Le capital social de la société est composé de 1 880 000 actions avec une valeur nominale de 5 dinars. L'actionnaire majoritaire est la STB avec une part de 84,7% soit 1 592 460 actions.

Eligibilité

Les investisseurs désirant participer au processus sont invités à manifester leur intérêt, seuls ou en formant un consortium, par e-mail ou par lettre recommandée. Sont exclues les entités juridiques qui sont en état de cessation d'activité, de faillite, de redressement judiciaire, de liquidation, ou sujettes à insolvabilité ou surendettement. Les sociétés qui ont fait l'objet d'un jugement constatant un délit affectant leur probité professionnelle (corruption et malversation) ou résidente dans des pays non signataires de conventions bilatérales avec la Tunisie ne seront pas acceptées pour participer au présent processus.

Processus de cession du Bloc d'Actions

Les investisseurs intéressés par la participation à ce processus recevront un Dossier d'Appel d'Offres « DAO » à partir du 10 juillet 2020 et ce, après avoir rempli une fiche de présentation et signer un accord de confidentialité, selon les modèles disponibles sur le site du conseiller : www.kpmg.com.tn. Le dossier leur sera envoyé par e-mail au plus tard 48 heures après la finalisation de leur inscription.

Les intéressés devront faire parvenir leur dossier d'offre (conformément aux termes du DAO) par porteur contre décharge ou par lettre recommandée avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi au plus tard le 18 septembre 2020, en six (6) exemplaires, dont un (01) original et cinq (5) copies, à l'adresse suivante : « Siège social S.T.B., Direction Centrale des Filiales et Participations, 7ème étage, Tour B, Bureau B 706, Rue Hédi Nouria-1001-Tunis ».

Contacts et demandes d'informations

Pour toute demande d'informations, les investisseurs potentiels pourront s'adresser aux personnes suivantes :
Moncef Boussanouga Zammouri
moncef.zammouri@kpmg.com

Manel Zammouri Miladi
Manel.zammouri@kpmg.com
Téléphone : + 216 71 194 344

Inspirer les équipes et multiplier les réussites, en mode de management

En tailleur discret, lunettes fines et esprit vif d'executive woman, Rym Akremi Ben Dhief est une top manager-née. Ayant obtenu sa maîtrise à la faculté des Sciences économiques et de Gestion de Tunis, elle sera rapidement recrutée par Tunisie Telecom, alors en pleine transformation, en 1995. Pour y tirer ... 22 ans d'une carrière et une ascension continue.

Dix ans durant, elle opérera au sein des structures en charge des achats. Du lancement des marchés au dépouillement des offres, à la passation et au suivi d'exécution, elle s'exercera à recenser les besoins, comprendre les différents métiers, se familiariser avec les spécifications techniques exigées, évaluer les prix proposés... «C'est une expérience très instructive pour découvrir une grande compagnie de la taille de TT, ses différents rouages et acteurs», confie-t-elle à Leaders.

Des marchés (achats auprès de fournisseurs et prestataires), Rym Akremi Ben Dhief passera au marché. Celui des entreprises (clients, petits et grands). C'est là où tout commencera alors pour elle. «La concurrence est rude, les exigences-clients sont nombreuses et hautes, et les objectifs ambitieux», nous dit-elle. Il faudrait y ajouter qu'il n'est guère facile de se hisser aux hautes fonctions au sein d'une entreprise de la taille de l'opérateur historique, Tunisie Telecom. Surtout s'agissant d'une jeune femme.

La chance de Rym Akremi Ben Dhief est d'avoir eu d'excellents patrons. P.D.G. réussis, directeurs centraux et experts ont toujours encouragé ses élans et récompensé ses talents. Parmi eux, Nizar Yaïche, l'actuel ministre des Finances. En charge alors du développement de TT et du renforcement de son pôle Entreprises, il l'introduit au sein de son équipe, l'amenant à se surpasser chaque jour encore plus. Le coaching a été utile. Rym Akremi Ben Dhief aura ainsi beaucoup appris, beaucoup donné, beaucoup gagné en réussites. Dès 2017, elle était promue directrice centrale Marché des Entreprises. Une véritable consécration qui la rapprochait du sommet...

Début 2019, le directeur général de TOPNET, Elyès Ben Sassi, est nommé à la tête de la Mauritano-Tunisienne des Télécommunications (Mattel). Pour pourvoir au poste laissé vacant, un appel à candidature est lancé. Un cabinet privé était chargé de la présélection des candidats, en toute indépendance et transparence. Rym Akremi Ben Dhief postulera. Pourquoi? «Tout simplement pour relever de nouveaux défis, mais aussi améliorer ma rémunération», nous confie-t-elle en toute franchise. Sa profession de foi, publiée sur LinkedIn, exprime parfaitement son profil. «Je suis une femme de défis qui sait atteindre ses objectifs, j'm hardworking, je respecte mes engagements et je suis très sociable», se décrit-elle, sans détour.

Finaliste lors du processus de présélection, son P.D.G., Fadhel Kraiem, ne lui a rien dit. Le secret a été bien gardé. C'est elle qui sera retenue. Nouvelle aventure pour cette quadra, mère de jumeaux et épouse de banquier. Fille d'un enseignant keffois de renommée (instituteur de langue française, directeur d'école, puis inspecteur), elle sera élevée, comme sa sœur et ses deux frères, dans la soif du savoir et l'ardeur dans l'effort. Dans son vaste bureau au 5e étage de l'immeuble-siège de TOPNET, au Centre Urbain Nord, Rym Akremi Ben Dhief est parfaitement dans son univers. Inspirer les équipes, les motiver et gagner de nouveaux défis.





Institut national de la météorologie

L'Institut national de la météorologie est un établissement public à caractère non administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et soumis à la tutelle du ministère chargé du transport. L'INM est l'organisme officiel qui assure l'unité technique et organise l'assistance dans le domaine de la météorologie et de la géophysique. Dans le cadre de ses missions et attributions et compte tenu du caractère international de la météorologie, l'INM assure la représentation de la République Tunisienne au sein des divers organes de l'Organisation météorologique mondiale. L'INM entreprend des activités diverses allant de l'observation directe des phénomènes météorologiques et l'exploitation des données et paramètres acquis y afférents, maritimes ou terrestres, jusqu'à la modélisation et la prévision numérique du temps ainsi que l'observation et le suivi des phénomènes géophysiques. Il offre à la navigation aérienne des services météorologiques selon la réglementation internationale en vigueur. L'Institut national de la météorologie est régi dans sa relation avec les tiers par la législation commerciale (loi n° 2009-10 du 16 février 2009, relative à l'Institut national de la météorologie).

Les différents projets à l'INM

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie 2016-2020, différents projets ont été réalisés ou en cours de réalisation à l'INM :

Le site Internet de l'Institut national de la météorologie

Dans le but de simplifier l'accès aux informations météorologiques et de suivre les nouveautés technologiques, l'Institut national de la météorologie a restructuré son site Internet et a créé une application pour smartphones. La revue du site web vise notamment à assurer l'arrivée des alertes et des notifications précoces lors de l'évolution des conditions météorologiques ou lors du suivi des tremblements de terre sur le territoire tunisien, en s'appuyant sur la technologie d'alerte électronique dès l'apparition de fluctuations météorologiques exceptionnelles.

La vigilance météorologique

La carte de vigilance a été développée dans le cadre du projet de jumelage institutionnel entre l'Institut national de la météorologie et Météo France. Ce projet vise à :

- Informer les pouvoirs publics, les services chargés de la sécurité, la société civile et les citoyens.

- Communiquer les informations météorologiques d'une manière compréhensible à tous les acteurs impliqués dans la gestion des crises liées aux catastrophes naturelles et l'organisation des secours.
- Communiquer les informations météorologiques en rapport d'une manière compréhensible pour les médias et le grand public.

Supercalculateur

Motivation du projet Calcul. L'acquisition d'un calculateur de haute performance fin 2019 s'inscrit dans le cadre du projet stratégique Calcul PNT (Prévision Numérique du Temps) pour le développement des modèles opérationnels de prévision numérique du temps et de la recherche scientifique.

Ce projet a été lancé pour renforcer les capacités de calcul numérique de l'INM indispensables pour pouvoir implémenter le nouveau modèle météorologique AROME (Applications de la Recherche à l'Opérationnel à Méso-Echelle) qui est plus coûteux en termes de moyen de calcul que le modèle opérationnel actuel ALADIN (Aire Limitée, Adaptation dynamique, Développement InterNational).

Le modèle à maille fine AROME a été conçu pour améliorer la prévision à courte échéance des phénomènes dangereux tels que les pluies intenses, les orages violents, le brouillard ou les canicules. En effet, l'apport du modèle AROME a été prouvé dans les situations météorologiques convectives avec des épisodes de pluie intense qui peuvent être à l'origine d'inondations sévères dont souffre la Tunisie, surtout en période d'intersaison. La maille de calcul du modèle, nettement plus fine que celle de son prédécesseur, est de 1,3 km (contre 7,5 km pour ALADIN).

Projet de renouvellement du réseau d'observation en surface de l'INM et de la concentration des données

Afin de répondre aux nouvelles exigences réglementaires et de suivre les progrès technologiques dans le domaine de l'observation, il est devenu opportun de renouveler l'ancien réseau d'observation. C'est ainsi que ce choix a été inscrit comme axe de développement dans le plan stratégique de l'INM à l'horizon 2020 et dans ce cadre, un projet de haute priorité a été lancé. Il s'agit du renouvellement du réseau d'observation de surface et la mise en place d'un système de concentration des données en temps réel en vue de leur utilisation opérationnelle dans les systèmes de prévision et de climatologie ainsi qu'au niveau des modèles de prévision numérique du temps (NWP)...

Ce projet vise la mise en place des nouvelles méthodes de mesure développées et conçues selon les nouvelles technologies utilisées dans le domaine à travers le nouveau réseau d'observation, et au développement des moyens de collecte et de diffusion des données des différents éléments météorologiques observés via un système d'échange de données. Le réseau d'observation futur sera constitué d'un ensemble de 125 stations automatiques réparties sur tout le territoire de la République (stations synoptiques (16), stations climatiques (31), stations portuaires (6) et 72 pluviomètres automatiques).

Ce réseau d'observation permettra la mesure et la surveillance des données météorologiques pour l'ensemble des éléments atmosphériques (pression atmosphérique, température, humidité, direction et vitesse du vent, quantités de pluie, rayonnement solaire, ...) au niveau des différentes stations d'observation, avec la précision et l'intensité requises par les prévisions numériques pour répondre aux besoins des prévisions météorologiques.

Projet de mise en place d'un réseau de radars météorologiques pour la Tunisie

La présence d'un réseau de radars météorologiques couvrant tout le territoire tunisien aura un effet positif sur la qualité et la fiabilité des services fournis par l'INM, ce qui impliquera une meilleure maîtrise des situations orageuses critiques et la prévention des catastrophes liées aux inondations.

Dans ce contexte, l'on prévoit le projet de mise en place d'un réseau de radars météorologiques avec un scénario de mise en place de cinq radars météorologiques pour une couverture totale de la Tunisie.

Ce projet sera ainsi un pilier important pour augmenter la fiabilité des prévisions et aussi une révolution du mode d'observation météorologique en Tunisie puisqu'on aura une information télédéetectée qui couvrira une surface importante avec une très bonne résolution.

Projet NETTUNIT

Le projet NETTUNIT (Net de l'Environnement Transfrontalier Tunisie-Italie) rentre dans le cadre

du programme italo-tunisien 2014-2020 qui fait partie de la coopération transfrontalière (CT) de l'Union Européenne. Avec six partenaires tunisiens et italiens, l'INM est le chef de file de ce projet.

Ce projet vise à développer une plateforme complètement opérationnelle avec l'utilisation des alertes météorologiques, des alertes sur la pollution atmosphérique et la pollution marine destinées en particulier aux services de la Protection Civile, aux services de la santé locale et autres services d'intervention italiens et tunisiens afin de collaborer pour une éventuelle intervention.

Sismologie et Géophysique : les projets en cours

L'INM dispose d'un réseau de stations sismologiques réparties géographiquement sur les principales parties sensibles du territoire national.

- Cartographie numérique des fractures pour la modélisation et l'évaluation de l'aléa sismique ainsi que le risque sismique.
- Evaluation de l'aléa sismique et modélisation numérique.

Stratégie de l'INM pendant le confinement

Hedi Agrebi Jaoudi (Directeur général l'INM) : l'Institut national de la météorologie est un organisme public qui a l'obligation de fournir toutes les informations météorologiques qui contribuent à la protection des personnes et des biens

contre les risques causés par les calamités naturelles.

Ses services sont assurés 24h/24 et 7j/7. Lors de la période de crise sanitaire, plusieurs services ont assuré la continuité des activités de l'Institut, tels que le service des prévisions météorologiques, le service de la sismologie, les stations d'observations météorologiques qui sont réparties un peu partout sur le territoire du pays sont restées fonctionnelles malgré les difficultés de déplacement pour les agents qui y travaillent. Ce qui nous a permis d'assurer la quasi-totalité de notre mission d'observation des différents phénomènes météorologiques, l'observation et le suivi des phénomènes géophysiques, la transmission des données à l'échelle nationale et internationale, l'élaboration de tous les produits et services fournis au niveau de la prévision et assurer ainsi la satisfaction de tous nos clients. 🇹🇵





changement total des paradigmes relatifs aux contenus enseignés comme à la manière de les enseigner.

Ce qui distingue ESB d'autres offres se résume en 6 points : la digitalisation, la professionnalisation, la pédagogie active basée sur les projets, l'internationalisation et les soft skills, précisément les langues, la culture, la communication et le savoir-être ; et enfin le développement personnel.

S'agissant de l'internationalisation, ESB tisse jour après jour un vaste réseau de partenariats académiques européens et africains de premier plan, offrant à ses étudiants de multiples opportunités de mobilité et de double diplôme. Quant à la professionnalisation, le meilleur témoignage est apporté par l'insertion des diplômés de ses deux premières promotions qui a atteint le taux de 82%.

«Le chemin est encore long, même si nos débuts ont été prometteurs », conclut M. Jaoua en ajoutant que l'école les doit à son positionnement, à son respect des standards internationaux, ainsi qu'à la qualité de l'équipe, conjuguant compétence et engagement, qu'elle a réunie autour du projet.

L'ADN d'Esprit School of Business en six mots-clés

• Digitalisation

A ESB, le numérique est partout, il imprègne tous les enseignements et toutes les pratiques. Élément clé du futur digital des entreprises, il imprègne chaque module d'enseignement, et bien sûr les projets. De sorte que les diplômés sont tous des homo numericus que les entreprises recherchent pour leur transition digitale.

• Internationalisation

ESB offre des formations conformes aux standards internationaux. Elle est notamment membre de l'AUF et d'AACSB. Esprit School of Business accueille un nombre croissant d'étudiants étrangers, et son réseau de partenariats académiques s'étend, offrant à ses étudiants les moyens de favoriser leur interculturelité et de tisser leur propre réseau international.

• Professionnalisation et pédagogie active

Acquise grâce à l'intervention des professionnels dans les curricula, à la multiplication des stages, des visites d'entreprises, aux projets et mises en situation de la pédagogie active – le learning by doing - qui assurent une transition fluide de l'étudiant de l'école vers le monde de l'entreprise.

• Soft Skills

D'abord la maîtrise des langues : niveaux B2 en français et en anglais exigés pour obtenir le diplôme. Ensuite la culture générale, essentielle pour apprendre tout au long de la vie dans un monde en mutation rapide. Enfin, l'esprit critique, la capacité de comprendre, d'argumenter, de hiérarchiser ses idées. Objectif : «des têtes bien faites, capables de raisonner juste» (Ibn Khaldoun, Muqaddima).

• Développement personnel

Parce qu'on ne réussit que ce qu'on aime faire. Parce que certaines compétences clés telles que le leadership, la capacité de travailler en équipe, la gestion des conflits, l'empathie s'acquièrent autant et davantage par la pratique, notamment dans le cadre des activités extrascolaires, que sur les bancs des classes.



La digitalisation et la professionnalisation...



Fondée en 2016, Esprit School of Business (ESB) est devenue en trois ans une des écoles de business les plus réputées de Tunisie.

ESB est connue principalement pour la compétence de ses professeurs, la qualité de ses formations, et la préparation d'acteurs pour assurer la transformation digitale des entreprises, dans un monde où le numérique structure toutes les sphères de l'activité humaine.

Dans une interview accordée à Leaders, le Directeur Général d'ESB, M. Mohamed Jaoua, nous a expliqué les motivations qui l'ont poussé à fonder cet établissement universitaire, ainsi que la valeur ajoutée qu'il souhaite apporter aux jeunes Tunisiens et à la Tunisie à travers Esprit School of Business.

«A l'heure du numérique, il manquait à notre pays une école de management numérique, dédiée à la formation des cadres pour accompagner la digitalisation des entreprises», a indiqué M. Jaoua.

ESB est donc une école où on apprend à gérer avec les outils du XXIe siècle, notamment les réseaux, les progiciels, les outils d'analyse et de prospective, etc. Mais pas seulement: le digital a ramené au premier plan des compétences oubliées comme le travail collaboratif, l'esprit critique, la culture générale et la capacité d'apprendre. Leur acquisition nécessite un

Inscription au concours d'admission sur www.esb.tn

L'article 6 de la Constitution est liberticide



• Par Abdelaziz Kacem

Emna Charki est une jeune blogueuse de 27 ans. Naïve, elle a pris pour argent comptant les slogans libertaires d'une révolte à deux roues, une révolutionnette à deux roues, par référence à une certaine brouette. Seuls les vieux de la vieille avaient compris que nous avons quitté une tyrannie pour nous engouffrer dans une autre, une théocratie rampante et rétrograde.

Se croyant en Utopie, Emna se mit à griffonner sur son mur virtuel des revendications auxquelles quatorze siècles d'immobilisme s'opposent. Jusqu'à ce maudit lundi 4 mai où elle a eu la mauvaise idée de partager un post intitulé « Sourate du Covid », semblable dans sa présentation à une page coranique. Elle l'avait empruntée à une blogueuse algérienne, médecin de son état. Mais celle-ci vivant en civilisation, à la Ville Lumière en l'occurrence, ne courait aucune inquisition. Le 5 mai, Emna est convoquée au poste, puis chez le juge d'instruction. Inculpée d'« atteinte au sacré, d'incitation à la violence ». Prévu pour le 28 du mois, son procès est renvoyé au 2 juillet... Le verdict vient de tomber.

À la grande satisfaction des takfiristes, elle vient d'écopier d'une peine de six mois de prison ferme et de 2 000 dinars d'amende. Si cela venait à être confirmé, les avocats seraient bien avisés de veiller à ce que leur cliente purge sa peine en cellule, car de très nombreux musulmans candidats aux délices des houris ont mis à prix la tête de la mécréante.

Ça lui apprendra à se frotter à cette chose si vague, si criminogène, si truffée de superstitions qu'est le sacré. Dans un article que j'ai publié dans la revue Leaders (version arabe) du mois de mai dernier, j'ai essayé de relativiser les choses en expliquant que la littérature arabe classique et moderne regorge de pastiches et d'imitations coraniques. Abou al-Alaa a rédigé tout un Coran qu'il a appelé « *Al-Fusul wa l-ghayat* » (Paragraphes et périodes). D'autres écrivains ont emprunté et détourné des versets entiers. Ils n'ont guère été inquiétés. J'ai cité le



Grand Cadi d'al-Rayy, Abou al-Hasan al-Jurjāni (933-1001). Auteur d'un ouvrage incontournable consacré à Mutanabbi, il soustrait le poétique à l'autorité du charaïque.

Nous autres, professeurs dont le métier consiste à expliquer les textes, nous n'avons décelé dans le pastiche incriminé ni atteinte à la religion ni incitation à la violence. Mais, je m'abstiens de juger le travail des juges. La presse internationale s'en charge. Moi, je m'inquiète.

J'ai donné, ces dernières années, à l'Université Jean-Jaurès de Toulouse, une série de conférences sur le thème : « Hérésie et transgression dans la poésie arabe ». Dans un contexte d'une islamophobie nourrie de terrorisme et de mœurs surannées, je voulais montrer aux étudiants maghrébins et à leurs camarades français de souche que les grands poètes arabes anciens et modernes n'avaient rien à envier à leurs confrères européens. En matière de pensée libre, nos Abou Nuwas, nos Bachar, nos Mutanabbi, nos Maarri étaient de véritables précurseurs.

Je suis en train de rassembler ces conférences, en vue de leur publication dans un ouvrage actualisé. Je commence à avoir peur, non pour ma modeste personne, mais pour ces poètes illustres, d'Imru' al-Qays à notre Abou al-Kacem Chebbi, qui risquent d'être interdits en vertu de l'article 6 d'une Constitution dangereusement piégée. C'est cet article perfide qui, au nom de la tolérance et de la liberté de conscience, s'avère facilement retournable contre toute liberté de penser. Il stipule que « l'État s'engage à interdire de porter atteinte au sacré », dont acte, en ce qui concerne Emna Charki. Il interdit aussi l'accusation d'apostasie. Or, le takfir, véritable appel au meurtre, se développe, impunément dans les mosquées de la haine, dans les réseaux sociaux islamistes, sous la coupole du Bardo.

Réviser la Constitution en vue de la débarrasser de ses vices cachés est une urgence nationale. Je suis avec les faibles. Ma sympathie pour Emna Charki. ■

A.K.



حَبِّي يَتَبَدَّل يَتَجَدَّد...





Hi

Intelligent
world



HUAWEI



HUAWEI

Santiago Zhang

Directeur des ressources humaines chez Huawei Tunisie

Repousser les frontières de la technologie au service de l'humain

Fondée en 1987, Huawei est un des principaux fournisseurs mondiaux d'infrastructures de technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'appareils intelligents. Le géant chinois est engagé à apporter le numérique à chaque personne, foyer et organisation pour un monde intelligent et entièrement connecté.

Dans une interview exclusive à *Leaders*, M. SANTIAGO ZHANG, directeur des ressources humaines chez Huawei Tunisie, a mis l'accent sur plusieurs points importants et a répondu à nos différentes questions: la culture de Huawei et son esprit d'innovation, les différents programmes du géant chinois pour aider et encourager les jeunes talents tunisiens, la stratégie de l'entreprise pendant la crise sanitaire pour que l'activité ne soit pas bloquée.

Quelle est la culture du travail chez Huawei ?

Nous recherchons la valeur profonde des personnes avec qui nous collaborons. En 1996, nous avons publié la Charte de Huawei, qui dit: «Les ressources peuvent être épuisées, seule la culture perdure. L'ingéniosité humaine est la créatrice de toutes les richesses. Huawei n'a pas de ressources naturelles sur lesquelles compter. Ce que nous avons, c'est le cerveau de nos employés. C'est notre pétrole, nos forêts et notre source d'inspiration».

Nous pensons que les personnes apportent plus de valeur ajoutée que la finance ou le capital. Elles forment le véritable avantage compétitif de l'entreprise et soutiennent sa croissance robuste à long terme.

Chez Huawei, se concentrer sur l'innovation nous permet de répondre aux besoins de nos clients. Nous investissons massivement dans la recherche fondamentale, pour toujours plus de percées technologiques qui font avancer le monde. Notre ouverture à l'apprentissage et au perfectionnement fait de nous des éternels pionniers.

Nous travaillons également beaucoup avec des partenaires extérieurs, notamment des lauréats du Prix Nobel, des boursiers, des chercheurs et plus de 1 000 universités et instituts de recherche.

Huawei emploie combien de personnes en Tunisie et à travers le monde ? Pour quel genre de profils ?

Huawei compte plus de 194 000 employés. Elle est présente dans plus de 170 pays et régions, pour servir plus de trois milliards de personnes dans le monde.

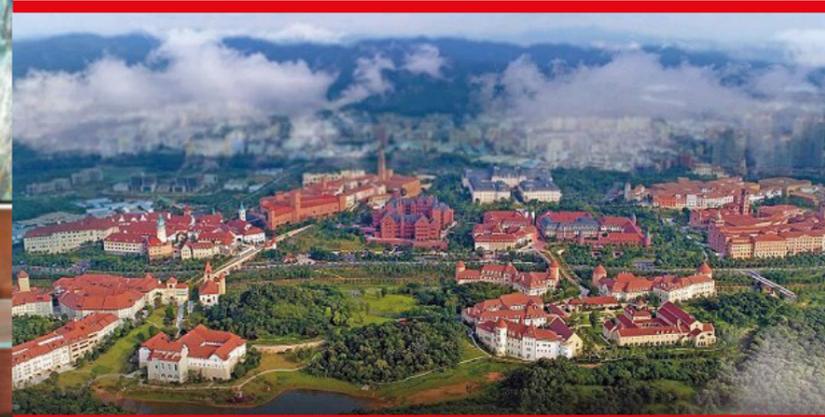
Ce qui est différent à Huawei, c'est que la société appartient à ses employés selon un plan d'actionnariat. Les employés sont les propriétaires et les contributeurs de la valeur de Huawei Company.

Nous possédons également une plateforme de recherche et développement (R&D) très développée, qui compte plus de 96 000 employés et dans laquelle nous investissons plus de 10% de notre chiffre d'affaires annuellement.

Le bureau de Tunisie compte environ 200 employés dans différents domaines, avec près de 78% d'employés tunisiens qui occupent différents postes techniques et de gestion.



■ Songshan Lake Huawei campus universitaire



Nous avons mis l'accent sur l'innovation en matière d'ingénierie et de solutions pour répondre aux besoins et aux défis des clients dans le domaine des infrastructures TIC, du Cloud, de l'AI (intelligence artificielle), de la 5G, de l'IOT et des appareils intelligents et ces efforts ont généré une grande valeur ajoutée et ont fait progresser l'ensemble du secteur de la technologie.

A travers plusieurs programmes comme ICT Academy et Seeds for the Future, Huawei développe les talents tunisiens. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur ce sujet ?

En Tunisie, nous avons plus de 50 universités TIC partenaires tant publiques que privées. Nous travaillons main dans la main à travers les formations, les certifications, les compétitions mondiales, etc. Ceci dans le but de combler le fossé des connaissances et des compétences en matière de TIC et pour répondre aux exigences du secteur. Depuis le début du programme, l'ICT Academy a permis la certification de 200 étudiants dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Depuis l'année dernière, plus de 50 excellents diplômés et étudiants de différentes universités ont rejoint notre programme de stages dans ses différentes phases et beaucoup d'entre eux occupent maintenant de nombreux postes importants à Huawei ou ailleurs. Pendant la période de stage, notre entreprise assure une formation de qualité et de proximité avec des experts dévoués pour guider les étudiants et les jeunes diplômés car nous pensons que les plus brillants esprits peuvent développer des esprits encore plus brillants.



■ Competition Huawei ICT Academy



En outre, nous avons un programme culturel et éducatif appelé «Seeds for the Future». Ce programme combine une formation pratique et la possibilité d'apprendre auprès d'experts dans le domaine. En fournissant également une introduction à la langue et à la culture chinoises, le programme prépare les participants à des carrières sur un marché mondial de plus en plus interconnecté. Chaque année, une dizaine d'étudiants se rendent en Chine pour découvrir les nouvelles technologies et participer à différentes activités culturelles.

Pendant la crise du Covid-19, l'activité de Huawei ne s'est pas arrêtée. Quelles mesures de sécurité ont été prises au niveau de l'entreprise ?

Pendant la période épidémique, notre société a mis en place un plan de continuité des activités pour assurer le soutien aux clients et la garantie de la santé et de la sécurité du personnel.

Nos plans d'urgence couvrent une série de mesures de prévention et de contrôle, y compris la mise en place d'une équipe de réponse d'urgence dédiée à la prévention et au contrôle des épidémies, la réservation de matériel de prévention des épidémies et d'articles de protection personnelle, la réduction de la mobilité des employés, etc.

Nous avons des politiques complètes pour gérer tout type de menace et pour la gestion de la continuité des activités de Huawei.

Nous avons également assuré une communication régulière et ouverte avec les membres de l'équipe et les avons soutenus lors de formations spécifiques organisées par nos experts sur la santé psychologique et mentale en période d'épidémie.

En outre, nous avons organisé de nombreuses activités culturelles à distance, comme la célébration des anniversaires par vidéoconférence, les cérémonies de remise de prix, les activités de l'Aïd El Fitr...

Au sein de Huawei, nous pensons que la sécurité et le bien-être du personnel sont une ligne rouge. ■

L'argenterie tunisienne dans toute sa splendeur



Rachid Regaieg est un collectionneur passionné. S'il s'échine à dénicher les pièces rares et significatives de tout ce qui est magnifique, il aime les partager en les exposant autant que faire se peut et les magnifier dans un livre d'art. Épris de l'argenterie tunisienne, expression de talent et de savoir-faire millénaire, fécondé par les civilisations successives, il en fera, d'abord, emplette, puis un superbe livre, luxueux et abondamment illustré.

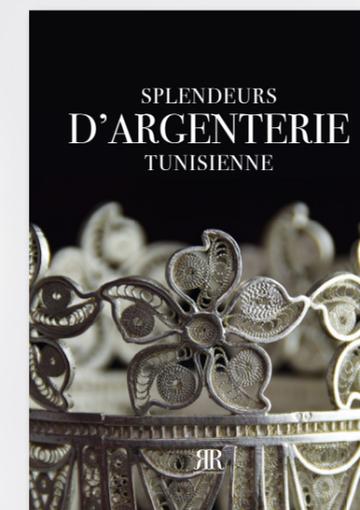
L'œuvre n'est guère aisée. La lumière caressant l'argent et la dorure, et enveloppant les formes dans leurs détails, est difficile à capter pour les photographes. Les reflets gâchent la beauté sublime des pièces. Mais, ce n'est pas l'unique contrainte à surmonter. La scénographie des pièces dans un concept éditorial et graphique, le détournement de certaines d'entre elles et l'étalonnage de leurs couleurs exigent une réelle inspiration et une grande maîtrise. Puis,

vient le tour de l'imprimeur pour bien caler ses machines, veiller à la constance des teintes, ni trop foncées ni trop claires.

Rachid Regaieg sera bien servi par la chance et comblé par le concours de ses partenaires. L'architecte-photographe Hamadi Regaieg promènera ses objectifs sur les nobles pièces d'argenterie. L'artiste-designer Maher Medhaffer, qui dirige Mim Éditions, avec près de trente années d'expérience en France et en Tunisie, prête tout son sens de l'esthétique, pour concevoir le livre. Naceur Jelji, le maître imprimeur chevronné à la tête de Simpect, assurera une production de qualité. Cerise sur le gâteau, Faouzi Ben Halima, directeur général de l'Office national de l'artisanat tunisien, signera la préface en connaisseur. Peut-on parler argenterie sans parler des Hlioui, de père en fils ? Maître artisan, Khaled Hlioui apportera sa bénédiction.

Un degré de raffinement spectaculaire

«J'ai eu l'idée d'éditer cet ouvrage, écrit Rachid Rgaieg, suite à ma participation à la foire internationale de l'artisanat de Sousse, au mois de juillet 2019, en créant un espace musée afin d'y exposer ma propre collection constituée de pièces en argent massif, filigrane, gravé et repoussé, ces objets étant destinés à diverses utilisations : ustensiles, pièces de décoration et objets d'usage personnel (miroir, peigne, mokhla (eyeliner)...). J'ai remarqué à travers les impressions des visiteurs spécialistes du domaine artisanal ou autres l'intérêt que présente cette exposition de pièces d'art. De par sa singularité, sa richesse et sa diversité, cette collection est devenue petit à petit la meilleure référence pour les artisans et les jeunes créateurs. Tout cela m'a poussé à écrire ce précieux livre intitulé Splendeurs



Splendeurs de l'argenterie tunisienne

Préface de Faouzi Ben Halima, directeur général de l'Office national de l'artisanat tunisien
Editions Regaieg, 300 pages en grand format, 2020, 120 DT
Conception et mise en page : Mim Éditions
Crédit Photos : Hamadi Regaieg
Impression : Simpect



de l'argenterie tunisienne (ونق الفضة التونسية) qui deviendra, par la suite, un témoignage du savoir-faire et de l'habileté des maîtres artisans tunisiens dans le domaine de l'argenterie, savoir-faire empreint de diverses influences: aghlabides, fatimides, almohades, hafsidés, turques, maghrébines et également italiennes.»

Faouzi Ben Halima sera plus explicite. «L'art de l'argenterie est très anciennement implanté en Tunisie, souligne-t-il dans sa préface. Il fait partie du patrimoine de notre pays. Il atteint à travers l'histoire un degré de raffinement spectaculaire, ce qui lui a permis de résister aux bouleversements qui ont frappé notre mode de vie. Aujourd'hui il est et demeure un témoin des époques : punique, romaine, islamique et andalouse. En effet, le métier de l'argenterie s'appuie sur différentes techniques : l'ajourage, l'estampillage, la ciselure, le repoussé et le filigrane. Les artisans qui maîtrisent ces techniques sont répartis sur toute la Tunisie. Cependant, chaque région, voire chaque ville ou village, garde son propre cachet lié à ses spécificités.»

Et nous voilà dans la baraka. «La magie de la collection, c'est de préserver, de tirer de l'oubli et de faire renaître et connaître au profane la richesse de notre patrimoine, écrit Khaled Hlioui. Cette collection nous offre un aperçu général de toute la panoplie de l'argenterie tunisienne qui va de l'époque antique jusqu'à nos jours. Argenterie moubarka comme disent les Tunisiens entre bijoux et bibelots. Bijoux berbères dans toute leur diversité. Bibelots utiles, pratiques, d'influence arabe, andalouse, turque, européenne, tout se mélange et se confectionne pour donner un artisanat merveilleux qui, nous l'espérons, se perpétuera.»

Il ne vous reste plus qu'à voyager, au gré des pages du livre, à travers ce musée féérique, dans un parcours envoiement. Un livre, en ouvrage d'orfèvre. 



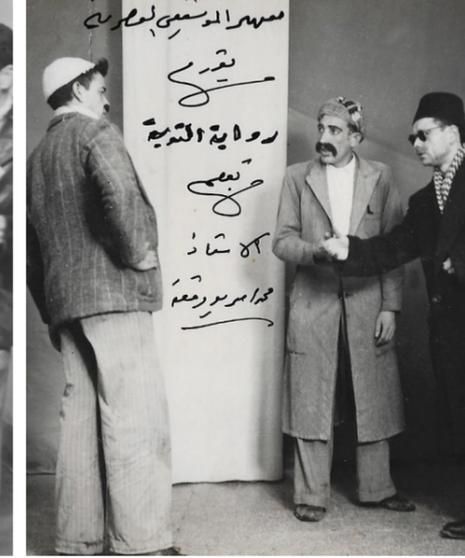


Centenaire Mokhtar Hachicha La voix, le verbe et la verve



Il aurait fêté ses cent ans le 10 août 2020. Mokhtar Hachicha, celui qui ouvrait et clôturait l'antenne de Radio Tunis, amusait, intriguait et instruisait les auditeurs pendant plus de 27 ans, est mort trop tôt. Il n'avait en effet que 63 ans, lorsqu'il est décédé le 16 septembre 1983. La phonothèque de la Radio et la vidéothèque de la Télévision ne recensent pas moins de 300 chansons célèbres dont il avait écrit la parole, des milliers de feuilletons, comédies, pièces radiophonique et émissions portant son sceau indélébile.

Avec Mustapha Kheraief et Ahmed Laghmani, mais aussi Ismail Hattab dans Gafla Tsir, il était le producteur inventif et le réalisateur talentueux qui mettait tout sur antenne, collant les auditeurs à leurs postes radio. Les grandes affaires en justice, où avec force persuasion et impressionnants effets de manches, il plaidait, devant les caméras et face aux juges, les cas les plus désespérés et obtenait justice. Le cinéma tunisien alors naissant lui doit, aussi, un rôle pionnier. Scénariste, dialoguiste, il participera à quasiment tous les longs métrages d'Omar Khelifi, Ali Mansour et autres réalisateurs. En hommage à un parcours aussi riche que marquant, les Archives nationales célèbrent le mardi 11 août 2020 le centenaire de Mokhtar Hachicha. La famille du défunt avait remis à cette institution ses archives. Il n'en fallait pas plus à Hédi Jalleb, directeur général des Archives, historien de renom, qui sait apprécier la valeur des figures tunisiennes et mesurer l'importance de leurs œuvres, pour organiser cette commémoration. Il rend ainsi justice, au-delà de Mokhtar Hachicha, à tant d'illustres hommes et femmes de la radio, de la télévision et du



spectacle, ainsi que des arts et des lettres, tombés dans l'oubli.

Un talent-né

Silhouette fine, regard perçant, fines moustaches, front large et cheveux légèrement à l'arrière, Mokhtar Hachicha n'avait pratiquement pas de montre au poignet. Sa passion insatiable pour le théâtre, d'abord, la radio et la télévision, ensuite, lui fera enchaîner jour et nuit scène, studios et antenne. Alors que ces deux médias massifs, nés à l'indépendance, allaient constituer « l'université du peuple », comme le voulait Bourguiba, il lui fallait y contribuer en offrant aux Tunisiens et Tunisiennes leur dose quotidienne indispensable de connaissances, de divertissement et d'émerveillement. Surfant sur tous les codes, du rural avec les chants d'Ismail Hattab et la poésie populaire aux belles-lettres, avec Ahmed Laghmani et Abdelaziz Kacem, il mixait les styles, variant ses rendez-vous entre feuilletons, grandes affaires criminelles énigmatiques, débats de société et concours d'intelligence. Le tout gratifié de chansons dont il était le parolier.

Tout avait commencé à Sfax au début des années 1930. Enfant de la Médina, Mokhtar Hachicha aimait arpenter ses ruelles. « La ville arabe » grouillait d'activités culturelles et artistiques dans de modestes locaux et vieilles maisons. Mouvement scout, Ittihad Thakafi, Ellakhmiya, Nadi El Asri, Al Ittihad Al Masrahi, et des dizaines d'autres associations captaient les jeunes et les moins jeunes, en plus des clubs sportifs et des cellules du Néo-Destour. Au-delà des remparts, dans le quartier européen, les communautés française,

italienne, grecque et maltaise avaient elles aussi leurs associations. C'est dans ce milieu culturel très riche qu'éclora le talent précoce de Mokhtar Hachicha. Sa prime préférence ira au théâtre, le spectacle suprême, tant pour les comédies satiriques que les chefs d'œuvre arabes et occidentaux. Le peu de temps qui lui restait, il le consacrait aux études pour rafler un brevet l'autorisant à embrasser dès 1952, à 22 ans, une carrière d'instituteur. La salle de classe se transformera alors en théâtre, et les cours en concours littéraires et artistiques. L'écosystème, comme on dit aujourd'hui, était à Sfax un terreau des plus fertiles en créativité. Le patriotisme était aussi culturel.

L'effervescence de l'indépendance

Le dernier quart d'heure pour l'indépendance s'accélérait dans l'effervescence. Mokhtar Hachicha, très actif à Sfax, voulait se donner des perspectives très larges, brûlant d'envie de monter à Tunis. L'autonomie interne en 1957 et la tunisification de la radio lui offrit rapidement une chance inespérée qu'il doit à un ami d'enfance, Tijani Zalila. Au détour d'une discussion, il lui fera part de tout ce dont il rêve pour animer « une radio captivante ». Zalila était avec Mustapha Fersi, tous deux rentrés de Paris, appelés par Hamed Zeghal à investir la radio de l'indépendance. Détectant le talent de Mokhtar Hachicha, il l'invitera à rejoindre « la bande ». Le bail sera jusqu'à la fin. De son appartement, avenue de Paris, il n'aura qu'un chemin direct en prolongement, jusqu'au siège de la Radio, confondant nuit et jour. Son grand auditeur, attentif et attentionné, n'était autre que Bourguiba. Débarquant au 71 avenue de la Liberté, il y retrouvera de vieilles connaissances, Abdelaziz

Achiche et Mohamed Damak, et découvrira Mustapha Kheraief, Abdelaziz Laroui, puis Ahmed Laghmani et autres grands esprits et hautes voix. Dans l'euphorie de l'indépendance, tout devenait possible, la création littéraire et artistique, la chanson au premier plan, avec Naama, Oulaya, Ali Riahi et autres stars trouvaient micro ouvert. Il y plongera, sans relâche.

Retour au bercail

Radio Sfax, née en décembre 1961, sous la férule d'Abdelaziz Achiche, cartonnait dans le centre-sud, portant sa voix jusqu'en Libye et même en Egypte. Après le décès de son fondateur, elle était, au début des années 1970, à la recherche d'un second souffle. Chedli Klibi en tant que ministre et Mustapha Masmoudi en tant que directeur de l'information s'en souciaient. On lui dépêchera alors Mokhtar Hachicha (mais aussi Taoufik Hachicha, puis Mohamed Kacem Mseddi comme directeurs) pour prêter main-forte à Mohamed Chaabouni, Cheikh Sellami, Cheikh Boudaya, Mohamed Aloulou, Mohamed Mahfoudh, Amar et Mohsen Habaieb, Ahmed Elleuch, Rachid Ayadi, Mohamed Fourati, Boubaker Abdelkéfi, Mohamed Hentati, Saïda El Gaïed, Mokhtar Louati, Ahmed Salem Belghith, Najiba Derbel, Mohamed Habib Sellami, Ali El Mekki, Ameur Ettounsi, Amor Kaddour, Ayed Souissi, Hédi Mezghanni, Mohamed Abdelkéfi, et autres Mahmoud Ben Jemaa. Ravi de retrouver sa ville natale et les siens, il y excellera.

C'est ce parcours pluriel, haut en couleur et fécond que les Archives nationales célèbrent en ce centenaire. En hommage et en source d'inspiration. **L**

T.H.

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



Plus qu'un leasing...



L'écriture à plusieurs reprises inventée



• Par Ammar Mahjoubi

Le langage parlé, semble-t-il, serait la caractéristique principale de l'espèce humaine. «*C'est avec l'acquisition du langage que débute l'histoire de l'humanité*». Cette fonction en effet, qui exprime la pensée et assure la communication entre les hommes, n'est pas due à la culture, mais relève d'une partie distincte de la structure biologique du cerveau humain. La théorie de l'évolution assure que la bipédie, qui avait libéré les mains, avait d'abord permis de développer un langage gestuel, qui fut suivi de près par un langage oral, pris en charge par des aires cérébrales spécifiques, réalisant ainsi une avancée décisive. Il s'agit donc d'une aptitude, d'un savoir-faire qui se développe spontanément et qui, au reste, n'est pas propre au seul genre humain.

L'écriture, par contre, est un pur produit de la culture ; un produit qui nécessite un apprentissage. Seul l'homme fait usage de cet artefact qu'il a créé, et dont l'invention, le processus de création, fut renouvelé à quatre reprises. En l'état actuel des connaissances, la première écriture apparut au pays de Sumer, conçue par les Sumériens installés au Sud de l'Irak actuel, vers 3400 av. J.-C. Aussi avait-on pu dire que l'Histoire, la connaissance historique « commence à Sumer », car fondée sur l'écrit, la documentation manuscrite, sa source principale. Un siècle plus tard, ou peut-être seulement quelques décennies, l'Égypte suivit avec ses deux écritures : celle des hiéroglyphes réservée aux inscriptions sur les monuments, et celle de type cursif, dont un premier modèle, la cursive du papyrus, donna naissance à l'écriture nommée « démotique » par Hérodote. Ce n'est que beaucoup plus tard, au XIIIe siècle av. J.-C., que vint le tour de la Chine. Les caractères de l'écriture chinoise moderne descendent, d'ailleurs, en droite ligne de la période Chang, sans avoir subi de modifications fondamentales. On connaît environ 2 500 pictogrammes Chang, dont la simplicité et le style indiquent qu'ils constituent l'aboutissement d'une longue période de développement, dont on a conservé les vestiges. Au IVe siècle av. J.C. enfin, les Mayas du Yucatan inventèrent une écriture hiéroglyphique élaborée, mais dont les textes anciens sont complètement déchiffrés.

Pour le dictionnaire, l'écriture est la représentation de la parole et de la pensée par des signes graphiques conventionnels. Mais il ne s'agit, effectivement, d'écriture que lorsqu'un corpus de signes, qui fait système, intègre un niveau d'analyse de la langue tel qu'il vise à faire apparaître des syllabes ; quoique des écritures, qui notent exclusivement des mots, apparurent postérieurement à l'alphabet. Les quatre écritures susmentionnées étaient des systèmes mixtes ; chacun de leurs signes avait plusieurs valeurs et traduisait des syllabes ou des mots. Une fois inventées, ces avancées ne cessèrent de se répandre,

car elles permettaient de défier la mort, en pérennisant la parole. L'écriture sumérienne, appelée cunéiforme, en raison de ses signes en forme de clous ou de coins, fut progressivement adoptée par les peuples qui envahirent, successivement, la Mésopotamie : Sémites cananéens (Akkadiens et Babyloniens), Assyriens, Kassites et Elamites. Ces derniers, qui habitaient le plateau iranien, développèrent - lorsqu'entre 1171 et 640 av. J.-C. ils devinrent maîtres de la Babylonie - une écriture inspirée du modèle sumérien, qui resta en usage pendant plusieurs siècles. Ils la laissèrent en héritage aux Chaldéens, qui dominèrent le pays jusqu'en 539, lorsque la Babylonie fut conquise par les Perses.

Le corpus imaginé par les Sumériens comprenait des centaines de signes, chacun d'entre eux exprimant plusieurs mots et syllabes de la langue. L'usage massif de ces écrits embrassait les domaines de la gestion et de l'administration, avec la rédaction des contrats juridiques et l'établissement des documents comptables. Des textes savants, rédigés en plusieurs exemplaires, permettaient de transmettre à la postérité les connaissances et les pratiques accumulées par les élites, et des traités scolaires assuraient l'apprentissage de leurs enfants, faisant de l'écriture une marque de distinction et un outil de domination et de prestige. Parmi les textes les plus importants de cette abondante production cunéiforme, l'épopée de Gilgamesh et le code de lois du souverain de Babylone, Hammourabi, n'ont cessé de retenir l'attention des historiens et des juristes.

D'anciennes théories faisaient remonter l'origine de l'écriture alphabétique aux graphismes hiéroglyphiques, cunéiformes, syllabiques chypriotes ou syllabiques crétois, importés en Palestine par les Phéniciens ; mais les découvertes archéologiques ont fait table rase de ces hypothèses. Les premiers documents archéologiques, dont la découverte date de 1905, ont été mis au jour au Sinaï, dans la grotte d'une ancienne mine de turquoise, où les Égyptiens employaient jadis des prisonniers de guerre. D'autres

découvertes ont suivi, en Palestine et jusque dans la vallée du Nil. Graffitis malhabiles, datés du milieu du IIe millénaire avant le Christ, ils sont qualifiés d'écritures « protosinaïtiques ». Malgré des tentatives de rapprochement avec certains signes hiéroglyphiques, ils restent encore illisibles, mais montrent qu'avant l'invention d'un proto-alphabet, sémitique, différentes tentatives avaient été entreprises pour réduire au minimum le nombre de signes de l'écrit. Ces expériences, menées indépendamment les unes des autres, s'étaient propagées dans toute la région du Proche-Orient, des frontières de l'Égypte aux confins de la Syrie méridionale. Mais au vu de leur graphisme, il ne fait pas de doute que ces tentatives protosinaïtiques sont à l'origine des écritures alphabétiques de l'aire sémitique, à commencer par l'alphabet phénicien.



Ce système d'écriture phénicien, attesté à partir du IXe siècle avant le Christ, se compose de vingt-deux consonnes énoncées toujours dans le même ordre que celui, ancien mais toujours d'usage, de la *abjad* arabe : aleph, bet, gimel, dalet etc... (أ ب ج د...). Il s'agit donc d'un alphabet dénué de voyelles, qu'on appelle « consonantique », en raison de la structure

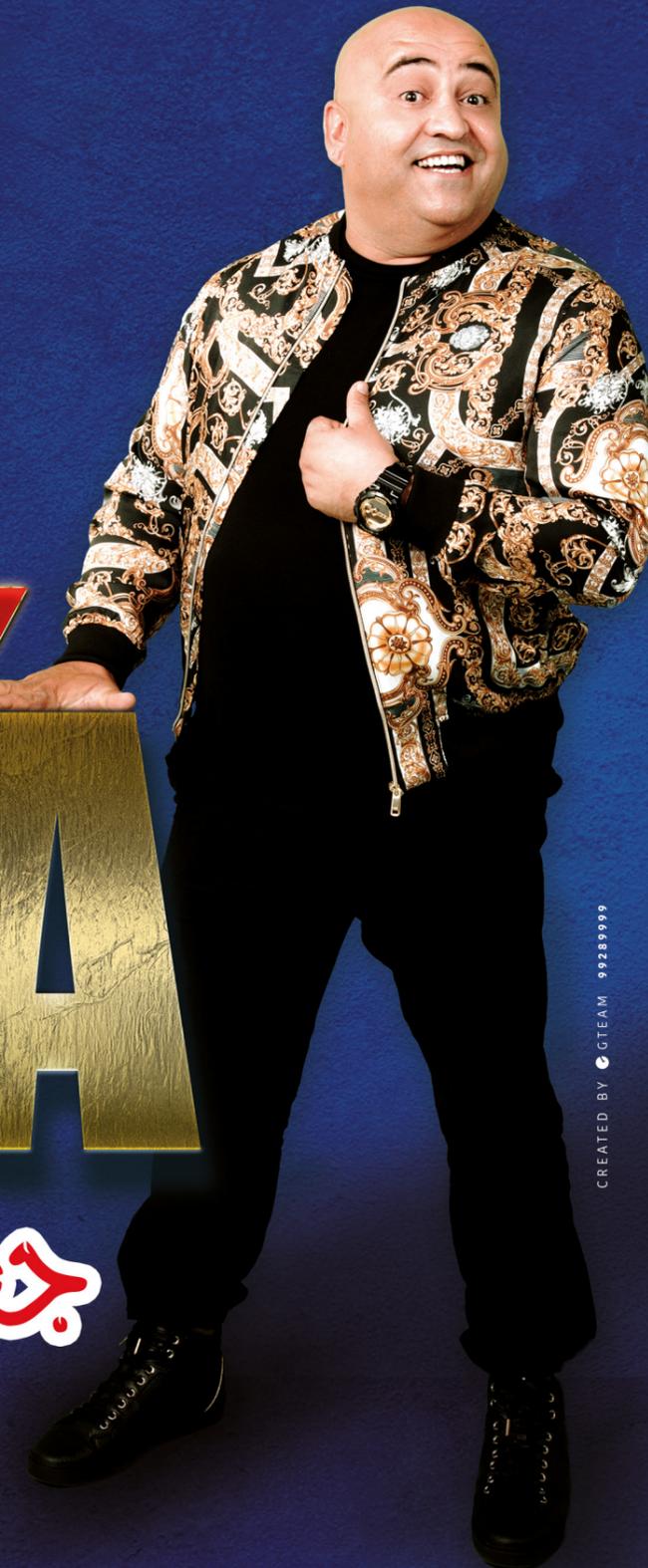
FM

Jawhara

Diga
D I G G A

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 17H à 20H

جوهرة

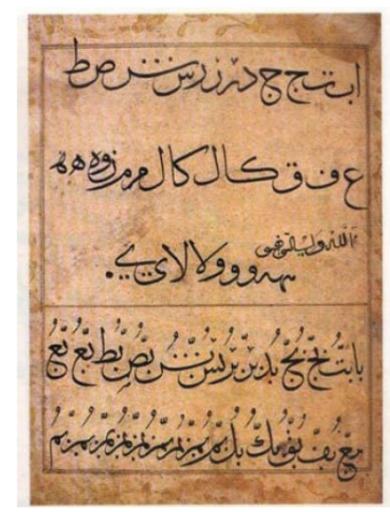


تنتعس FM



LA MATINALE 06:00 - 10:00 DU LUNDI AU VENDREDI

Durant 4 heures Hamza Belloumi entouré de Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughaleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers !
Le tout dans la bonne humeur !



même des langues sémitiques : les consonnes y forment la racine des mots et jouent donc un rôle essentiel. Incontestablement, en rendant l'écriture plus facile, plus rapide et plus compréhensible, cet alphabet constitua un événement d'une importance fondamentale dans l'histoire de la civilisation. Grâce à cette avancée décisive, l'écriture échappa peu à peu au monopole de la classe sacerdotale, dont elle fut longtemps l'apanage ; elle échappa aussi au monopole des gouvernants et à celui de leur propagande.

L'alphabet phénicien se propagea dans le monde méditerranéen. La colonisation phénicienne le répandit à Carthage et dans toutes les cités côtières fondées au Maghreb, aussi bien par la métropole punique que par Tyr et Sidon. Des siècles durant, les anciens maghrébins l'écrivirent,

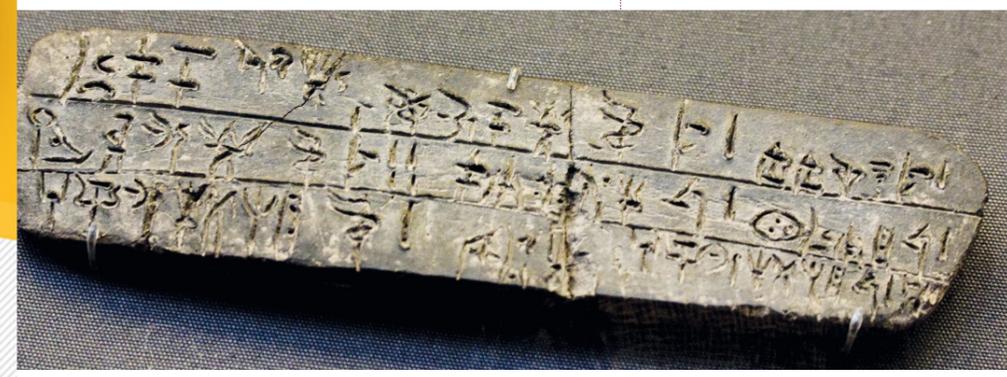
depuis la fondation d'Utique puis de Carthage, aux débuts du 1er millénaire avant le Christ, jusqu'au Ve siècle, à l'époque de saint Augustin. Avec des variantes, cette écriture punique, puis sa forme ultérieure, le néo-punique, accompagnèrent l'expansion carthaginoise en Méditerranée occidentale, dans les îles et les littoraux. Les autres langues sémitiques, à leur tour, suivirent l'exemple phénicien et adoptèrent son alphabet consonantique, avec quelques différences et variations. Attestés, eux aussi, depuis le début du 1er millénaire av. J.-C, les alphabets sémitiques du sud furent employés par les langues sud arabiques parlées au Yémen avec, notamment, le sabéen, la langue de la reine de Saba.

Quant aux alphabets sémitiques du nord, ils se subdivisèrent en deux groupes : le phénicien et l'araméen. Du premier groupe relevait l'écriture paléo-hébraïque ; mais les religieux et les élites israélites exilés à Babylone la délaissèrent en adoptant l'écriture araméenne, qu'ils muèrent en une «hébraïque carrée», choisie et mise en usage, de nos jours, en Israël. Ce groupe araméen eut ainsi des lendemains féconds, qui s'annonçaient depuis le VIIIe siècle avant le Christ. Il inclut, en effet, outre cette hébraïque carrée, l'écriture arabe, dont la genèse est malheureusement encore mal connue. Il comprenait également l'écriture attestée à Pétra. Ces nabatéens de la Jordanie actuelle étaient de langue arabe, mais ils écrivaient l'araméen et employaient une cursive qui, probablement, préfigurait, par intermittences et de façon occasionnelle, l'écriture arabe actuelle.

Les Perses, à leur tour, firent usage de l'écriture araméenne pour transcrire leur propre langue, en particulier à l'époque sassanide, qui se prolongea du IIIe au VIIe siècle ; et les Sogdiens de même, une branche iranienne qui habitait la Sogdiane, l'actuelle Ouzbékistan, adaptèrent eux aussi cette écriture à leur langue à partir du VIIIe siècle, et l'écrivirent en lignes verticales. Les marchands sogdiens qui empruntaient la route de la Soie, et étaient en contact avec les Turcs ouïgours, qui habitaient la Mongolie actuelle, leur transmirent pareillement cette écriture sogdienne, qu'ils appliquèrent à leur langue. Au début du XIIIe siècle, les Ouïgours se rallièrent à Gengis Khan et en peuplant son administration, ils adaptèrent l'écriture ouïgoure à la langue mongole. Et cette extension étonnante de l'alphabet en direction de l'extrême-Orient ne s'arrêta pas là, puisqu'au XIIIe siècle, les Manchoux, de façon similaire, adoptèrent l'écriture mongole ; si bien que lorsqu'ils régnèrent sur toute la Chine, en fondant la dynastie des Qing, les empereurs de cette famille conservèrent, pour assurer la protection des secrets d'Etat, l'usage de la langue et de l'écriture manchoux.

En Grèce, l'alphabet parvint vers la première moitié du VIIIe siècle avant le Christ, dans des circonstances qui ne sont pas encore élucidées. Faisant preuve d'une honnêteté peu fréquente de nos jours, Hérodote, au Ve siècle av. J.-C., nommait les lettres grecques phoinikiagrammata, «caractères phéniciens». Mais pour adapter cette écriture à leur langue, les Grecs ont innové, en transformant en voyelles les cinq consonnes phéniciennes absentes dans la langue grecque. Elles sont devenues alpha (α), epsilon (ε), êta (η), îota (ι), et omicron (ο). S'ajoutèrent aussi les voyelles upsilon (υ), dont la filiation n'est pas directe et oméga (ω), qui est une innovation postérieure. Dès le VIIe siècle av. J.-C. et par le biais de l'alphabet étrusque, apparut l'alphabet latin ; suivirent ensuite les alphabets arménien et géorgien au Ve siècle av. J.-C. et, en dernier lieu, l'alphabet cyrillique que les Bulgares ont mis au point au IX e siècle. Tous dérivèrent ainsi de l'alphabet phénicien. ■

A.M.



Me Samir Annabi L'érudit et l'éminent juriste

Figure emblématique du barreau de Tunis, alignant une triple formation juridique en Tunisie, en France et aux États-Unis, Me Samir Annabi, avocat à la Cour de cassation, est décédé jeudi 9 juillet 2020, à l'âge de 77 ans. Il était né à Tunis, le 22 septembre 1944. S'il avait préféré prendre tôt sa retraite, il y a quelques années, dès les premières alertes de santé, il a conservé sa grande curiosité de la chose publique et son vif intérêt pour la primauté de la loi, l'autorité de l'État et la lutte contre la malversation.

Licencié en droit privé, diplômé en langue et civilisation américaines, titulaire d'un master en administration publique (New York) et énarque, Me Samir Annabi avait d'autres jardins secrets où il excellait. En effet, il était également mélomane (diplômé du Conservatoire national de musique), grand joueur d'échecs, journaliste, coach, spécialiste en stratégie et arbitrage international. La bibliothèque précieuse héritée de ses aïeuls et enrichie par ses propres acquisitions constitue un véritable trésor.

Juriste de l'année en 2010

Quelques semaines seulement après le 14 janvier 2011, c'est lui qui a été nommé, début mars, directeur général de l'Institut supérieur de la profession d'avocat. Il n'y restera qu'un an. En mars 2012, à la création de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (Inlucc), il sera nommé à sa présidence, sur proposition du ministre délégué chargé de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption, Abderrahmane Ladgham. Me Samir Annabi y fera alors œuvre de pionnier. Trois années plus tard, il demandera à passer le flambeau, et c'est son confère et ami, l'ancien bâtonnier Me Chawki Tabib, qui prendra le relais en janvier 2015. Élu juriste de l'année 2010 par la revue Infos Juridiques, Me Samir

Annabi réunit en sa faveur un rare consensus d'amitié et de considération.

Une grande lignée

Spécialiste en arbitrage, fin connaisseur du droit international et rompu aux contrats internationaux, il fait partie des rares Tunisiens à bénéficier d'une forte imprégnation du droit tunisien, français et américain. Issu d'une grande famille de juristes et d'oulémas établie depuis des lustres dans la capitale, qui a donné à la Tunisie des figures emblématiques, Me Annabi a toujours été éclectique et collectionneur de diplômes.



C'est ainsi qu'il fréquentera successivement l'annexe Sadiki, le Lycée Alaoui et le Lycée Carnot (1950-1963) avant de décrocher sa licence en droit privé à la faculté de Droit de Tunis (1967) et le diplôme de l'ENA. Sans oublier, celui du... Conservatoire national de musique, dès son jeune âge. Fier de porter la robe noire, il s'inscrit dès 1969 au Barreau de Tunis puis met le cap sur Paris, pour réussir deux DES en droit privé et en sciences criminelles (1969), en escale pour les États-Unis. Cousin de feu Hédi Annabi (sous-secrétaire général de l'ONU et chef de la mission Minustah à Haïti, qui y a trouvé la mort dans le séisme de janvier 2010), il ira préparer à Georgetown University, à Washington DC, un diplôme de langue et civilisation américaines, puis un Master of Public Administration et un Doctoral Candidacy à la Maxwell School, Syracuse, New-York (1973).

Mettant à profit son séjour à Manhattan, il effectuera un stage à l'ONU durant l'année 1975. Discret sur son parcours, Me Samir Annabi n'aimait pas en dire plus. Mais, on découvre sa participation active à nombre de conférences internationales de l'ONU, comités directeurs d'associations sportives, ONG, structures d'arbitrage et de conciliation, sociétés savantes et autres instances. On lui doit aussi nombre d'ouvrages sur le droit administratif et l'arbitrage dans différentes langues.

Allah Yerhamou..! 🇵🇸

Taoufik Habaieb

RadioMed

une vague de bonheur

Écoutez-nous sur :

NABEUL
HAMMAMET
100.0 FM

CAP BON
GRAND TUNIS
104.1 FM



FM



@RadioMedTunisie



MOBILE



RadioMedTN



WEB



Radio Med



PODCASTS

Téléchargez notre application maintenant
Sur Google Play !!



📍 Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie

🌐 www.radiomedtunisie.com

☎ (+216) 72 32 85 00

📞 (+216) 72 32 85 60

✉ marketing@radiomedtunisie.com

La stratégie de la tension pour saper l'union nationale

Billet



• Par Hédi Béhi

Généralement les révolutions sont un moment privilégié de l'histoire où notre rapport à la vie, à notre environnement, à tout ce qui semblait relever de l'ordre naturel des choses est remis en question. La révolution tunisienne ne fait pas exception à la règle. Il aura suffi d'une décennie pour que la Tunisie change au point de devenir méconnaissable.

Oui, la Tunisie a changé mais pour le pire depuis 2011. On a eu beau positiver, invoquer la sacro-sainte liberté d'expression, la démocratie, les élections libres, finalement tout cela ne pèse pas bien lourd face à ce qu'on a perdu au change : les valeurs dans lesquelles on a été éduqués. Elles ont pour noms : patriotisme, civisme, discipline. Pendant longtemps, elles ont été notre marque de fabrique, le symbole de notre singularité à travers les âges. Malheureusement, ces valeurs se sont effilochées sous les coups de boutoir des nouveaux maîtres du pays ou, avec le temps, frappées de ringardise.

La nation, disait l'historien français Ernest Renan, c'est d'abord «une volonté de vivre ensemble». Jusque-là, cette volonté n'avait jamais fait défaut dans notre pays. Or la société tunisienne est dorénavant plus clivée que jamais. L'entrée en lice des islamistes a permis d'introduire un nouvel élément de discorde dans le débat public alors qu'il constituait le ciment de l'unité nationale en faisant le départ entre croyants et mécréants. Et comme si cela n'était pas suffisant, voilà que des slogans séparatistes viennent s'y ajouter pour former un cocktail particulièrement détonant.

Deux ou trois choses m'ont interpellé lors de la dernière rencontre qui a réuni les chefs de tribus de la région (ce sont les seules qui restent en Tunisie) et les officiers des forces de sécurité pour mettre fin aux troubles dans la région de Tataouine, ainsi que les slogans séparatistes scandés pendant les manifestations « Tahia Tataouine ».

Ennahdha s'essaye à la retribalisation rampante pour diviser les Tunisiens.

Séparatisme, tribus...des termes sacrilèges dans une Tunisie élevée dans le culte de la nation. Décidément, Rome n'est plus dans Rome. On ne s'épargne aucun effort pour détruire l'Etat national qui a été l'œuvre majeure de Bourguiba après avoir essayé de minorer son combat pour l'indépendance. L'affaiblissement de l'Etat a été concomitant avec la montée des forces centrifuges. Je repense à Don Diègue : «N'ai-je donc vécu que pour vivre cette infamie». Bizarrement, l'évènement est passé inaperçu comme s'il s'agissait d'une rencontre banale. Ça aurait été le cas en Libye ou dans d'autres contrées du monde arabe, on n'aurait rien trouvé à y redire. Dans le pays de Bourguiba, cela a une seule explication: le ras-le-bol général. Même dans la société civile, connue pour son dynamisme, nombreux sont ceux qui ont fini par céder à l'aquoibonisme face à l'opportunisme et l'incompétence abyssale de la classe politique, toutes tendances confondues. A contrario, cela explique les succès de Abir Moussi qui représente, aujourd'hui, pour beaucoup la seule planche de salut.

Ennahdha n'est pas étrangère à cette évolution. L'Uggt, qui est bien implantée dans la région, a très vite pointé du doigt Ennahdha. Représentant le quart de la superficie de la Tunisie, Tataouine est le fief électoral de ce mouvement qui y dispose d'une imposante masse de manoeuvres dont une bonne partie rêve de «s'enrichir en dormant» auxquels on avait fait croire que leur région vivrait sur une mer de pétrole et qui n'ont cessé de harceler les compagnies avec des revendications irréalistes. Il y a quelques années, Ennahdha avait lancé une campagne sur le thème «winou el pétrol» pour rameuter les jeunes de la région, sans arriver à des résultats probants. A coup sûr, qu'il vente ou qu'il pleuve, elle reviendra à la charge. On peut tout reprocher à Ennahdha sauf de ne pas avoir de la suite dans les idées.■

H.B.